

# LE TEMPS DES CONQUÊTES

## TEXTE D'ORIENTATION

adopté à 83,37% par les adhérents

“ A l'offensive, à gauche ! ”

VI<sup>e</sup> CONGRÈS DU  
MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES

LAMOURA

12, 13 et 14 décembre 2003



***“A l’offensive, à gauche !”***

**NB : Les mots ou paragraphes en gras dans ce texte sont les amendements des fédérations intégrés lors du Conseil national de synthèse**

La vie ne s'est pas arrêtée le 21 avril 2002. Cette date reste pour nous synonyme d'une véritable onde de choc. La présence de Le Pen au second tour d'abord. Notre défaite ensuite. L'annonce du retrait de la vie politique de Lionel Jospin, enfin. Depuis, la gauche française paraît désorientée **face à une droite réactionnaire et décomplexée**. La conviction que le gouvernement de Lionel Jospin avait su rendre sa crédibilité à l'action politique, l'euphorie même qui avait gagné les socialistes français, fiers de ce gouvernement « le plus à gauche du monde », avaient rendu **inconcevable** cette terrible défaite.

Réduction du chômage, loi de modernisation sociale, **35 heures, emplois jeunes**, parité, CMU, PACS, loi sur la présomption d'innocence : jamais le visage de la France n'avait changé en aussi peu de temps. En 1997, Lionel Jospin affichait l'ambition de réconcilier les Français avec la politique. L'action authentiquement réformatrice du gouvernement de la gauche plurielle n'a pourtant pas été suffisante aux yeux des Français pour justifier que nous assumions aujourd'hui encore des responsabilités. Comme si ce que nous avons fait hier n'était pas une garantie suffisante de ce que nous pourrions entreprendre demain.

L'élection présidentielle d'avril 2002 nous a montré la pertinence de l'analyse que nous faisons d'une société gangrenée par l'idéologie libérale : exclusion, individualisme, égoïsme et **rejet de la politique**. Si le constat avait déjà été dressé, **le malaise était plus profond**. Ce que nous avons mal vu est alors devenu évident : des citoyens qui ne croient plus en la politique, les forces du marché qui triomphent partout, le repli sur soi et la peur de l'autre qui s'installent. Des consommateurs avant d'être des citoyens, des variables d'ajustement avant d'être des forces de travail, des clients avant d'être des usagers. **Seul le sursaut citoyen de l'entre-deux-tours aurait encore pu nous laisser un peu d'espoir. Malheureusement, le mouvement ne s'est pas transformé dans les urnes renforçant le diagnostic que nous faisons.**

C'est une bataille culturelle que nous devons mener, **y compris à gauche**, contre le libéralisme. Il avance masqué, ses défenseurs en parlent comme l'état normalisé de notre société. Toute idéologie contestant cet ordre « naturel » et qui tente de promouvoir un autre idéal est tout de suite qualifiée d'anomalie, d'archaïsme. **Au contraire, nous revendiquons l'utopie**. Notre lutte est culturelle car nous devons démontrer que derrière les maux du monde se cachent en réalité les effets d'un capitalisme qui n'a pas de frontières. Derrière les désordres sociaux et économiques une idéologie est aux commandes, celle du libéralisme. Face à cela, notre idéal collectif, l'idéal socialiste, est plus que jamais d'actualité.

Casse du service public et des solidarités collectives, remise en cause de la solidarité par l'impôt, délire sécuritaire : l'action de la droite en France **consiste à combiner populisme réactionnaire et** déclinaison locale du modèle libéral. Elle accompagne et participe de ce système qui rejette et exploite par principe.

Face au libéralisme et à ses dégâts, la responsabilité des socialistes, notre responsabilité de jeunes socialistes, est de recréer les conditions de l'alternative. Rendre du sens au combat politique, aux luttes sociales, à notre action. **Renouer avec** l'ambition de transformer la société.

Notre premier combat est donc de convaincre **que nous pouvons peser sur le cours des choses, qu'un autre monde est possible**. Les citoyens doivent reprendre le pouvoir, ce pouvoir qui leur appartient, face au marché. A l'échelle du Monde, en Europe, en France, nous devons convaincre que l'indifférence fait reculer nos droits quand **l'engagement politique et citoyen** peut les faire progresser.

**À cet égard, l'engagement européen est pour nous fondamental. Il implique de changer le cours de la construction européenne trop libérale, pas assez démocratique. Assumons nos valeurs, défendons notre vision de l'Europe politique, fédérale, démocratique et sociale.**

Convaincre que nos valeurs socialistes de solidarité, justice sociale, égalité, **laïcité**, émancipation, liberté ont de l'avenir. Convaincre aussi de notre méthode : la réforme. Parce qu'il n'y a pas d'autre moyen possible pour conjuguer transformation radicale de la société, progrès social et démocratie. Convaincre enfin de la nécessité de renforcer la gauche car sans elle il n'y a pas d'alternative politique possible. Notre projet doit toujours être reformulé pour s'adapter aux nouvelles formes du capitalisme et pour nous permettre de susciter **la conscientisation** et l'adhésion des peuples, condition nécessaire pour changer le monde.

Jean Jaurès écrivait que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ». Il faudrait être aveugle pour ne

pas voir dans les conflits armés qui déchirent aujourd'hui la planète les conséquences de la globalisation et de la guerre économique. La guerre en Irak en est la plus récente illustration tant la **principale** motivation **du gouvernement actuel** des Etats-Unis et de ses alliés était la volonté de profiter économiquement **et militairement** du contrôle de la région.

Depuis le 11 septembre 2001, l'administration Bush a renoué avec une lecture du monde héritée de la guerre froide : le camp du bien contre le camp du mal. Cette vision, nous la rejetons. Face aux fondamentalismes religieux, aux nationalismes ethniques, **aux terrorismes**, la responsabilité des progressistes à travers le monde est de proposer un horizon démocratique **à l'aspiration émancipatrice** qui parcourt la planète.

**Nous devons réussir** cette entreprise ambitieuse **sans quoi** les intérêts marchands deviendront le seul mode de rapport entre les peuples **et entre les individus**. Nous ne voulons plus voir des **peuples** s'opposer. Trop souvent, le libéralisme **attise le** nationalisme. Parce que notre socialisme est internationalisme, il est l'échelle pertinente pour combattre ces phénomènes. L'intérêt commun des peuples du monde est dans leur union. A nous, militants pour un autre monde de leur démontrer.

**De nombreux jeunes** participent à des combats qui épousent nos valeurs. Notre génération est présente dans la lutte pour un monde juste et pacifié. Elle doit aussi être plus présente dans les rangs de la famille socialiste pour apporter sa volonté de changement et sa force transformatrice. Notre présence est nécessaire à l'avenir de notre famille comme **l'est** la jeunesse à la société.

# I. MONDIALISER LA DEMOCRATIE

## 1. Contre la dictature des marchés

### *Les ravages du libéralisme*

Aujourd'hui, l'espérance de vie diminue en Russie et en Afrique. Les multinationales exploitent les nouvelles techniques génétiques pour obliger des paysans à racheter, année après année, de nouvelles semences.. Des laboratoires pharmaceutiques empêchent la production à bas-coût de médicaments contre le sida. Rien de tout cela n'était imaginable il y a 20 ans.

Alors qu'on veut nous faire croire que la croissance et le développement bénéficient à tous, le monde est aujourd'hui plus injuste qu'hier. Les inégalités se creusent, la dépendance économique des plus faibles est toujours plus **dramatique**.

La domination sans partage des pays les plus riches sur le reste du monde leur a permis d'organiser les rapports économiques mondiaux à leur guise. Organiser, ou plutôt désorganiser. Puisqu'il ne s'agit de rien d'autre que de déréguler, déréglementer, offrir toujours plus au marché... Imposer la loi du plus fort.

**L'ouverture sans limites des marchés ne s'est pas faite a profit des peuples**

Ce sont les partisans de l'idéologie libérale qui ont préparé le terrain politique et culturel à la mondialisation telle qu'elle **triomphe** aujourd'hui. Pour ses défenseurs, l'économie libérale aboutit à la satisfaction des consommateurs aux prix les plus bas possible, le profit récompensant les entrepreneurs les plus efficaces. **Ils voient dans le marché le régulateur absolu de toute société, c'est une force totale qui peut selon eux régir nos rapports les uns aux autres, avec le travail, avec notre environnement. Pour que cette force fonctionne, il faut qu'aucune règle, aucun obstacle ne se posent. C'est pourquoi les libéraux souhaitent lever ces obstacles, c'est pourquoi ils remettent lourdement en question la place de l'Etat pour en souhaiter le rétrécissement minimum.** Le marché est le lieu privilégié pour donner une valeur aux choses.

C'est leur dogme : le libre échange ferait progresser les peuples, il agirait pour le bonheur des individus **suivant la vieille maxime** : «laissez faire, laissez passer » .

Pourtant, les faits sont têtus : l'ouverture sans limites des marchés ne s'est pas faite au profit des peuples. Elle a au contraire affaibli les lois qui protégeaient les salariés, accru la compétition entre les états au détriment du progrès social, privé des pays, en particulier les plus pauvres, des moyens de décider de leur avenir. Il ne faut pas voir là les conséquences malheureuses ou inattendues de la libéralisation des échanges. L' **accroissement** des inégalités, le développement de la compétition, la destruction des protections collectives sont le but recherché par ceux qui ont voulu ces politiques de dérégulation : il y a des gagnants et des perdants. Et les **perdants comme les gagnants**, ce sont toujours les mêmes.

### **Quand les inégalités se creusent**

Les inégalités Nord-Sud ne cessent de progresser. De 1 à 12 en 1950, les écarts de revenus par habitant entre l'Afrique et les Etats-Unis sont passés de 1 à 18 aujourd'hui. 700 millions d'Africains se partagent la même quantité de richesses que 60 millions de Français. Et encore, ces chiffres sous estiment l'ampleur des inégalités. Ainsi au Brésil, 18% de l'état de Sao Paulo vit en dessous du seuil de pauvreté, mais ce chiffre monte à 80% dans l'état de Maranhao. Et pourtant, **le FMI, les banques, les multinationales et les Etats** exigent encore le remboursement de la dette des pays en développement, alors que le paiement de ses intérêts fait financer le Nord par le Sud.

**Arrêtons ce colonialisme financier ! Le poids de la dette est tel, qu'il réduit les possibilités pour ces pays de mener des politiques d'emploi, de développer leurs systèmes de formation ou de santé. Pour aider ces pays à sortir du sous-développement, nous demandons l'annulation de cette dette. L'argent ainsi dégagé devra être consacré à des dépenses d'éducation et de santé.**

**700 millions d'Africains se partagent la même quantité de richesse que 60 millions de Français**

La libéralisation des échanges mondiaux de produits agricoles, résultat des négociations sur le commerce international menées par les états (GATT), devait assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté. Cinquante ans après, on constate que la production agricole des pays les moins avancés a baissé. La pauvreté s'est accrue et le nombre de mal nourris a doublé. Les paysans du Sud sont écrasés par la production agricole du Nord, massivement subventionnée **à l'exportation et à la quantité**. Cette politique de subvention encourage la surproduction et réduit les prix du marché mondial **duquel sont exclus des pays du sud condamnés à spécialiser leurs productions**.

Assoiffés de devises, les pays du Sud produisent pour l'exportation et n'arrivent pas à satisfaire leur demande intérieure. Face à la toute puissance des agricultures exportatrices, les cultures vivrières ont du mal à se développer. Les effets pernicieux de l'aide alimentaire engendrent de plus une standardisation des modes de consommation. Les pays du Sud pourraient subvenir à leurs besoins alimentaires de manière autonome, s'ils bénéficiaient des aides techniques et des infrastructures nécessaires. C'est dans cette direction que doit désormais intervenir l'aide au développement.

**De plus, et ce depuis plusieurs années, une dynamique alternative et efficace existe. Le commerce équitable est fondé sur des principes essentiels comme la juste rémunération des producteurs, le respect des droits de l'Homme, l'instauration de relations durables avec les partenaires économiques ainsi qu'un accompagnement technique et social des producteurs du Sud. Il doit être aujourd'hui développé et soutenu par une réelle action politique. Afin que les citoyens du Nord prennent conscience des conséquences du libéralisme commercial, militons pour une information claire sur la provenance, les conditions de travail et de fabrication des produits qu'ils achètent. Militons pour l'éthique sur l'étiquette.**

**Alors que progrès scientifique devraient profiter à tous, l'inquiétude est aujourd'hui grande. Si un effort doit être réalisé en matière d'information du grand public concernant les débouchés scientifiques actuels, il convient également de réguler l'activité des laboratoires. Le libéralisme et la recherche du profit immédiat conduisent les laboratoires privés à négliger de nombreuses maladies touchant surtout les pays pauvres, au nom de la rentabilité. Les organismes internationaux doivent investir dans la recherche contre ces maladies. Le vivant ne doit pas devenir une marchandise.**

Nous condamnons aussi toute dérive scientifique conduisant à la sélection ou à l'eugénisme: le clonage humain à visée reproductive doit être interdit mondialement, en revanche, le clonage à visée thérapeutique doit trouver un aboutissement : la France doit permettre que la recherche sur l'embryon avec un encadrement rigoureux soit possible. De plus, aucune des nouvelles techniques d'assistance à la procréation et de génétique moderne ne doit être utilisée dans un but d'amélioration ou de sélection de l'espèce humaine. Une instance de régulation et d'éthique doit être créée au niveau international afin de mettre en place des règles communes à tous les pays.

## **La grande braderie de l'AGCS**

Aujourd'hui, ce sont les services qui sont sur l'agenda de la libéralisation. Bientôt l'éducation, le système de santé, la culture, l'inspection du travail, la gestion des prisons... autant de services publics qui sont aujourd'hui menacés par l'extension de la sphère marchande. Les 145 pays de l'OMC sont ainsi engagés dans le gigantesque marchandage qu'est l'AGCS (**Accords Général sur le Commerce des Services**) qui touche à des domaines essentiels de notre vie quotidienne.

**Education, santé, culture... autant de services publics qui sont aujourd'hui menacés par l'extension de la sphère marchande**

Dans le cadre de l'AGCS, la Commission européenne fait donc pression sur les pays en voie de développement pour qu'ils libéralisent des secteurs que la plupart des Européens souhaiterait voir protégés dans leurs propres pays ! En Europe certains services sont démantelés sous prétexte que les entreprises européennes auront en échange accès aux marchés d'autres Etats. Quel bénéfice pour le citoyen ? Aucun. Dans les pays développés, les services constituent 75% de la richesse nationale. Une part importante de ces services est assurée par des entreprises publiques ou des monopoles réglementés qui assurent l'égalité entre tous les usagers. Ces services ne peuvent être aujourd'hui soumis à une logique de rentabilité, car la rentabilité du capital à court terme n'est pas compatible avec l'entretien et le développement d'infrastructures durables et l'offre d'un service égal à tous.

Les exemples sont déjà nombreux pour illustrer ce phénomène. On pourrait sourire de voir la riche Californie privée d'électricité quand ses habitants poussent la climatisation trop fort. Mais en fait, le résultat des privatisations est souvent désastreux. Des pans entiers de territoires se voient privés de services vitaux. La sécurité n'est parfois même plus assurée, quand on réduit toujours plus les contrôles, trop coûteux, des centrales nucléaires, ou que l'on délaisse des investissements essentiels, comme c'est le cas pour le rail britannique. Les négociations doivent être l'occasion de faire entendre une autre voix. **Il n'existe aucune raison valable, sinon idéologique, pour libéraliser ces secteurs.** Faute de vigilance, le dogme libéral risque de l'emporter une fois de plus, dans un silence assourdissant.

## **Un sentiment d'impuissance**

Face au creusement des inégalités, à la dégradation constante de l'environnement, et à l'accroissement de l'insécurité sociale, les peuples se sentent souvent impuissants, incapables de maîtriser leur destin, d'agir sur leur vie. La mondialisation apparaît comme un phénomène global et inéluctable qui tire les fils de l'économie, sacrifiant les peuples sur l'autel du profit.

Ce sentiment d'impuissance a entraîné une **montée de l'individualisme, le repli sur soi, une perte de confiance dans l'action collective et l'utilité du politique.** L'abstention ou le vote extrême **en sont les conséquences.** Pourtant les citoyens ont leur mot à dire et peuvent peser sur les choix des Etats à travers leurs gouvernants.

**Le mouvement altermondialiste constitue le ferment d'une conscience collective contre l'ordre inégalitaire auquel nous devons apporter un débouché politique**

La mondialisation des échanges est bien le produit d'accords entre Etats qui ont accepté les règles du jeu libéral lors de négociations commerciales multilatérales. Cet ordre mondial est le résultat de choix politiques parfois faits par des sociaux démocrates : libéralisation de la finance, ouverture des frontières sans régulation, participation aux décisions des divers rounds du GATT puis de l'OMC. Nous ne sommes pas face à un processus inéluctable dans lequel les politiques ne prendraient aucune part. Mais pour que ceux-ci puissent résister à la pression des marchés et des avocats du libéralisme, ils doivent être soutenus par des opinions publiques conscientes des enjeux. **Nous ne pouvons accepter que la mondialisation se fasse sans lien avec la régulation. Pour nous, les deux notions sont liées. Il ne peut y avoir mondialisation des échanges et régulation nationale, bien que nécessaire, de l'autre. Séparer la mon-**

**dialisation et la régulation ou refuser a priori l'une ou l'autre ouvre la voie au libéralisme le plus sauvage et à la déréglementation la plus cynique.**

Les mouvements altermondialistes constituent l'embryon de cette opinion **publique, ils ouvrent un front de refus et d'alternative à la domination du libéralisme.** Pourtant, l'image **qu'ont pu en donner certains** médias et l'absence de proposition de débouchés politiques aux revendications portées par ces mouvements ont contribué à renforcer ce sentiment d'impuissance.

### **Construire l'altermondialisation**

L'altermondialisation est née **après** la chute du mur de Berlin, **avec la naissance d'un nouvel ordre mondial.** L'espoir en un autre monde passe depuis par la contestation du modèle libéral dominant, une contestation que nous voulons enraciner dans notre culture démocratique.

La majorité des mouvements sociaux qui se sont organisés depuis la fin des années quatre-vingt-dix au niveau mondial, lutte contre les conséquences de la mondialisation libérale et le manque de démocratie. De Gênes à Seattle, de Porto Alegre à Evian, **en passant par le Larzac, Cancun ou Saint Denis,** des **citoyens** nombreux et venus de tous les horizons, **et plus particulièrement** de la gauche ont manifesté, **manifestent et manifesteront** leur refus de cet ordre mondial établi. La mondialisation libérale n'est qu'une nouvelle facette d'un système économique : le capitalisme. Promis à une mort certaine depuis 150 ans, le capitalisme a su se régénérer. Capitalisme social, capitalisme mondial, capitalisme financier enfin...

Malgré tout, ses fondements restent les mêmes : la croyance absolue en l'efficacité du marché et en la propriété par une minorité du capital, indispensable à la production. Ces fondements, seule la Démocratie peut les ébranler, en faisant primer l'intérêt général sur les intérêts du capital. La mondialisation de la démocratie ne se réalisera que dans le rapport de force citoyen au niveau mondial. Voilà pourquoi le mouvement altermondialiste, dans toute sa diversité, doit être considéré comme une chance, comme un moyen d'action collective pour tendre vers cet autre monde que nous voulons construire.

Les mouvements altermondialistes sont divers mais ont des préoccupations communes. Les socialistes doivent proposer un cadre politique susceptible de dépasser les causes ponctuelles, les revendications fragmentées. En renouant avec les conflits et le rapport de force, en se réappropriant la parole publique, ces mouvements constituent le ferment d'une conscience collective contre l'ordre inégalitaire. Socialistes ayant fait le choix de la réforme comme moyen de transformer la société, nous devons y apporter notre identité de mouvement politique, et favoriser l'émergence d'une opinion publique mondiale, seule capable d'inverser profondément l'ordre des choses.

Dans les manifestations contre la guerre ou dans le contre-sommet du G8 **à Annemasse,** certains ont montré qu'ils jugeaient notre présence illégitime. Au nom de ceux que nous représentons, nous ne pouvons pas leur céder. A nous de leur démontrer qu'ils ont tort, et qu'ils desservent la cause qu'ils croient soutenir. A nous d'affirmer que la violence porte en elle la mort du mouvement.

Apporter des débouchés politiques à ce mouvement c'est structurer le débat, y apporter les cadres qui permettent de penser l'autre mondialisation. Nous militons ainsi pour que les forums syndicaux, éducatifs, parlementaires et des collectivités locales se tiennent en même temps que les forums mondiaux et non pas avant, en marge, comme cela se pratique aujourd'hui. Nous militons pour le développement de forums régionaux et nationaux, sur tous les territoires, en même temps que les forums mondiaux.

C'est à la seule condition de ces traductions concrètes que l'altermondialisation dépassera le cercle d'initiés qui l'organise. Les débats au sein de ces mouvements doivent ainsi se transcrire en un programme commun mondial, amendable forum après forum que toutes les forces de progrès à travers le monde pourront porter ensemble.

Dans la construction de ce nouveau rapport de force citoyen, nos organisations internationales, ECOSY (**Jeunes Socialistes Européens**) et la IUSY (**Union Internationale des Jeunes Socialistes**), avec leurs organisations membres, et aussi le Parti Socialiste Européen et l'Internationale Socialiste doivent être en capacité de mener de vraies campagnes

**communes** pour favoriser l'émergence d'une conscience politique mondiale. Face à la globalisation de la pensée libérale, il nous faut, par ces structures militantes, internationaliser la pensée socialiste et lui donner une crédibilité d'alternative politique mondiale. **Les gouvernements progressistes pourraient s'engager dans la création d'une organisation internationale complémentaire à celles existant déjà, afin de permettre le financement des pays en développement sur d'autres bases que l'idéologie libérale dominante, et de rendre visible la solidarité entre gouvernements de gauche, du Nord et du Sud.**

## **Réformer les institutions internationales**

Nous devons porter haut et fort le projet d'une réforme globale des institutions internationales : l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI), l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses satellites. Cette réforme ne se fera pas sans la mobilisation des opinions publiques, aujourd'hui tenues à l'écart de ces lieux où pourtant l'avenir des peuples se joue. **L'échec de la Conférence de Cancun nous renforce dans notre volonté de réforme des institutions. Cette nouvelle donne peut contribuer à l'émergence d'un multilatéralisme renouvelé.**

**Alors que ces organisations décident en grande partie de l'avenir de la planète, elles n'ont pas toutes un fonctionnement démocratique**

Alors que ces organisations décident en grande partie de l'avenir de la planète, elles **n'ont pas toutes un fonctionnement démocratique et ne sont soumises à aucun contrôle de la part des citoyens.** Parce que la règle reste toujours que celui qui paye décide, elles ne sont responsables que devant leurs plus gros contributeurs. Nous ne pourrions inverser la progression de la mondialisation libérale sans insérer ces institutions au sein d'un système de gouvernance démocratique et transparente qui constituerait le Conseil de Sécurité Economique et Social de l'ONU. **Les membres de ce conseil devront être responsables devant les citoyens qu'ils représentent. Nommés par des gouvernements, il ne faut pas négliger le fait qu'ils sont la représentation indirecte d'un suffrage populaire.**

Si l'OMC, par son caractère proprement multilatéral, doit garder une place à part, la Banque Mondiale et le FMI doivent être fondus en une seule organisation. On ne peut plus se permettre de dissocier les missions de redressement économique à court terme du FMI de celles de développement à long terme de la Banque mondiale. Une telle distinction est contre-productive, et pousse parfois l'une et l'autre des organisations à mener des politiques contradictoires. Cette organisation devrait, comme l'OMC, mais aussi comme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Bureau International du Travail (BIT) ou l'Agence Mondiale de l'Environnement pour laquelle nous militons, être placée sous l'autorité de ce Conseil de **sécurité** Economique et Social. Il en va de même pour la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) qui doit retrouver un rôle moteur dans la régulation de l'agriculture mondiale. Tous les pays de l'ONU devraient être représentés dans ce Conseil de Sécurité Economique et Social selon une règle simple : un pays, une voix. **Ce conseil devra également mettre en œuvre la taxation des mouvements de capitaux spéculatifs sur le modèle de la taxe Tobin.**

**La lutte pour une autre mondialisation passe également par le développement d'une « consommation citoyenne ». Nous devons donc engager un travail de sensibilisation à ce mode alternatif de consommation, afin que les producteurs et les artisans les plus défavorisés puissent vivre de leur travail dans la dignité.**

Le conflit irakien a permis d'afficher au grand jour les contradictions inhérentes au fonctionnement de l'ONU. Elle n'a paradoxalement jamais semblé si faible et si puissante en même temps. Faible, évidemment, puisqu'elle n'a pu empêcher l'intervention américaine en Irak. Puissante aussi car le paradoxe de cette crise qui affaiblit l'ONU à court terme est d'avoir **suscité un élan populaire international de résistance aux exigences américaines et d'avoir convaincu de nombreux dirigeants** du monde de la nécessité d'organiser une gouvernance mondiale réellement démocratique, contre-modèle de la pax americana.

## **Un vrai droit international**

Le fonctionnement de l'ONU doit garantir l'égalité des Etats entre eux, ce qui implique la suppression du statut de membre permanent du Conseil de Sécurité et du droit de veto. L'ONU doit ainsi définitivement tirer un trait sur **la hiérarchie internationale** issue de la Seconde Guerre Mondiale. Si, faute d'autre outil, nous avons fait campagne pour que la France uti-

lise son veto contre la guerre en Irak, nous restons convaincus de son illégitimité, et de son iniquité dans une ONU réformée  **dans le sens d'un rééquilibrage régional.**

L'émergence d'un véritable droit international qui s'applique à tous doit être l'objectif de l'ONU, objectif accepté et promu par ses membres et s'imposant à eux. Cela implique que l'autorité **et l'indépendance** de la Cour Pénale Internationale **soient** renforcées, et donc que tous les états la reconnaissent et **s'y soumettent**, y compris les Etats-Unis. **Dès maintenant, la Cour Pénale Internationale doit refuser de reconnaître les accords bilatéraux dégageant la responsabilité de n'importe quel Etat devant elle. En matière de droit international, les normes environnementales, sociales, sanitaires, doivent primer sur l'expression d'éventuels intérêts politiques, militaires, économiques et commerciaux.**

Cette dynamique de refondation du droit international peut constituer l'occasion de clarifier et de hiérarchiser l'ensemble des accords, textes, réglementations et normes à caractère international. Afin de garantir une base démocratique face à l'expression d'éventuels contingences politiques, militaires ou économiques, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme doit devenir une base légale de référence, l'embryon d'une constitution pour la communauté internationale. L'ONU doit avoir les moyens de faire respecter ce droit international. A côté du corps des Casques Bleus chargés, eux, du maintien et du renforcement de la paix, une armée onusienne **permanente** placée sous commandement multilatéral, doit être constituée, qui sera la seule à pouvoir se revendiquer de la légitimité internationale. **L'OTAN doit cesser d'empiéter sur l'action et les missions de l'ONU, seule organisation internationale habilitée à intervenir.**

## 2. Construire une Europe démocratique et sociale pour rendre possible un autre monde

### *Le temps du doute*

Notre génération vit **aujourd'hui** l'accomplissement de la promesse **originelle de la construction** européenne : paix, démocratie et prospérité. Cette réussite est le fruit du compromis politique historique entre les sociaux-démocrates et les forces du centre-droit en Europe. Sans ce compromis, l'instauration d'institutions communes, d'une monnaie, de règles acceptées par tous dans de nombreux domaines n'aurait pas été possible. La construction européenne a ainsi permis de grandes réussites. La pacification du territoire en premier lieu. Mais aussi la libre circulation des personnes, le droit de travailler et de voter à certaines élections quel que soit son lieu de résidence pour les citoyens de l'Union, l'euro... **Mais, pour ce faire, les européens ont collectivement adopté le modèle libéral, faisant le parti que l'intégration économique produirait nécessairement l'intégration politique. Force est de constater que ce pari est aujourd'hui perdu. Ainsi, alors qu'à la fin des années 1990, les gouvernements de gauche étaient largement majoritaires, le cours de la construction européenne n'a pas fondamentalement changé. La logique du compromis est aujourd'hui épuisée. Il est temps de démocratiser et de politiser enfin l'Union si l'on veut vraiment avoir une chance de faire avancer notre projet pour l'Europe.**

**Parce que les socialistes sont des européens exigeants, le caractère libéral de la construction européenne n'est pas pour nous une fatalité**

Les sacrifices consentis pour l'adoption des traités de Maastricht et d'Amsterdam, l'opacité des dispositions institutionnelles du traité de Nice, le brouillage des repères politiques, font se poser une question **cruciale** aux citoyens européens : S'unir, oui, mais pour quoi faire **et à quelles conditions ?**

A cela nous répondons que l'union des Européens est indispensable et que le caractère libéral de la construction européenne n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, il n'y a plus de **compromis**, entre les forces politiques qui ont permis la construction de l'Europe, sur ce que doit être son avenir. L'intégration économique n'a pas conduit naturellement à l'intégration politique, et face aux puissances du marché, l'Europe reste passive dans le meilleur des cas, complice dans beaucoup d'autres. Le malaise dans le camp progressiste est réel face à l'état de l'Union. A l'aube d'un nouvel élargissement, véritable réunification d'une Europe auparavant coupée entre l'Est et l'Ouest, la démocratisation voulue par les socialistes français n'est pas au rendez-vous. C'est pourquoi, il est indispensable d'agir sur le contenu de la future constitution européenne.

Parce que les socialistes sont des Européens exigeants, parce que nous refusons de laisser nos adversaires politiques trahir notre idéal européen, nous devons assumer nos divergences avec la logique actuelle de la construction européenne. On a parfois l'impression que critiquer la construction européenne, est interdit. Emettre des réserves, ce serait faire

preuve d'un nationalisme archaïque, conservateur. Est-ce conservateur de défendre les services publics, une charte des droits fondamentaux, **des critères de convergences sociaux et pas uniquement économiques**, de demander aux peuples européens ce qu'ils attendent de l'Europe ? Notre désir de voir l'Europe se construire politiquement et socialement, s'affirmer sur la scène internationale comme un seul acteur, implique que nous soyons capables d'assumer un regard critique sur les avancées que l'on nous propose.

Le rôle des socialistes est bien de transformer l'Europe du marché en Europe des **citoyens**, d'en faire un instrument face aux ravages du libéralisme.

## **Nos objectifs pour une Europe démocratique**

Après l'intégration économique des Etats, l'intégration politique et sociale doit désormais devenir la priorité de la construction européenne. Nous devons affirmer la nécessité de construire une Europe **qui garantisse un cadre démocratique**, protège, régule, **offre de nouveaux droits**, construite de la solidarité et non de la compétition. Bref, une Europe où **les avancées démocratiques** comme le progrès social, **donc environnemental**, deviendront indissociables du progrès économique. **Il nous appartient de bâtir la société européenne de demain comme un projet commun où chacun participera à l'émergence et à la richesse d'une citoyenneté européenne.**

**Une Europe Fédérale.** Les institutions de l'Union doivent permettre une prise de décision claire, même au risque de voir nos idées mises en minorité. Dans notre schéma fédéraliste, **la Commission est le seul exécutif, responsable devant le Parlement. Son président est élu par le Parlement.** Il doit être constitué d'une chambre haute, représentant les états, et d'une chambre basse représentant les citoyens. Le canevas institutionnel de l'UE doit **être fondé sur la seule légitimité que nous reconnaissons, celle du suffrage universel.** **Sur le modèle de la zone euro ou de l'espace Shenghen, les coopérations renforcées doivent être permises pour que les pays qui le souhaitent puissent aller de l'avant.**

**Une Europe sociale.** Priorité doit être donnée à la politique sociale, à la politique d'emploi. Nous souhaitons une harmonisation sociale **progressive** par le haut, accompagnée de son indispensable pendant, l'harmonisation fiscale : **un salaire minimum européen nivelé par le haut, des durées maximum de travail nivelés par le bas et un code du travail européen.** L'Union Européenne doit se donner les moyens d'atteindre le plein emploi. Son rôle doit dépasser la coordination des politiques nationales. Les socialistes doivent militer pour que l'Union Européenne se dote d'un calendrier pour la mise en place d'un salaire minimum à tous les pays et d'un dialogue social, qui rende possible l'établissement des conventions collectives acceptées dans toute l'Union. Le naufrage du Prestige nous a rappelé que les boulette de pétrole ne connaissent pas les frontières des Etats ; la question environnementale doit donc aussi être traitée au niveau européen. Avoir une véritable politique de l'environnement ne se résume pas à une simple gestion des conséquences ; il nous faut maintenant traiter les causes en fixant de véritables règles écologiques imposées au niveau européen.

**Une Europe solidaire.** L'Union Européenne à 25 doit reposer sur une réelle solidarité financière **et économique**, en contrepartie des efforts d'adaptation exigés de la part des pays entrants, comme ce fut le cas lors des précédents élargissements. Plus de solidarité implique plus de redistribution. Le financement de l'Union doit se faire de manière plus juste, elle doit avoir plus de ressources en propre qui permettront une meilleure redistribution et une meilleure protection sociale. Il faut **créer un impôt progressif** européen, ferment d'une solidarité réelle entre les citoyens. **A terme, cet impôt aura vocation à devenir l'impôt sur le revenu de tous les citoyens européens.**

**Une Europe puissante.** L'Union Européenne doit se doter de réelles compétences en matière de politique extérieure et de sécurité commune. **A cela doit s'ajouter une politique de défense à laquelle devront participer l'ensemble des Etats Membres pour permettre la mise en place d'analyses et d'orientations stratégiques propres à l'Union Européenne.** Celle-ci devra être portée d'une seule voix et appuyée par des moyens militaires communs, à disposition de l'ONU. **A terme, l'UE ne devrait avoir qu'un seul représentant au sein d'une ONU réformée.** Cette politique étrangère pourra alors influencer sur les principaux choix stratégiques et politiques du monde et défendre un modèle de gouvernance mondiale enfin démocratique. L'Europe sera alors un véritable contre-pouvoir face à la volonté hégémonique des Etats-Unis, dans un monde multipolaire. Une de ses priorités devra être de promouvoir un désarmement massif au niveau mondial et de lutter contre la prolifération des armes nucléaires.

**Une Europe de la jeunesse.** L'Europe s'est construite avec les générations de l'après-guerre ; c'est désormais à la jeu-

nesse des pays membres de la faire grandir. Afin de faire émerger une véritable citoyenneté européenne, nous avons besoin d'une éducation civique européenne dans les écoles et dans les universités. L'Europe, c'est aussi la découverte des différentes cultures dans leur diversité. Il faut développer les bourses de mobilité afin que les échanges universitaires ne soient pas réservés aux plus riches ou aux meilleures universités. Toutes les universités, au lieu de se régionaliser, doivent se tourner d'abord vers l'Europe. Les diplômes doivent être harmonisés, les équivalences simplifiées.

**Une Europe assumée.** Rendre l'Europe aux citoyens, c'est assumer les choix politiques qui s'y font. Les gouvernants nationaux ne doivent plus continuer de s'exonérer des décisions européennes, comme s'ils n'avaient pas de prise sur elles. La privatisation des services publics renforce les inégalités d'accès ? L'ouverture de marchés à la concurrence affaiblit nos services publics ? C'est la faute des technocrates de Bruxelles ! Cet argument derrière lequel se réfugient nombre de nos élus contribue à l'érosion citoyenne et démocratique. Il renforce le sentiment d'impuissance des citoyens européens, produit des effets désastreux pour l'émergence d'une opinion publique européenne pourtant nécessaire et ne fait qu'alimenter dangereusement les discours populistes.

### **Projet de constitution : cette Europe n'est pas la nôtre !**

Pour atteindre ces objectifs et réaliser notre ambition pour l'Europe, le MJS a toujours milité en faveur de l'adoption d'une Constitution Européenne. La Constitution que nous voulons doit représenter un nouveau départ pour la construction d'une Europe Fédérale, Démocratique et Sociale. Elle doit répondre à notre exigence majeure : démocratiser vraiment l'Union en approfondissant ses compétences et clarifier les processus décisionnels. Nous réclamons l'élection préalable d'une assemblée constituante européenne, afin de conférer à la future Constitution un caractère véritablement démocratique. Nous avons, malgré ses défauts, accepté la Convention pour l'Avenir de l'Europe, espérant enfin voir l'Europe sociale et politique exister hors de nos textes de Congrès et s'ancrer dans la réalité.

Une Constitution est pour nous une étape essentielle dans la construction de l'Europe des citoyens. Le texte de la Convention devait permettre ce saut qualitatif. Mais au-delà des aspects institutionnels, il se propose d'organiser les rapports économiques au sein de l'Union, en reprenant simplement les précédents traités. Cette double nature nous pose aujourd'hui problème.

Ce texte affirme des objectifs politiques comme le plein emploi, l'égalité, la solidarité, la non-discrimination, la lutte contre l'exclusion sociale, la promotion de la justice et de la protection sociale. L'extension du domaine de vote à la majorité qualifiée progresse, et la création d'une personnalité juridique pour l'Union est une première étape dans l'affirmation politique de l'Europe au niveau international. Cela va dans le bon sens.

Mais ce texte ne présente pas de réel approfondissement politique. L'unanimité reste la règle dans trop de domaines essentiels comme la politique fiscale, sociale et étrangère. Avoir un Monsieur PESC c'est bien, s'il peut parler c'est mieux ! Afficher d'un ministre européen en charge de la politique étrangère ne résoudra pas les questions essentielles : son manque de pouvoirs effectifs, la possibilité de blocage par un seul pays de toute initiative diplomatique européenne, la faiblesse des politiques de défense commune au service d'une Europe puissance. La constitutionnalisation de notre appartenance à l'OTAN enterre définitivement notre indépendance en matière de politique de Défense.

Les pouvoirs dévolus au Conseil restent trop importants, face à un parlement encore trop faible tant au niveau législatif que dans son pouvoir de contrôle. La création d'un poste de Président du Conseil « à long terme », à côté du Président de la Commission et du ministre des Affaires Etrangères brouille encore plus la lisibilité institutionnelle de l'Union, au lieu de clarifier les rôles et de présenter une tête unique de l'Union.

Ce texte comporte par ailleurs d'autres éléments négatifs. La constitutionnalisation de l'indépendance de la Banque Centrale Européenne met fin à nos espoirs de regagner un contrôle démocratique sur cette institution. L'Union perdrait alors toute capacité de mener une politique monétaire au service d'une croissance partagée. L'Union, par respect pour le principe de laïcité, n'a pas non plus à reconnaître de statut spécifique aux églises ou organisations philosophique non confessionnelles. Nous demandons donc que cette référence soit retirée du texte définitif.

On le voit donc, sur les questions institutionnelles, le compte n'y est pas !

De plus, si ce texte est adopté en l'état, nous devons assumer comme deuxième objectif de l'Union : « l'affirmation

*d'un marché unique où la concurrence est libre et non faussée* ». Cette idée n'est certes pas nouvelle car les précédents traités s'inscrivaient déjà dans la même logique. Mais pouvons-nous accepter aujourd'hui de voir définitivement adoptée l'orientation libérale de l'Union ? Ce serait la fin de notre ambition européenne. Il est aujourd'hui nécessaire de renverser la vapeur, de changer le cours de la construction européenne, de redonner du sens à l'Europe, du pouvoir aux citoyens. Dès lors, nous refusons de voir le caractère libéral des précédents traités constitutionnalisés. Si nous ne revenons pas sur les précédents traités et leur logique, nous serons bientôt obligés de privatiser la Poste, à cause de la mise en concurrence des Services Publics. Pour défendre nos Services Publics, c'est un texte offensif et protecteur que nous souhaitons voir adopté. Et ce n'est pas la création de Services d'Intérêt Général, à la définition floue, qui nous font croire à une réelle capacité de construire de la solidarité en dehors du marché.

Nous n'avons pas la naïveté de croire que la future Constitution répondra demain à l'ensemble de nos ambitions. Mais notre conviction européenne, notre volonté d'offrir aux Européens un cadre de vie fédéral, démocratique et social ne peut s'accommoder de ce qui nous est proposé. Cette critique est avant tout démocratique. Inscrire dans le marbre des traités à caractère économique affaiblit la démocratie, car les choix économiques doivent rester soumis aux choix politiques des citoyens. La question économique est éminemment politique. Constitutionnaliser les valeurs libérales, c'est retirer au politique un de ses outils essentiels. Nous pensons donc que pour combler le fossé entre les citoyens et l'Europe, il est nécessaire de séparer les aspects institutionnels, qui ont toute leur place dans un traité constitutionnel, de tout ce qui relève des choix politiques. Mener ce combat est indissociable de notre combat pour une véritable Europe Fédérale. Parce que nous voulons demain d'un parlement européen à l'initiative des lois, d'un véritable gouvernement européen qui conduit la politique décidée par les citoyens. Fédéraliste depuis toujours, le MJS ne peut concevoir la fin de cette ambition pour l'Europe.

Mais surtout, le processus de réforme de ce traité constitutionnel bloque définitivement toute avancée. Pour le modifier, il faudra l'unanimité des pays membres. L'Europe telle qu'elle nous est proposée n'évoluera donc qu'à la marge. Et il y a fort à parier que ce soit dans un sens défavorable. Parce que nous sommes des militants engagés pour transformer la société, européens convaincus, nous ne pouvons être résignés face à la construction européenne que l'on nous promet. S'il ne devait y avoir qu'une chose à changer, ce serait celle-là ! Qu'au moins nous puissions continuer à nous battre pour l'Europe fédérale, sociale et démocratique que nous voulons. La marche pour construire l'Europe ne doit donc pas se transformer en fuite en avant. Là est vraiment notre responsabilité de militants socialistes. Dire d'ores et déjà oui à ce texte est dangereux tant le renoncement qu'il incarne n'est pas à la hauteur de l'ambition socialiste. Sans modifications en profondeur, ce texte n'est pas acceptable.

C'est pourquoi nous appelons la CIG à revoir en priorité les modes de révision de la future Constitution. C'est le Parlement européen, et non la CIG, qui doit pouvoir proposer et adopter les futures modifications, à la majorité qualifiée, avant référendum. Nous demandons aux dirigeants européens socialistes présents à la CIG de porter cette revendication essentielle pour l'avenir de notre projet fédéraliste.

Le combat que nous devons mener est aujourd'hui simple. C'est celui de l'affirmation de nos valeurs. Celui d'une Europe à Gauche, dès demain. Il est de la responsabilité des socialistes de prendre clairement position sur ce projet. Nous sommes, comme toute la gauche, à la croisée des chemins sur cette question. Les citoyens nous attendent, et nous ne devons pas laisser penser que, parce que nous ne nous reconnaissons pas dans ce projet, nous nous rangeons dans le camp des souverainistes ou des nationalistes. Il nous faudra donc mener publiquement ce débat, au sein de la famille socialiste française et européenne, comme dans toute la société. Battons nous pour un référendum le même jour dans toute l'Europe, pour qu'un vrai débat s'organise dans notre pays, pour convaincre qu'une autre Europe est possible.

## **Une autre politique européenne**

Il est temps de réactiver le clivage entre une Europe à droite et une Europe à gauche, et de rendre ce clivage clair aux yeux de tous les citoyens. **Il nous appartient de créer les conditions nécessaires à l'établissement d'un nouveau rapport de forces politique en Europe.** Pour cela, la Gauche doit acquérir une visibilité au niveau européen. Elle doit militer, se doter d'une organisation intégrée dans le cadre du Parti Socialiste Européen réformé, qui doit abandonner un mode de fonctionnement exclusivement fondé sur le consensus. **Il doit donc être un parti plus fort, mieux organisé et militant. Les socialistes doivent militer pour que les députés européens soient désignés sur des listes uniques européennes.** Les socialistes doivent porter le débat politique au sein du Parlement européen et le poser comme tel vis-à-vis des décisions de la

La réussite de la démocratisation de l'Europe passe par une étape essentielle : celle de la construction d'un gouvernement économique européen. Pour pouvoir mener des politiques de relance de l'économie, un gouvernement doit avoir à sa disposition deux éléments : le budget et la monnaie.

**Il est temps de réactiver le clivage entre une Europe à droite et une Europe à gauche**

Pour remédier à cette absurdité qui contraint actuellement les pays de la zone à se lancer dans des politiques d'austérité budgétaire sévères alors que consommation et investissement sont déjà faibles, il convient de mettre en œuvre deux réformes essentielles.

La première concerne la Banque Centrale Européenne. Il est nécessaire de mettre fin à l'indépendance de la BCE. Croissance **durable**, plein emploi et stabilité des prix sont les objectifs à imposer sous le contrôle politique du Parlement. En bref, réaffirmer que la monnaie est un outil de politique économique et que les élus **européens** doivent en avoir les clés.

Parallèlement à cette repolitisation de la politique monétaire, nous devons aussi faire avancer son pendant : la politique budgétaire. Puisque c'est désormais au niveau européen que se décide notre politique monétaire, il faut fédéraliser au maximum le budget de l'Europe. Il faut supprimer la règle frileuse des « **1.27% du PNB** », qui limite drastiquement les dépenses fédérales : l'UE doit par exemple être en capacité de lancer une politique de grands travaux comme elle doit pouvoir emprunter. Le pacte de stabilité et de croissance doit être réformé pour renouer avec la croissance. La contrainte des 3% de déficit, aujourd'hui imposée aux Etats, ne leur permet pas de mettre en œuvre les politiques de relance dont nos économies ont besoin pour sortir du marasme. **Cette contrainte doit pouvoir être assouplie dans le cadre de la politique économique et budgétaire de l'Union.**

**Il faut également engager une réflexion d'ampleur sur les transports de marchandises. Aujourd'hui on assiste à une fuite en avant des infrastructures de transport et à une dérive aberrante des comportements. Le transport fret n'est pas payé à son coût réel et constitue un fardeau de plus en plus lourd pour la collectivité par ses ravages induits (pollution, amplification du rythme des délocalisations). Une hausse progressive du coût du fret au plan européen- via l'impôt - permettrait de limiter les excès et de financer des transports plus propres (ferroviaire, transport fluvial).**

Une réorientation de la politique agricole commune est également indispensable, pour abandonner le modèle productiviste actuel. La PAC doit être dotée de nouvelles missions pour répondre à la situation nouvelle créée par l'élargissement (l'Union va bientôt accueillir 4,5 millions de paysans supplémentaires), mais aussi aux attentes des citoyens qui ont évolué. Elle doit devenir un outil protégeant l'environnement : préservation de l'eau, de la biodiversité, sécurité alimentaire... **Elle doit permettre d'atteindre quatre objectifs : rétablir la confiance aujourd'hui brisée par les scandales agroalimentaires (vache folle, etc) entre le consommateur et le producteur, lutter contre la politique d'intégration qui soumet les agriculteurs aux intérêts de multinationales et ainsi permettre aux agriculteurs de vivre du fruit de leur travail par des prix rémunérateurs fonction de la qualité du produit, respecter l'environnement par de nouvelles pratiques agricoles, permettre le développement agricole et l'autosuffisance alimentaire des pays en voie de développement. C'est pour cela qu'il faut remettre à l'ordre du jour la modulation des aides agricoles et la contractualisation. Mais une contractualisation plus large que ne l'était les contrats territoriaux d'exploitation et mise en place à l'échelle de l'Europe.**

La réforme de la Politique Agricole Commune est indissociable d'une réalité mondialisée de l'Agriculture. Les financements européens doivent contribuer à l'établissement d'une politique de co-développement agricole respectueuse des particularismes locaux. Il est ainsi possible d'accompagner des programmes de substitution de produits locaux. Il faudra mettre en œuvre, parallèlement à cette réforme pour une agriculture qualitative, un revenu minimum de sécurité fixe à destination des petits exploitants ainsi qu'une retraite décente au moins équivalente au SMIC dans toute l'Union. La souveraineté alimentaire sous-entend que des mesures de protectionnisme puissent être accordées aux pays en développement, le temps de développer une agriculture locale. Evidemment, cette demande doit être motivée et encadrée par une instance internationale compétente et qui ne se mette pas au service des plus puissants. La F.A.O. (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) doit retrouver un rôle prépondérant. Elle pourrait jouer le rôle de contre-poids humain face à l'organisation hanséatique que constitue l'OMC. Il serait alors nécessaire de conditionner ce protectionnisme temporaire à des clauses sociales de redistribution par des politiques actives de réforme agraire.

Notre projet pour l'Europe est ambitieux. A l'approche des échéances de 2004, soyons des européens convaincus et convaincants. Il nous faut maintenant mener une vaste campagne en faveur de notre projet européen.

### 3. Réhabiliter la puissance publique

Les libéraux ont tout intérêt à imposer l'idée que la mondialisation comme la construction européenne sont le fruit de processus historiques inéluctables auxquels les citoyens ne peuvent prendre aucune part. La démobilisation des citoyens, le repli de chacun sur l'objectif de sa réussite individuelle sont la garantie que personne ne viendra entraver la marche des événements. Ce fameux cours naturel sert de paravent à une répartition toujours plus inégalitaire des richesses et du pouvoir économique.

«La victoire politique de la gauche brésilienne je ne la dois ni à une télévision, ni au pouvoir économique, ni à ma propre intelligence, je la dois à la conscience politique du peuple brésilien» (Lula). Nous devons mobiliser les opinions publiques, et pour cela démontrer **qu'une autre politique est possible**. Cette réhabilitation de l'action politique passe par une réhabilitation de la puissance publique, qui donne aux citoyens rassemblés le pouvoir de peser sur leur destinée collective, bien plus efficacement qu'ils ne peuvent agir seuls pour améliorer leur sort individuel.

Cette réhabilitation de la puissance publique est au centre du combat que notre génération doit mener : à l'échelle du monde, de l'Europe, à l'intérieur même de nos frontières, la désillusion du politique prépare la victoire des libéraux, quand elle ne fait pas le lit de l'extrême droite. Le Pen, c'est ce qui reste quand on ne croit plus en rien, ni en l'amélioration de sa condition sociale, ni au progrès collectif.

Ce n'est pas en faisant croire à des lendemains qui chantent que nous ferons reculer la droite et l'extrême droite. C'est en rendant aux citoyens le pouvoir qui leur revient face aux puissances du marché.

#### Réformer nos institutions

En France, le 21 avril 2002 n'a pas seulement été la défaite de la gauche. C'est aussi un signal d'alarme sur la crise que traverse la République française, sur le sentiment d'impuissance que ressentent les citoyens. **En 2002, 82% des 18-24 ans considéraient que le résultat de la présidentielle n'aurait pas du tout d'influence sur l'amélioration de la France. Beaucoup se sont de fait abstenus, ou ont voté pour les extrêmes. Renouvelons nos institutions, passons à la VIe République** pour que les citoyens soient convaincus que la démocratie est toujours le **gouvernement** du peuple, pour le peuple et par le peuple. **Dans ce but, nous demandons l'établissement du référendum d'initiative populaire à l'échelle nationale et européenne.**

#### **Renouvelons nos institutions, passons à la VIe République**

La France a souffert de l'absurdité de son exécutif bicéphale : un socialiste, chef du gouvernement, n'a pas eu tous les moyens de sa politique car le chef de l'Etat, dont les idées avaient pourtant été désavouées par le peuple, a contraint ses marges de manœuvres. Cette cohabitation a nuit au débat politique, embrouillant les repères et effaçant le clivage droite/gauche. Dans la plupart des pays d'Europe, le Chef de l'Etat n'a qu'une fonction protocolaire ou de représentation, l'essentiel du pouvoir étant entre les mains du Premier ministre et du gouvernement issus de la majorité parlementaire. Il doit en être de même en France. **Il faut transférer au chef de gouvernement, contrôlé par le Parlement et la justice, la totalité des pouvoirs actuels du Président de la République. L'article 16 sur les pleins pouvoirs doit être abrogé.**

Dans le même temps, nous devons transformer le Parlement. Il doit retrouver sa vraie mission : faire la loi, autoriser l'impôt, la dépense, la guerre et contrôler l'exécutif. Ensuite le Parlement n'est pas une simple chambre d'enregistrement, il doit retrouver l'initiative législative par la maîtrise de son ordre du jour. Pour finir le Parlement doit pouvoir contrôler l'exécutif. Pour cela, il faut placer la Cour des Comptes sous son autorité, permettre la saisine des corps de contrôles de l'administration, instaurer un contrôle du Parlement sur les décrets d'application, faciliter les créations des commissions d'enquête et en réserver de droit à l'opposition et donner la présidence de la Commission des finances à cette dernière. De plus, le gouvernement ne doit plus avoir le pouvoir de faire adopter une loi sans vote. L'article 49.3 doit donc être supprimé. Donner cette ampleur au travail parlementaire nécessite une pleine disponibilité des

députés, il faut donc instaurer le mandat parlementaire unique, c'est-à-dire interdire le cumul du mandat de parlementaire avec tout autre mandat ou fonction.

**Le Sénat est une anomalie comme se l'accorde à dire la grande majorité de la gauche. Il bloque les réformes. Nous devons faire du Sénat une chambre des forces vives, où siègeraient les représentants des collectivités locales et de la société civile.**

La présomption d'innocence, reconnue par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, est aujourd'hui malmenée par des médias avides de sanctions immédiates. Il ne nous faut pas céder à la tentation : toute personne mise en examen a le droit de poursuivre son mandat ou sa fonction jusqu'à ce que la justice soit rendue, « au nom du peuple français ».

Enfin, les institutions qui font vivre notre pacte républicain ne seront pleinement renouvelées que si elles laissent de la place à l'initiative citoyenne et à la démocratie participative. Le vote doit lui aussi être facilité par le remplacement de la carte électorale papier par une carte magnétique pour la vie qui permettrait à chacun de voter partout en France pour les scrutins nationaux. Cela favoriserait notamment les étudiants, les travailleurs ou les vacanciers qui sont loin de chez eux et pour qui le système de procuration est trop lourd.

Le vote est un droit, mais aussi un devoir. Face à l'abstentionnisme croissant, la gauche doit proposer le vote obligatoire pour tous les citoyens et désormais comptabiliser les votes blancs. Ce projet, s'il vise à faire prendre conscience à chacun d'entre nous du rôle vital du vote dans une démocratie, ne devra pas s'appliquer de façon isolée, mais dans une démarche plus large d'information.

Afin de respecter le fondement républicain qu'est l'égalité, le pouvoir législatif et politique doit abolir le régime spécial de l'Alsace-Moselle.

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit » proclame l'article 1 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, préambule de la Constitution. Pourtant, le droit de vote est limité aux seules personnes de nationalité française. Nous devons donc instaurer une citoyenneté de résidence permettant aux étrangers de voter et d'être élus à toutes les élections.

### **Pour une décentralisation républicaine**

Le mouvement de décentralisation est souhaitable en démocratie, car il permet aux citoyens, localement, d'avoir plus d'emprise sur les décisions qui les concernent directement. La gauche l'a bien compris et c'est pourquoi elle a été à l'initiative de grandes réformes. Toutefois, la décentralisation ne doit pas se faire à n'importe quel prix, elle ne doit pas être un moyen pour l'Etat de fuir ses responsabilités devant des problèmes d'envergure nationale.

Le processus de décentralisation a donc renforcé les collectivités locales dans leurs compétences. Sa nouvelle étape proposée par Raffarin constitue une ligne de rupture : cette décentralisation-là est profondément libérale. Elle s'articule autour du transfert de charges plutôt que de compétences assises sur des recettes en quantité suffisante.

Pour les jeunes socialistes au contraire, la décentralisation n'est pas la négation du rôle de l'Etat mais une réflexion sur la meilleure articulation entre les différents niveaux d'action. **Elle est un pilier majeur de la refonte de nos institutions pour qu'elles soient plus justes, plus proches, plus efficaces. Cette décentralisation doit s'accompagner d'un renforcement des services déconcentrés de l'Etat.** Le transfert de compétences doit s'accompagner d'un transfert de recettes équivalent. Le caractère suffisant des transferts de recettes doit être évalué selon la qualité du service rendu. L'équivalence du transfert ne peut être satisfaisante dans tous les secteurs où l'intervention de l'Etat est aujourd'hui insuffisante. Il est impensable que les domaines qui touchent aux missions régaliennes de l'Etat (justice, sécurité, éducation notamment) puissent être transférés. En ce sens, nous estimons que les personnels de l'Education Nationale, enseignants ou non, qui participent à la communauté éducative, ne peuvent en aucun cas être transférés sans prendre le risque de les mettre entre les mains du marché et remettre en cause l'égalité de tous devant l'éducation.

Il importe de reconnaître l'émergence de nouvelles structures, autour des Régions et des intercommunalités. Les intercommunalités doivent être élues au suffrage universel direct. Car s'il est un fait que le suffrage universel direct ne suffit pas en

soi à politiser une élection, il est nécessaire que les citoyens voient ce niveau de compétence comme responsable devant eux. **Il faut cependant éviter de multiplier les niveaux de pouvoirs. Europe, Etat, régions, départements, communautés de communes, urbaines ou d'agglomération, communes...** Il faut donc clarifier les compétences de chacun, et d'autre part supprimer les départements, dont les compétences seront transférées aux régions et aux communautés.

Devant la régression du nombre d'habitants en milieu rural, le développement local devient un enjeu d'avenir. Selon le principe de « faire ensemble pour conserver et accroître la vitalité des territoires », il doit s'inscrire dans une démarche de projet. Ainsi, c'est à travers la maîtrise des rapports entre la population, le foncier et l'immobilier que nous arriverons à préserver le territoire pour qu'il ne tombe pas aux mains des spéculateurs immobiliers. Un territoire devient alors le lieu où interagissent la liberté des individus et la maîtrise de l'action collective. La réalisation d'une telle démarche est alors soumise à l'adhésion de chacun au projet de développement. Cette adhésion s'obtient par la participation citoyenne et la prise en compte de tous les acteurs d'un territoire, associations, entreprises, habitants et élus. Ils sont les moteurs de la co-construction territoriale, qu'ils définissent en commun, dans une approche reposable, en se focalisant sur un idéal. Les élus, garants démocratiques de la démarche, sont alors les courroies de transmission entre les acteurs. Partant d'une nécessité de regroupement pour les territoires reculés, le développement local ne fait pas l'exclusive entre rural et urbain. Instrument de vitalisation des territoires, son essor fixe un objectif primordial : l'implication citoyenne comme nouvelle phase démocratique.

Enfin, la clarification passe selon nous par une nouvelle étape du statut de l'élu local. L'opacité du système tient souvent au cumul des mandats et des fonctions. Outre le manque d'efficacité politique auquel il conduit dans ses pratiques ultimes - aujourd'hui plus fortement encadrées -, le cumul entretient un flou sur les niveaux de responsabilité. Il faut donc franchir rapidement une nouvelle étape vers la reconnaissance d'un véritable statut de l'élu local – particulièrement pour les élus minoritaires – et de promouvoir le mandat unique pour l'ensemble des exécutifs locaux.

### **Imposer des règles au marché**

Trop souvent les élus eux-mêmes se dédouanent de leur manque d'audace ou de leurs échecs sur la mondialisation ou sur l'Europe. Cette attitude finit par leur être renvoyée comme un boomerang : pourquoi voter pour des impuissants ?

#### **Taxe Tobin, lutte contre les paradis fiscaux... réguler le marché est possible**

Beaucoup d'entreprises ont fait le choix d'installer leur production au Sud. C'est en effet au Sud que la main d'œuvre est la plus rentable puisque les normes sociales y sont quasi inexistantes. Qui pense, lorsqu'il achète la dernière paire de baskets à la mode, à la dureté des conditions de travail et à la faiblesse des salaires que les multinationales imposent à leurs salariés pour produire à des coûts toujours plus bas ? L'Union européenne **doit** imposer une taxation des produits fabriqués dans des conditions dégradantes pour les salariés. Ce principe d'une **taxe** européenne renforcée sur les produits dont la fabrication ne respecte pas les normes sociales obligerait les entreprises à modifier leurs conditions de production.

On **doit** aussi agir pour que l'argent noir du trafic d'armes, de drogues, d'humains n'infiltrer pas l'économie légale au point de se fondre avec elle. Les discours de Sarkozy sur l'insécurité, en plus d'être réactionnaires et dangereux, ne sont que des gesticulations, dès lors que ce sont les banques, et non les états, qui sont chargés de faire la police de la finance. On peut faire surveiller le trafic maritime par autant d'hélicoptères que l'on voudra, d'autres Erikas, d'autres Prestiges continueront de souiller nos côtes, dès lors que les circuits de la finance internationale permettront d'affréter des bateaux poubelles.

En dépit des discours et des mesures sécuritaires, destinés à rassurer son électorat traditionnel et celui du FN, la droite ne se donne pas les moyens de lutter contre la délinquance financière, pourtant à l'origine de l'insécurité économique, sociale et environnementale. Ce sont ces risques qui constituent le cœur de l'insécurité, pas la petite délinquance. Réhabiliter la puissance publique, c'est aussi mettre en adéquation les discours et les actes. C'est montrer que les « patrons voyous », que dénonce hypocritement Chirac, et les chefs du crime organisé risquent, au moins autant que le dealer du bas de l'immeuble, de se trouver un jour face à un juge.

L'Union Européenne **doit** interdire les paradis fiscaux sur son territoire et dans sa zone d'influence. Elle **doit** imposer un contrôle public des institutions par lesquelles transitent les capitaux qui alimentent les marchés financiers internationaux.

Elle **doit** instaurer par ce moyen une taxe, type taxe Tobin, sur ces mêmes mouvements **spéculatifs** de capitaux dont les recettes pourraient être mises au service de différents projets visant à réduire les inégalités dans le monde (aides au développement, lutte contre la faim, pour l'accès aux soins...). **L'Union doit être le moteur de sa généralisation à l'échelle mondiale.**

## **Redistribuer les richesses**

La richesse d'un pays est multiple, elle ne peut être déterminée par un seul indicateur, le PIB. La durée de vie, le niveau d'éducation, le respect de l'environnement et bien d'autres éléments doivent être pris en compte pour comparer les richesses des pays mais aussi pour déterminer l'efficacité d'une réforme. Nous pensons que l'objectif de développement doit se substituer à celui de la croissance, ainsi nous proposons d'utiliser de nouveaux indicateurs pour mesurer le progrès de nos sociétés.

L'intervention des pouvoirs publics dans le champ économique est indispensable pour instaurer un ordre public économique sans lequel la démocratie est, pour une bonne part, vidée de son sens. L'offensive idéologique menée par les libéraux depuis 20 ans a fini par accréditer l'idée que moins l'Etat intervenait dans le champ de la production et des échanges, mieux celui-ci se portait. En réalité, seuls les détenteurs du capital ont trouvé leur compte dans ce désengagement.

**L'impôt est l'outil de la solidarité.  
C'est aux citoyens de s'emparer  
du débat sur la répartition des  
richesses !**

L'investissement public dans les infrastructures, dans la recherche, les nouvelles technologies, peut être un formidable vecteur de croissance économique et d'une croissance mieux partagée. C'est aux citoyens de décider s'ils veulent un modèle de développement qui privilégie la poursuite du profit à court terme ou l'investissement dans le savoir, la formation, la recherche fondamentale et appliquée. C'est aussi aux citoyens de choisir entre une politique salariale plus juste, ou une rémunération toujours plus forte des actionnaires au détriment des salariés. C'est aux citoyens de s'emparer du débat sur la répartition des richesses.

Nous devons réfuter le discours ambiant sur l'excès des charges et des prélèvements obligatoires pour poser la seule question qui vaille : de quels moyens la collectivité a-t-elle besoin pour contribuer au bien être de tous et réduire les inégalités ? Il est normal que les citoyens exigent « d'en avoir pour leur argent » - mais pas que seuls les plus gros contributeurs aient voix au chapitre sur ce sujet. La baisse de l'impôt sur le revenu n'est pas l'horizon indépassable de toute politique fiscale. L'« asphyxie fiscale » dont la France serait victime est un leurre : la France attire toujours plus d'investissements étrangers. C'est pourquoi nous dénonçons l'objectif absurde de baisse de 30% des impôts souhaitée par Jacques Chirac. En diminuant fortement les recettes fiscales de l'Etat, il affaiblit la redistribution et creuse les inégalités.

En France, les revenus du capital sont moins taxés que les revenus du travail : on paye aujourd'hui moins d'impôts quand on gagne 1000 euros avec la bourse que 1000 euros de salaire ! La CSG, qui finance aujourd'hui la Sécurité Sociale, est proportionnelle aux revenus, et non progressive. La Taxe sur la Valeur Ajoutée est, dans son principe même, contraire à nos valeurs, puisqu'elle taxe tout le monde, sans prendre en compte le niveau des revenus, tout comme la redevance télé ou la taxe d'habitation. Les multiples dérogations et exonérations (quotient familial, réduction pour l'embauche de personnel à domicile, avantages pour certains produits d'épargne) réduisent considérablement les effets de redistribution de l'Impôt sur le Revenu.

Le poids de la fiscalité directe et progressive doit être augmenté. L'impôt sur le revenu doit désormais être prélevé à la source. Tous doivent y contribuer, y compris les salariés aux revenus les plus modestes, si besoin de manière symbolique afin de concrétiser le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. L'imposition des ménages doit devenir une imposition des personnes et la Contribution Sociale Généralisée et l'Impôt sur le revenu doivent être fondus en un impôt unique, taxant l'ensemble des revenus.

Les impôts indirects qui sont injustes doivent être progressivement supprimés. La taxe d'habitation doit être supprimée, et compensée par l'Etat. Plus généralement, la fiscalité locale doit être réformée, afin de réduire les inégalités entre les différentes collectivités, et ainsi de favoriser la péréquation entre **collectivités riches et pauvres**.

## Renforcer les services publics

« Ce n'est pas au contribuable londonien de payer pour le trajet en train de l'usager écossais », la formule de Thatcher demeure le parfait résumé de la conception libérale des services publics et de l'aménagement du territoire. Priver la collectivité de la maîtrise de son territoire, ouvrir autant de secteurs que possible à la concurrence, c'est l'orientation suivie dans l'Union Européenne depuis des années. Il est indispensable aujourd'hui de revenir sur ce choix, **de défendre un modèle de service public de qualité en tant qu'élément fondamental de la cohésion nationale, sociale et territoriale, projet de société qui place l'égalité en son coeur. Le maintien des services publics est un projet qui fixe le niveau de résistance qu'une nation entend opposer à la marchandisation des biens et des services.**

En France, la droite crée les « partenariats publics-privés ». Sous couvert de rendre plus souples et moins coûteuses les commandes publiques, ce nouveau dispositif généralise le retrait de la puissance publique des services publics en faisant construire et gérer des hôpitaux, des prisons et des établissements scolaires par les entreprises privées, en même temps qu'il menace gravement la survie des PME au profit de mastodontes capitalistes.

**Non à la rentabilité,  
pour un service public  
fort et compétent !**

Nous ne pouvons nous contenter de dire « pas de privatisations ». C'est un modèle offensif qu'il faut proposer. Un modèle préservé de la logique libérale qui nous permette d'atteindre nos objectifs. Finies les concessions au marché, il nous faut maintenant conquérir. Améliorer le fonctionnement des services existants, conquérir de nouveaux droits, proposer de nouveaux services publics, là où ils manquent.

Il est nécessaire de réformer nos services publics. La non réforme du fonctionnement des services publics devient la meilleure alliée des partisans de leur privatisation. Renforcer les services publics, c'est donc promouvoir un meilleur service aux publics, un meilleur accueil, des horaires d'ouverture élargis et adaptés, **une meilleure couverture géographique**, un personnel plus important, encore mieux formé. Ces avancées ne passeront que par un contrat gagnant-gagnant avec les agents publics. **Dans ce cadre, la généralisation de bureau des temps nous paraît aller dans le bon sens.**

Nous sommes **par ailleurs** fermement opposés à la proposition de la droite d'imposer un service minimum. Le service minimum, c'est la négation du droit de grève. Priver des employés de ce droit déséquilibre totalement le rapport de force avec leur employeur.

Quand le besoin s'en fait sentir, il faut introduire ou réintroduire certaines activités ou certains biens dans le domaine public.

La défaillance du mode de gestion privée de l'eau nous encourage à exiger le retour de ce secteur dans le domaine public. Fidèles à la logique de rentabilité, les entreprises en charge des réseaux répercutent leurs coûts sur la qualité et le prix des prestations causant inégalités entre usagers et risques environnementaux. Imposer par la loi un tarif unique de l'eau peut donc être une première étape vers un retour dans le domaine public **tout en conservant des normes de qualité.**

Les services publics locaux sont eux aussi essentiels à la vie en collectivité. Du petit commerce multi-services dans un bourg rural, dont la création est soutenue par la commune, à la crèche construite par la ville pour répondre aux besoins grandissants des parents en modes de garde collectifs accessibles financièrement, l'intervention des collectivités locales dans tous les champs de la vie sociale les place de fait au cœur de la vie quotidienne de tous. Ces services publics locaux doivent se développer, et peuvent constituer la base d'une réflexion socialiste sur la repolitisation de la **vie locale. Les services publics sont des facteurs structurants des zones rurales. Un projet ambitieux, cohérent pour l'avenir de ces territoires doit être engagé. Il en va de leur survie. Les difficultés du climat et du relief nécessitent une politique encore plus spécifique de développement, d'aménagement de la montagne. La montagne a le droit à la prise en compte de ses différences et à la solidarité nationale.**

Réhabiliter la puissance publique c'est aussi modifier l'image que les médias en donnent. Autrefois soumis au pouvoir politique, aujourd'hui à la logique de profit, les médias contribuent à renforcer la méfiance de l'opinion à l'égard de la puissance publique et de son action. Une grande politique audiovisuelle fondée sur le renforcement du service public doit permettre de faire émerger une alternative aux images commerciales. Les chaînes publiques ne devraient être financées

que par des fonds publics. La suppression de la publicité sur ces chaînes permettra de rompre avec la course à l'audimat, privilégier le développement de l'information et une programmation de qualité. **Cette suppression va de pair avec la suppression de la redevance de l'audiovisuel, véritable taxe d'utilisation. La France a besoin d'un grand service public audiovisuel qui doit être financé dans le cadre du budget de l'Etat. De plus, les chaînes publiques parlementaires doivent pouvoir être accessibles à tous en dehors de tout abonnement à un opérateur privé.**

La concentration des entreprises d'information fait peser une menace sur le pluralisme et surtout sur la liberté d'informer. Il n'existe en France quasiment plus de presse et de média indépendants. Le contrôle et l'orientation de l'information organisés par les grands groupes façonnent l'opinion publique.

Une loi limitant plus sévèrement la concentration des entreprises médiatiques et d'édition permettrait de garantir l'accès à une information pluraliste moins soumise à la volonté de quelques décideurs. L'Etat doit garantir l'accès à des canaux de diffusion aux plus petites structures. Ainsi les télévisions locales doivent être autorisées et encouragées par les pouvoirs publics **mais leur financement ne devra pas dépendre des alternatives politiques locales afin de permettre leur indépendance éditoriale. Dans le domaine de l'édition scolaire en particulier, nous militons pour que l'Etat se réapproprie l'édition par la distribution, gratuite, de documents pédagogiques créés et édités par les départements et les régions.**

### **Faire de l'environnement un bien public**

L'environnement paie un lourd tribut à la mondialisation libérale. La marchandisation des ressources naturelles, l'industrialisation, la consommation de masse mettent en cause l'avenir de l'humanité. **Les atteintes à l'environnement doivent être vues pour ce qu'elles sont ; les conséquences du libéralisme le plus sauvage, un paramètre de la logique implacable du profit immédiat. Les permis de polluer mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de Kyoto concourent de cette logique que nous dénonçons.**

#### **Vivre dans un environnement sain est un droit pour tous**

Nous refusons cette évolution. Nous sommes convaincus que la puissance publique, les institutions internationales, l'Europe, l'Etat, les collectivités locales doivent aujourd'hui mettre en œuvre la protection de l'environnement. La dégradation de la qualité de vie a des conséquences sociales lourdes. Elle touche essentiellement les plus démunis et renforce les inégalités. Lorsque l'accès aux ressources naturelles (eau, pétrole, matières premières...) devient un motif de guerre dans les pays en développement, les plus pauvres sont les premières victimes des combats comme de la crise économique qui en découle. Lorsque, à Toulouse, l'usine AZF explose, ce sont les populations qui résident à proximité, dans les zones où les loyers sont les plus bas, qui en sont les premières victimes. Lorsque l'industrie agro-alimentaire se plie à des pratiques douteuses pour augmenter la rentabilité de ses produits, c'est au détriment de ceux qui n'ont pas d'autres choix que d'acheter au plus bas prix. **Le littoral et la montagne, récemment attaqués par une remise en cause libérale de leur urbanisation, doivent de nouveau être mieux protégés afin de les épargner des constructions anarchiques.**

Réfléchir en terme de développement durable - qui réponde aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs - nous permet d'intégrer dynamisme économique, préservation de l'environnement et exigences sociales.

Les aides aux entreprises, les dotations de l'Etat aux collectivités locales, les subventions aux associations doivent être modulées en fonction de critères écologiques. La prise en compte de ces critères permettra de sensibiliser chacun des acteurs concernés et de les mobiliser autour d'objectifs environnementaux communs. Le principe de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), **calculé selon l'impact des productions sur l'environnement**, doit être élargi et se substituer à la logique du pollueur-payeur dont l'application se transforme rapidement en **pollueur actionnaire**. Outil de modernisation et de simplification de la fiscalité écologique, la TGAP permet de regrouper sous une même taxe des activités polluantes différentes. **Nous devons défendre la création, au niveau européen, d'une taxe qui allie protection de l'environnement et réparation des atteintes qui lui sont faites.**

Les entreprises comme les citoyens doivent se voir offrir les moyens de modifier leurs comportements. Les déplacements humains comme de marchandises provoquent diverses pollutions : **gaz à effet de serre**, bruit, déchets... L'état doit favoriser le rail, **notamment en zone de montagne**, et le transport maritime **et fluvial** sur le transport routier. Les transports

collectifs doivent aussi devenir une priorité de politique publique afin de limiter les déplacements automobiles et d'aménager le territoire pour que chacun ait une alternative à l'utilisation de la voiture.

La politique énergétique doit aussi évoluer. **La recherche de nouvelles sources d'énergies non polluantes ainsi que leurs diversifications ne doit pas nous faire oublier pour autant que nous devons également diminuer notre consommation d'énergie.** La dépendance énergétique française a été compensée par le développement du nucléaire. Epuisement des ressources, déséquilibres géopolitiques, effet de serre pour l'une ; problème du stockage des déchets, réchauffement des eaux utilisées pour sa production, risques accidentels pour l'autre : les énergies fossiles comme nucléaires sont l'antithèse de la durabilité. En matière d'énergie, la viabilité écologique doit prendre le dessus sur la rentabilité économique. C'est pourquoi la puissance publique doit encourager les économies d'énergie dans le domaine industriel comme domestique, **imposer le respect des normes environnementales (HQE) toujours plus exigeantes et s'engager dans un plan de sortie progressive du nucléaire sur 40 ans.** Elle doit aussi engager les moyens financiers nécessaires à la recherche et au développement des énergies renouvelables afin que le niveau et le coût de leur production permettent d'en faire une alternative suffisante.

### **Militons pour une sortie progressive du nucléaire**

**L'Union Européenne doit enfin engager une aide en direction des pays de l'Est pour qu'ils puissent sécuriser leurs centrales nucléaires. Dans la situation actuelle, on ne pourra mettre en cause la fatalité pour excuser un accident plus que probable. Le risque de pollution ne connaîtra pas cette fois plus que d'autre de frontières.**

**Après des années de politique tout-automobile, nous militons en faveur d'un développement des transports alternatifs, doux et écologiques. Des structures pour les cycles, efficaces et sûres, doivent être développées. Une vraie politique d'élargissement de la gratuité des transports publics, associée à des campagnes de formation, doit être engagée.**

## **L'avenir est paysan**

L'impératif, à l'issue de la seconde guerre mondiale, de sortie de la société de pénurie alimentaire a justifié la modernisation de l'agriculture. La révolution mécanique et biologique des campagnes a permis d'atteindre cet objectif. Mais derrière cette conception d'une agriculture professionnelle, nous avons assisté impuissants à la domination du capitalisme sur un secteur d'activité qui y échappait encore largement. **L'organisation du monde agricole et de ses filières vire par certains côtés au pur corporatisme. L'agriculture a trop d'impact sur notre territoire et notre alimentation pour accepter que des intérêts particuliers ne l'emportent sur l'intérêt général. Le soutien public à l'agriculture n'est qu'une contrepartie des services rendus par l'agriculture à la société.** C'est exiger que la puissance publique, l'Etat et l'Union Européenne, se réapproprient ce secteur pour assurer une juste et équitable redistribution, pour promouvoir une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement.

Le gouvernement Raffarin a décidé de donner des gages à une conception de l'agriculture aujourd'hui dépassée et condamnée par les consommateurs. Fin de la modulation des aides, mise en veille des contrats territoriaux d'exploitation. L'agriculture industrielle est largement subventionnée, incitée à produire toujours plus, jusqu'à l'absurde. Au fur et à mesure que l'agriculture **intensive** gagne du terrain, l'ultra-spécialisation et la concentration des cultures menacent les départements ruraux et d'Outre-Mer. Quelle perspective de développement pour l'île de la Réunion dont plus de la moitié de la surface agricole est occupée par la canne à sucre ? Quel avenir pour ces territoires de monoculture lorsque les aides communautaires cesseront, lorsque les diktats du commerce international feront chuter les cours mondiaux ?

La concentration des exploitations encouragée par le gouvernement avec la complicité de la direction de la FNSEA, réduit chaque année le nombre de paysans. Pendant qu'une minorité de gros producteurs s'enrichit, le monde agricole se précarise. Ramené au rang de simple maillon de la chaîne de production, l'agriculteur est déresponsabilisé à l'égard de son travail. La dépossession de l'outil de production **et des moyens de son financement** provoquent une crise de l'identité paysanne. **La difficulté à réunir l'important capital nécessaire pour lancer une exploitation asphyxie les capacités d'initiative des jeunes : les transmissions entre agriculteurs, au-delà des liens familiaux, doivent être soutenues plus largement. Plus globalement l'emploi salarié dans l'agriculture doit bénéficier de politiques économiques et sociales plus ambitieuses.**

La PAC a favorisé un modèle agricole où l'environnement doit être mis au service de la production. Exploitation des richesses naturelles, pollution des sols et de l'eau, érosion, conditions de traitement déplorables des animaux, peste porcine, vache folle, poulet à la dioxine, menaces sur la biodiversité... l'énumération n'est que trop connue. Il est temps de mettre fin à la mainmise du capitalisme. Nous proposons la mise en place de Contrats d'Agriculture Qualité. Cette forme de contractualisation doit donner les moyens aux paysans de pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement et des attentes de consommateurs. Ceci passe par une réorientation des aides, au service de la qualité plus que de la quantité, de l'aménagement des zones rurales **entraînant ainsi une réelle responsabilité de l'agriculteur vis-à-vis de son territoire, mais également de la société vers ses paysans en leur permettant d'obtenir un prix rémunérateur pour leur production.**

**Le salaire des paysans peut passer par autre chose que la seule production. La pluri-activité doit être encouragée avec la création de gîtes ruraux et de fermes pédagogiques. L'exploitation agricole ne doit plus être une structure fermée sur elle-même. De plus en plus, le tourisme « rural » se développe avec la création de gîtes et de fermes-auberges. Il est ainsi possible de concrétiser la demande de nombreux agriculteurs de faire partager leur expérience et leur amour du métier. Pour réconcilier définitivement les citoyens-consommateurs et les agriculteurs, cette approche est utile. Une sensibilisation à la qualité de l'alimentation, de la production agricole, dès l'école primaire serait par ailleurs indispensable à une meilleure compréhension entre les agriculteurs et la société. A ce titre, les fermes pédagogiques doivent être encouragées comme autant de structures de socialisation sur la biodiversité, la production agricole et la consommation.**

Le paysan ne peut pas être qu'un jardinier de la nature : fin de l'arrachage des haies, veille à la biodiversité des forêts et prairies, utilisation d'engrais naturel. Il doit concilier production et valorisation de l'environnement. La question des OGM s'insère dans ce contrat. Si le pressing injustifié des céréaliers en faveur de OGM doit être combattu, le droit fondamental à la recherche doit pouvoir s'exercer dans la transparence, et faire l'objet d'un débat public. **Il est aussi nécessaire d'apporter au citoyen une information claire sur les quantités d'OGM utilisées dans la fabrication des produits alimentaires, afin de le sensibiliser sur la question et lui donner le pouvoir de choisir librement de sanctionner ou pas leur production.**

## **II. COMBATTRE LA DROITE : PORTER NOTRE PROJET**

Le gouvernement Raffarin voudrait nous faire croire aujourd'hui qu'il travaille pour le bien de tous les Français et que, loin des idéologies, sa politique est le fruit du réalisme et du pragmatisme. Une seule voie de réforme possible pour les retraites, la décentralisation pour se rapprocher de la « France d'en bas », la « patrie plutôt que le parti », le « paradis contre le purgatoire », « la sécurité : première des libertés » ! Il n'y aurait qu'une bonne méthode de gouvernement : la sienne, défendue au nom d'une prétendue proximité et d'une gestion de bon père de famille.

La droite surfe sur la vague de dépolitisation. Dénonçant les idéologies, elle affaiblit le rôle du politique, elle fait le jeu de l'apolitisme, en niant au citoyen la capacité de construire un véritable projet de société et d'obtenir les moyens pour le mettre en œuvre. Arrivé au pouvoir en promettant de renouer un dialogue social prétendument cassé par la rigidité de la gauche, le gouvernement mène depuis un dialogue factice avec les organisations syndicales. En montant les catégories de salariés les unes contre les autres, en cassant l'unité syndicale, la droite cherche par tous les moyens à affaiblir les modes d'action collective et met donc en danger les relations sociales dans leur ensemble, relations reposant sur le dialogue entre les employés, les employeurs et l'Etat. Elle renforce l'individualisme en isolant toujours plus les salariés.

Nous ne sommes pas dupes. Derrière l'affichage du pragmatisme, derrière la revendication d'un consensus national né de l'«esprit de mai» 2002 **triomphe la droite la plus réactionnaire : elle prétend remettre au « travail » en abrogeant les 35h et en agressant les libertés syndicales, glorifie les valeurs de la « famille » et protège la « patrie » par la loi prohibant l'«outrage» au drapeau national et à la Marseillaise.** C'est le libéralisme qui s'attaque à toutes les sphères de la société. Libéralisme économique quand la droite met fin aux 35h, suspend la loi de modernisation sociale, baisse les impôts **injustement et inefficacement**, détruit les sécurités collectives. Rupture du lien social quand la droite supprime les

emplois jeunes et les postes de **Maîtres d'Internat/Surveillants d'Externat** dans l'enseignement, décentralise sans compensation financière, stigmatise la pauvreté et emprisonne à tout va les plus faibles. Nous voyons tous les jours que le MEDEF est le premier conseiller du gouvernement, après avoir été le premier des opposants à la gauche quand elle était au pouvoir.

## 1. Vers un nouveau pacte social

### **Renforcer la démocratie sociale**

Notre pacte social est encore basé sur les réflexions du Conseil National de la Résistance qui avait bien compris que la recherche de l'égalité entre tous les citoyens était et est toujours l'outil fondamental de lutte contre les extrémismes de tout bord. Aujourd'hui, face aux tentatives répétées du gouvernement d'attaquer leurs droits, les salariés ont prouvé leur capacité de mobilisation. Ils sont des centaines de milliers, du public comme du privé, à être descendus dans la rue pour défendre le système de retraite, refuser le démantèlement de l'Education nationale, dénoncer une décentralisation injuste. Malgré une mobilisation durant des semaines sans véritable succès, l'étouffement médiatique des actions, les difficultés financières liées au non paiement des jours de grève, ces mouvements ne se sont pas éteints. Les intermittents du spectacle nous rappellent régulièrement leur détermination par des opérations coup de poing, les personnels enseignants continuent de s'organiser et de se mobiliser de manière plus éparse. Il revient aux socialistes d'être à leurs côtés pour s'opposer aux velléités du gouvernement de faire régresser les droits des salariés, en opposant un nouveau projet pour la société.

Réformistes, nous souhaitons la mise en œuvre d'un nouveau pacte social. Le Produit Intérieur Brut augmente, la productivité s'accroît, les entreprises font toujours plus de bénéfices, les salariés doivent bénéficier en contrepartie d'une amélioration en terme de rémunération, de protections et des conditions de travail, à commencer par la réduction du temps de travail. La généralisation du statut salarial depuis la seconde guerre mondiale s'appuyait sur ce contrat gagnant-gagnant. L'offensive libérale y a progressivement mis fin. En effet, en dépit de cet accroissement des richesses, les salariés devraient aujourd'hui voir leurs droits régresser et leurs protections s'affaiblir ! Ceci atteint son comble lorsque pour répondre à la question des retraites, la droite n'offre aux syndicats qu'une négociation sur les termes de la régression, dramatisant à l'envie l'état des finances publiques. Alors que, depuis 18 mois, le gouvernement fait fi du dialogue social, Fillon nous propose aujourd'hui un projet de réforme modifiant la hiérarchie des normes en droit du travail, menaçant la démocratie sociale. C'est pourquoi nous souhaitons renouer avec ce pacte favorable au salariat.

Nous croyons que le progrès social passe par le respect et le renforcement des droits des salariés. Etre en situation de sécurité sociale, c'est pouvoir prévoir son avenir, ne pas être la variable d'ajustement des politiques économiques et des stratégies des entreprises. Les fortes mobilisations ne doivent pas nous faire oublier la faiblesse actuelle des organisations syndicales. Or c'est par leur renforcement que l'on pourra reconstruire un rapport de force favorable aux travailleurs. Pour faire appliquer le droit du travail au même titre que les autres pans du droit, il est également nécessaire de renforcer les pouvoirs de contrôle, en augmentant le nombre et renforçant le pouvoir de sanction des inspecteurs du travail. En revanche, l'actionnariat salarié est une fausse piste : il rend les salariés actionnaires passablement schizophrènes et accentue les inégalités entre eux.

On ne réussira à renforcer la démocratie sociale qu'en rendant du pouvoir aux salariés au sein de leur entreprise et en donnant aux instances représentatives du personnel plus de moyens de contrôle sur la politique de l'entreprise. Il nous apparaît ainsi primordial de renforcer le pouvoir des comités d'entreprises au sein de celles-ci en rendant obligatoire la présence de membres du CE au comité de direction. Ceci implique un certain nombre de réformes. La première d'entre elles concerne la représentativité des syndicats. Le système actuel, où seules cinq organisations sont présumées représentatives, crée une inégalité de traitement et freine la reconnaissance au niveau national de forces syndicales nouvelles dont l'émergence est pourtant incontestable sur le terrain. Seul le résultat des élections professionnelles devrait permettre de désigner les organisations syndicales légitimes à négocier et signer des accords avec le patronat et l'Etat.

Le système actuel d'entrée en vigueur des accords collectifs gagnerait à être modifié. Il se fait actuellement au détriment de l'unité syndicale, puisqu'il suffit de convaincre la plus petite des organisations minoritaires pour que l'accord

s'applique, comme ce fut le cas de manière flagrante en juin 2003, pour les intermittents du spectacle... Pour renforcer la légitimité des accords collectifs, ceux-ci doivent à l'avenir refléter la position d'une majorité des salariés. Ainsi, seuls les accords majoritaires devraient être valides. Le résultat des élections professionnelles (élections des représentants du personnel), semble le critère le plus démocratique pour mesurer cette audience. L'importance de ces élections doit d'ailleurs être réaffirmée, notamment par des campagnes publiques d'incitation à la participation. La démocratie sociale est tout aussi importante que la démocratie politique, elle est l'affaire de tous. C'est pourquoi nous demandons l'instauration le même jour partout en France des élections professionnelles de branche, afin de mobiliser les salariés et de leur rendre plus lisible le fonctionnement de la démocratie sociale dans l'entreprise. Enfin, si nous souhaitons le renforcement de la négociation collective, nous n'admettons pas les évolutions souhaitées notamment par le MEDEF. Celui-ci, sous couvert de « refondation sociale » souhaite endiguer le pouvoir du législateur et écartier le maximum de règles du Code du Travail.

Dans le but d'une politique plus active d'accompagnement vers le retour à l'emploi, des offices régionaux pour l'emploi seront créés en rapprochant les agences locales pour l'emploi, les directions départementales du travail et de l'emploi, les caisses d'allocations familiales et les ASSEDIC afin de faire travailler ensemble ceux qui luttent contre le chômage et l'exclusion. Un véritable accompagnement personnalisé des personnes au chômage par les agents de ces offices sera mis en place avec des entretiens permettant d'aider la personne au chômage à mieux définir son projet professionnel et l'orienter dans ses recherches. Un partenariat sera signé avec des associations d'accompagnement de chômeurs pour l'ouverture de permanences d'accueil où les personnes en situation d'exclusion seront accueillies, écoutées et éventuellement réorientées vers les services sociaux et les offices pour l'emploi. Les personnes les plus fragiles y recevraient un soutien psychologique. Auprès de ces offices pour l'emploi seront établis des comités d'usagers qui seraient consultés régulièrement avec publication des résultats pour s'assurer que ces publics soient bien accueillis. Les entreprises ou associations employant des personnes en contrat emploi solidarité devront s'assurer que ces dernières soient accompagnées par des associations spécialisées afin que ces emplois à durée déterminée permettent un véritable retour à un emploi durable. Enfin pour mettre en place une véritable citoyenneté des chômeurs un chèque associatif et social permettant l'adhésion des chômeurs à des syndicats ou associations de chômeurs sera donné chaque année.

## **Refuser la précarisation**

Quand le capital gagne le rapport de force, c'est la rémunération du travail qui est la première touchée. Une pauvreté laborieuse apparaît à la marge du salariat en raison de la rareté du nombre d'emplois suffisamment rémunérés et de la multiplication des temps partiels subis. L'emploi, même en CDI, ne constitue plus une garantie contre l'exclusion. Les jeunes, les femmes, les moins qualifiés et les immigrés, sont particulièrement touchés par cette nouvelle organisation du travail. **Sur 3,4 millions de ces « travailleurs pauvres », 80% sont des femmes.** Pour imprimer sa marque, le capitalisme s'attaque d'abord **aux plus vulnérables et aux moins organisés qui viennent ainsi grossir les bataillons de travailleurs pauvres.** Ses chantiers expérimentaux sont aujourd'hui les télé-services, la restauration rapide ou le nettoyage industriel.

La droite et le patronat ont tout intérêt à soutenir cette évolution. Au fur et à mesure que les rangs des chômeurs et des exclus s'étoffent, la logique de compétition et de concurrence entre salariés gagne du terrain : les CDI s'opposent aux CDD, les CDD aux intérimaires, les intérimaires sont seuls... mais toujours mieux lotis que les chômeurs, salariés privés d'emploi ! C'est alors une main d'œuvre divisée, **soumise**, bon marché, et peu regardante sur ses conditions de travail que s'offrent aux entreprises. La droite accompagne cette division du salariat. Les contrats jeunes, première mesure du gouvernement envers les jeunes, sont symptomatiques de la volonté de faire entrer dans les têtes cette nouvelle organisation du travail. Sous couvert d'un contrat à durée indéterminée, les contrats jeunes organisent la déqualification de toute une génération en les sortant du système scolaire avant terme. **Nous refuserons toute proposition qui reviendrait à instaurer un SMIC jeune pour traiter la question de l'emploi des moins de 25 ans. Plus généralement, la réforme du code du travail annoncée par la droite n'est qu'un cadeau de plus au MEDEF. L'assouplissement des clauses relatives à l'embauche ou la définition d'un nouveau contrat de travail correspondant à une durée de projet viennent servir la volonté du gouvernement de dispenser les entreprises du respect du droit du licenciement. Ce nouveau contrat de mission permettra de licencier les salariés au terme de chaque mission sans préavis ni indemnité...**

La précarité est aussi le quotidien des travailleurs saisonniers. Trois quart d'entre eux ont moins de vingt cinq ans, travaillant à temps partiel, souvent sans contrat et dans des conditions de travail qu'on ne peut tolérer : horaire et cadence de travail soutenues, heures supplémentaires et période d'essai non payées, sans parler des conditions de logement souvent désastreuses. Nous demandons de la part de l'inspection du travail un réel investissement sur le terrain afin de faire respecter leurs droits, mais aussi de faire cesser et punir cette exploitation patronale. **Les droits et la dignité des travailleurs saisonniers ne sont pas en vacances !** Certaines entreprises abusent aujourd'hui des contrats précaires, pour bénéficier d'avantages fiscaux et contourner le droit du licenciement. D'autres n'hésitent pas à licencier massivement pour augmenter les profits de leurs actionnaires. Nous voulons rendre ces actes illégaux. Des négociations de branches doivent être favorisées afin de définir un seuil maximum de contrats précaires - CDD, contrats d'intérim, temps partiels- autorisés pour les entreprises. Au-delà de ce seuil, les entreprises devront être surtaxées de manière dissuasive.

Pour contrer les licenciements massifs, la loi sur la modernisation sociale avait permis des avancées. Rien d'étonnant à ce que la droite l'ait suspendue. **Plus encore, la loi Fillon de janvier 2003 a mis en place des expérimentations hasardeuses, en matière de plans sociaux et de procédure de licenciement, en écartant les règles légales protectrices pour les salariés, au profit de la négociation dont les résultats sont toujours aléatoires.** Nous pensons plus que jamais nécessaire d'y revenir, en insistant notamment sur l'obligation de réduire le temps de travail avant tout licenciement et sur le renforcement du pouvoir des syndicats en matière de prévention, de proposition d'alternatives aux licenciements économiques. Le plein et bon emploi, c'est aussi le refus de cette évolution vers la précarisation et la pauvreté laborieuse.

Trop de salariés sont contraints de payer leur moyen d'existence au prix fort : celui de la souffrance au travail. Les méthodes de management utilisées dans ces secteurs s'apparentent souvent au harcèlement. Pression à la rentabilité, course au chiffre, harcèlement moral, sexuel... Cette compétition permanente entre salariés contribue à l'isolement des salariés au sein de leur entreprise.

La protection des salariés, psychologiquement affaiblis par leurs difficultés professionnelles nécessite notamment le rétablissement des dispositions relatives à l'inversion de la charge de la preuve en matière de harcèlement. **L'effet pervers de cette mesure serait d'isoler encore davantage le salarié. Elle doit donc s'accompagner d'un renforcement du rôle et des pouvoirs des syndicats dans ce domaine.** Les salariés doivent pouvoir trouver un soutien psychologique et un réel accompagnement social sur leur lieu de travail en cas de difficultés. C'est pourquoi les entreprises doivent pouvoir assurer la présence d'une assistante sociale, à temps plein dans les grandes entreprises et à temps partagé pour les plus petites.

## **Réduire le temps de travail**

La réduction du temps de travail, accompagnée d'une profonde remise en cause des méthodes de gestion les plus oppressantes, d'une amélioration des conditions de travail et de rémunération reste pour nous une condition majeure du progrès social. Avec les 35h, les socialistes ont défendu l'ambition de « travailler tous, travailler moins, pour mieux vivre ensemble ». Travailler tous, parce que la réduction du temps de travail a permis de faire reculer le chômage comme jamais auparavant. Travailler moins parce que c'est un progrès dans la vie des salariés. Mieux vivre ensemble parce qu'elle a offert aux salariés du temps pour eux, pour leur famille et pour les autres. Cependant, la RTT s'est souvent accompagnée de flexibilité des horaires de travail, néfastes pour les salariés. De même, l'instauration des 35h a mis en lumière le problème du niveau des salaires en France. Mais il nous faut pointer le vrai problème, n'est-il pas inadmissible de devoir faire un nombre incalculable d'heures supplémentaires pour atteindre un salaire décent ? Nous considérons que la durée légale du travail et le salaire minimum doivent permettre à chacun de vivre dans des conditions correctes.

**Travailler moins  
pour travailler tous,  
une bataille à poursuivre**

Le MEDEF a depuis pris sa revanche : la droite dès son retour au pouvoir a vidé de son sens la loi sur la réduction du temps de travail. Elle a ainsi fait le choix de se priver d'un outil majeur de lutte contre le chômage. Son credo « Travailler à quelques-uns, travailler plus, travailler moins cher ». A l'inverse, nous réclamons une conférence sur les salaires rassemblant les différents acteurs sociaux sous l'égide des pouvoirs publics et dont l'objectif sera d'augmenter significativement l'ensemble des bas salaires. Pour avancer vers la société du temps libéré sans faire régresser les droits

des salariés, il conviendra aussi d'engager une profonde réflexion sur les conditions et l'organisation du travail. Il est notamment nécessaire d'encadrer l'annualisation du temps de travail et en tout état de cause de la refuser quand elle est imposée et de refuser fortement la flexibilité. Il convient aussi de permettre la réelle application de la RTT à tous les salariés, notamment ceux des moyennes et petites entreprises et d'y favoriser la place des syndicats dans les négociations.

La réduction du temps de travail est un combat historique des socialistes. Nous militons pour une nouvelle étape, sans perte de salaires donc, avec la conquête de nouveaux acquis sociaux et une revalorisation des bas salaires. Nous ne considérons pas les 35h comme un aboutissement, elles ne sont qu'une première étape vers notre objectif, les 32h.

Réduire le temps de travail c'est donc avant tout le partager et le rendre moins pénible. Réduire le temps de travail c'est également une réflexion d'ampleur sur la société, les temps de la vie et les besoins qu'ils génèrent, c'est favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, mettre en œuvre une politique ambitieuse de développement des modes de garde collectif, garantir et soutenir le temps de la formation, développer les transports collectifs, valoriser l'engagement associatif et militant.

### **Réformer la protection sociale, conquérir de nouveaux droits**

Nous vivons dans un pays globalement de plus en plus riche, où la productivité ne cesse d'augmenter. Et cependant, la répartition de ces gains entre salaires et profits, donc entre le capital et le travail, n'a cessé depuis 30 ans de se dégrader au détriment des salaires. Sur ce point, force est de constater que les socialistes n'ont pas toujours été à la hauteur : ils ont ouvert la voie à l'épargne individuelle pour les retraites, ils ont accepté que les 35 heures se fassent au prix du gel des salaires, donc de la baisse du pouvoir d'achat, notamment des salariés modestes. Dans le même temps, la droite veut nous faire croire que pour le financement des retraites, la seule voie possible est l'allongement de la durée des cotisations, autrement dit le seul effort des salariés. Bien sûr, l'augmentation des durées de cotisation est socialement inacceptable, comme tout recul sur les acquis sociaux. Mais le problème principal, c'est celui du niveau des pensions.

On oublie aujourd'hui qu'aujourd'hui encore, la retraite, c'est le seul patrimoine de millions de salariés qui, justement, n'ont pas de patrimoine. Pour ces millions de Français, le niveau du revenu de remplacement est donc fondamental. Pourtant, avec la réforme Fillon, plus de 35 % des salariés vont se retrouver, à terme, avec seulement 85 % du SMIC net. Il est communément admis que certaines professions sont plus pénibles que d'autres. Cependant nous devons donner une définition légale de la pénibilité. Les professions engendrant une dégradation physique et/ou morale nécessitant une prise en charge médicale doivent pouvoir bénéficier d'une retraite anticipée.

#### **Protéger et émanciper**

Le partage de la valeur ajoutée, c'est-à-dire de la richesse produite, ouvre des alternatives. Il y a notamment une marge de manœuvre pour un prélèvement plus important sur les revenus du capital, qui ne serait finalement qu'un juste rééquilibrage du partage des fruits de l'effort collectif. De toute évidence, nous sommes bien là au cœur d'un choix de société crucial.

Il est normal que les retraites et la santé représentent un poids croissant dans une société qui s'enrichit. Il est juste que tous en profitent, sauf à considérer que l'enrichissement global ne doit profiter qu'à une minorité. Si on veut préserver notre système fondé sur la solidarité nationale et assurant la sécurité sociale de tous à toutes les étapes de la vie, nous devons d'abord poser la question d'un partage plus égal des richesses.

Retraites, Assurance Chômage, Assurance Maladie... Depuis mai 2002, Raffarin attaque, secteur après secteur, l'ensemble de la protection sociale. Alors que le chômage remonte, l'insécurité sociale est plus que jamais une réalité. Pourtant, le gouvernement facilite les licenciements et diminue les prestations sociales. En clair, il organise le désengagement de l'Etat et de la protection sociale au profit des assurances privées et du MEDEF. Pour mener à bien cette politique de casse sociale, il surfe sur l'individualisme, **brandit la menace** de la crise, joue de la désinformation de la population, **dresse les catégories socioprofessionnelles les unes contre les autres en faisant des fonctionnaires des boucs émissaires bien commodes.**

La réforme des retraites en est un bon exemple. En opposant le public au privé, en faisant croire que le choc démogra-

phique est l'unique responsable des difficultés de financement du système, en dénonçant « la pénalisation des forces vives d'un pays assommé par le poids de charges insupportables », le gouvernement a construit, petit à petit, son argumentaire. Pour réformer les retraites, il n'y aurait pas eu d'autres choix que de faire payer les travailleurs. Augmentation de la durée de cotisation, baisse des taux de remplacement, voilà ce que le gouvernement nous a imposé. Sous couvert de vouloir sauver le système par répartition, la droite ne fait que systématiser le recours à l'épargne individuelle pour s'assurer une retraite suffisante pour vivre ouvrant la voie à la capitalisation.

### **Assumer collectivement les risques liés au travail**

Nous avons tenté au printemps 2003, aux côtés du mouvement social, de faire entendre une autre voix. Celle de la recherche d'un meilleur partage des richesses. Alors que la richesse nationale augmente, comment accepter que les retraités voient leur pouvoir d'achat diminuer ? Cette évidence nous a poussés à militer pour que la taxation des revenus du capital serve aussi à financer les retraites. Nous continuerons à porter ce combat. Les réformes imposées par le gouvernement ne sont pas le seul choix possible, ni aujourd'hui, ni demain. Les socialistes devront avoir le courage de revenir sur ces mesures en abrogeant la Loi Fillon, et de promouvoir de nouvelles protections collectives au service de l'épanouissement des individus. **Ils devront ainsi rétablir les conditions initiales de l'ASS (allocation spécifique de solidarité). En effet, le gouvernement a limité à deux ans son versement, période à l'issue de laquelle les bénéficiaires ne pourront plus que toucher le RMI.**

Parce que nous sommes socialistes, notre combat a pour objectif l'émancipation des individus. Nous voulons mettre fin à tous les déterminismes, qu'ils soient sociaux, économiques ou culturels, pour permettre à chacun de choisir en toute liberté son mode de vie, son travail ou son logement. Seule la solidarité organisée par la collectivité peut permettre l'émancipation du plus grand nombre.

On ne peut plus envisager notre système de protection sociale comme la simple couverture des risques inhérents au travail. Depuis sa création, il a progressivement tenté de répondre à ce besoin d'autonomie des individus. Les diverses aides au logement, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, certaines aides familiales sont autant d'exemples d'aides sociales qui participent de cette volonté de garantir aux individus les moyens de leur émancipation **dans le cadre d'une solidarité collective**. Nous pensons qu'il est aujourd'hui temps d'afficher la cohérence de cette démarche, de mettre le combat pour l'émancipation au cœur de notre projet politique.

La protection sociale en France est aujourd'hui un mélange de service public d'Etat (bourses scolaires, minimum vieillesse, aides au logement), d'aide publique décentralisée (RMI, APA), et de protection par les assurés eux-mêmes (sécurité sociale et allocation chômage). Les frontières entre ces secteurs - à l'origine assez claires - sont aujourd'hui devenues complexes et illisibles au détriment des usagers.

Face aux attaques répétées de la droite libérale sur notre système de protection sociale, nous devons envisager sa refonte. Ainsi, il nous faut réaffirmer un certain nombre de principes pour mettre en avant de nouveaux droits intégrateurs, assurer une gestion par la démocratie sociale, sous contrôle de l'Etat, et une orientation du système par les personnes concernées, de permettre un accès facilité aux aides, et d'en assurer le financement.

La protection sociale doit tout d'abord servir d'outil de lutte contre l'insécurité sociale. Ceci passe prioritairement par la garantie d'un système de soins pour tous et la protection des travailleurs. Mais la protection sociale doit aller au-delà et garantir d'autres droits. La recherche de l'autonomie et la lutte contre la reproduction des inégalités passent alors par la construction d'un nouveau projet, une réflexion autour de la notion d'émancipation. On dégage ainsi trois secteurs majeurs : un pôle travail, un pôle santé et un pôle émancipation.

### **Le pôle travail**

Le premier pôle de protection sociale devra regrouper les questions liées au travail. Ce pôle aura pour objectif de garantir un droit à l'emploi en évitant les pertes d'avantages liées à la rupture de contrats de travail et aux périodes de chômage, un droit à la formation professionnelle, un droit à la retraite. Il devra être intégralement financé par des cotisations salariales et patronales, et géré paritaire. Cette construction cohérente renforcera la protection des travailleurs en leur évitant de subir les évolutions brutales du travail et la pression du patronat. On y retrouvera la branche retraite de la Sécurité Sociale et l'assurance chômage en premier lieu. Le minimum vieillesse et le RMI devront également y être inté-

### **Pour une nouvelle approche de la protection sociale**

grés, pour ne plus être perçus comme des aides d'assistance, mais de participer pleinement au système. Enfin, nous souhaitons y voir la garantie d'un droit universel à la formation des individus, favorisant notamment la formation des personnes les moins qualifiées, chômeurs et travailleurs précaires. On pourra ainsi envisager un système qui garantisse un droit à un certain nombre de trimestres de formation, **en fonction du nombre d'années d'études et aux qualifications et diplômes obtenus**. Cette formation, obligatoire, devrait s'effectuer sur le temps de travail des salariés. L'Education nationale devra participer à l'élaboration des projets. Cette garantie de la formation tout au long de la vie, est essentielle dans le contrat qui lie les salariés et leurs employeurs, dans l'intérêt de chacun.

### **Le pôle santé**

Le deuxième pôle devra regrouper les branches maladie et accidents du travail de la Sécurité Sociale actuelle. Depuis de nombreuses années, on peut dresser un bilan assez sévère du désengagement de la puissance publique dans la sphère de la Santé. Malgré des avancées réelles, notamment en matière d'aides sociales avec la CMU, le « coût exorbitant » des soins, le « trou de la Sécu » sont souvent mis en avant pour justifier des politiques de libéralisation de ce secteur. Selon la même logique que celle qui l'a animée lors du débat sur les retraites, la droite prétend sauver le système pour mieux le casser. La droite organise ainsi toujours plus d'insatisfaction en remboursant de moins en moins de médicaments et donc des transferts de charges vers l'assurance complémentaire. Et pendant ce temps, elle augmente le salaire moyen des médecins de 1,5 SMIC par mois. La grande réforme que prépare Raffarin va rendre le système encore plus individualiste, toujours moins solidaire. En offrant une plus grande liberté tarifaire aux médecins, en continuant la politique de déremboursement de médicaments à l'efficacité médicale pourtant prouvée, en proposant de laisser une place plus grande aux assurances, en limitant les prérogatives des hôpitaux publics, c'est le libéralisme qui entre en force dans notre système de soins !

Nous demandons au contraire une universalisation de la couverture maladie. La prise en charge des soins de tous les individus doit être totale, quels que soient leurs statuts. C'est pourquoi nous voulons déconnecter le financement du secteur santé des cotisations sociales. C'est par l'impôt, et uniquement l'impôt, que ce système devra être financé. Il est essentiel pour nous d'assumer l'augmentation du coût des soins. Nous sommes fermement attachés à l'idée que la santé n'a pas de prix. Tout soin médicalement efficace devrait être remboursé intégralement. **Les autres devraient être retirés de la vente si leur inefficacité a été scientifiquement prouvée.**

### **Pour une couverture maladie universelle**

Ce pôle sanitaire que nous proposons devra être géré selon le principe de la démocratie sociale par les syndicats mais aussi par les associations de malades et les autres acteurs de la santé. Chacune de ces parties doit en effet, assumer ses responsabilités dans l'amélioration de l'organisation des soins. Celle-ci passe notamment par le développement du concept de médecins référent et du dossier médical unique. Assumer ses responsabilités c'est aussi refuser de sous-traiter au privé les soins légers, et donner les moyens aux hôpitaux publics d'assurer leurs missions sur l'ensemble du territoire, pour tous les publics.

**Nous devons par ailleurs ouvrir rapidement une réflexion sur la politique du médicament qui conduirait à créer une véritable agence du médicament publique en Europe, achetant les brevets des solutions pharmaceutiques et produisant, au bénéfice de la collectivité et à moindre coût, des produits génériques. L'accroissement du nombre de patients atteints de maladies chroniques doit conduire à mener une réflexion sur les moyens de rémunération des soins médicaux : le paiement à l'acte n'est en effet pas adapté à une prise en charge efficace dans ce cas. Il convient de mettre en place de nouveaux dispositifs permettant au personnel de santé d'assurer un suivi personnalisé et continu pour les patients atteints de maladie nécessitant des soins réguliers. Nous devons enfin promouvoir la mise en place d'une politique de prévention, qui ne représente actuellement qu'une part infime des dépenses de santé. Nous demandons l'intensification des politiques de santé publique et de prévention, par des campagnes d'information, par la médecine du travail et la médecine scolaire, et par un suivi médical plus régulier des chômeurs et des précaires.**

## Le pôle émancipation

Le pôle émancipation doit permettre de garantir l'autonomie de la personne quels que soient sa situation familiale ou ses revenus. Ce pôle devra être financé par l'impôt, et géré, selon les aides, sur le principe d'une démocratie sociale élargie, en faisant participer à la gestion les représentants des usagers.

Le premier aspect de ce nouveau pôle est le Droit au Logement. Principe constitutionnel, il n'est aujourd'hui pas garanti. Permettre à chacun d'accéder à un logement digne est une priorité sociale. Un logement est bien plus qu'un toit. C'est une étape **indispensable** pour trouver un emploi. **C'est un moyen permettant de se construire une identité, un facteur d'intégration incontournable vis-à-vis de la société.** C'est une nécessité pour permettre à des enfants de poursuivre leur scolarité. C'est, pour les exclus, un premier pas vers la resocialisation. La mise en place d'une Couverture Logement Universelle, financée par l'impôt et par une refonte des aides existant au sein de la branche Famille, doit permettre l'accès de tous à un logement décent.

De très nombreux jeunes sont aujourd'hui sans ressources, dépendant uniquement des revenus de leurs parents. **Alors que la droite diminue les allocations logements pour les jeunes et augmente les droits d'inscription à l'université et le prix des tickets de restauration sociale étudiante, pour tous ceux dont la famille ne peut plus assumer le coût croissant des études,** il n'existe que deux solutions : obtenir une bourse au montant souvent insuffisant, ou trouver un petit boulot. L'exploitation des jeunes est ainsi organisée, à leur détriment, puisque, en plus de toucher des salaires très faibles, ceux-ci courent droit à l'échec scolaire : 70% des étudiants qui travaillent pour financer leurs études échouent en DEUG. Pour permettre à chaque jeune de poursuivre ses études dans de bonnes conditions, de construire son projet professionnel et son projet de vie, nous militons pour une suppression du système des bourses et la mise en place d'une allocation autonomie. Cette allocation doit devenir un droit universel, versée à tous les jeunes de 16 à 25 ans suivant une formation ou sortis du système scolaire. Son montant doit être individualisé, attribué sous condition de ressources **du jeune** et conditionné à une déclaration fiscale autonome. La gestion de cette aide ne doit pas être confiée aux associations familiales, mais doit impliquer les CROUS, les organisations représentatives d'étudiants et de jeunes, les ANPE ou encore les missions locales.

Défendre la création d'un secteur émancipation nous pousse à y intégrer la question de la prise en charge de la fin de vie. Nous voulons en effet offrir aux personnes âgées la garantie du maximum d'autonomie, **afin qu'elles puissent rester chez elles le plus longtemps si elles le désirent, ou leur assurer des conditions de vie dignes en établissement.** L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, créée par le gouvernement Jospin, aide justement les personnes âgées à assumer le coût financier de leur choix de vie. Alors que le gouvernement Raffarin a décidé de la remettre en cause, nous pensons au contraire qu'elle doit continuer à jouer un rôle essentiel dans ce combat pour l'émancipation à tous les âges de la vie. La vieillesse ne doit pas être l'âge de la dépendance.

### **Garantir l'autonomie à chaque âge de la vie**

Enfin, l'autonomie, c'est aussi la garantie de pouvoir éduquer ses enfants dans de bonnes conditions. Trop de familles hésitent aujourd'hui à avoir des enfants, pensant « ne pas en avoir les moyens ». C'est pourquoi la question des aides familiales a toute sa place dans ce secteur émancipation. Nous souhaitons voir ces aides simplifiées, orientées vers plus de justice sociale et de redistribution. Les allocations familiales doivent être placées sous condition de ressources et versées dès le premier enfant. L'ensemble des aides à la famille doit être financé par l'impôt, et plus par des cotisations.

La question de la gestion des secteurs est à séparer de l'ouverture des droits et de l'orientation. Ainsi, la constitution d'un dossier de protection sociale doit pouvoir se faire auprès d'un guichet unique. La complexité des démarches est un frein, qui pénalise bien souvent les plus précaires et les personnes parlant peu ou pas du tout le français, c'est à dire généralement ceux qui en ont le plus besoin. La Mutualité Sociale Agricole, le Centre Communal d'Action Sociale, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires entre autres pourraient par exemple devenir des guichets où l'on peut constituer tant une aide au logement qu'une allocation autonomie ou qu'une demande d'aide pour la formation.

## 2. Un nouveau contrat éducatif

En un an et demi, le bilan de la droite à l'Education nationale est impressionnant ! Elle supprime les emplois jeunes et les postes de MI/SE, gèle les crédits, ne prévoit pas le remplacement des nombreux professeurs partant bientôt à la retraite, décentralise les personnels non enseignants. Insensible au malaise et aux inquiétudes des enseignants, des élèves et des parents pourtant descendus dans la rue par centaines de milliers pour défendre le service public de l'Education nationale, elle organise pas à pas la casse du système éducatif. L'école de la droite est celle où le savoir et la culture s'inscrivent dans un système élitiste et concurrentiel, où l'argent triomphe de l'exigence démocratique d'égalité. Dans la droite ligne de l'individualisme consumériste, la droite envisage l'école comme un prestataire de services à la carte.

Face à ce démantèlement annoncé, **et la volonté de la droite de mettre l'éducation nationale en concurrence avec le système privé**, les socialistes doivent réaffirmer que l'école, de la maternelle à l'enseignement supérieur, est au cœur du combat pour l'égalité. Outil premier de la promotion sociale, du cadre de l'apprentissage du vivre ensemble et de l'élévation générale du niveau des connaissances, l'école est indispensable à l'émancipation individuelle et à l'épanouissement collectif. **Il est pour cela nécessaire d'établir un nouveau lien entre la gauche et l'école, ainsi que de dresser un constat lucide des difficultés actuelles.**

### **Un outil de promotion sociale soumis à des difficultés**

Alors que le niveau général des connaissances s'est élevé, que le temps passé à l'école s'est allongé, on constate que les inégalités sociales se maintiennent, voire s'aggravent. L'école a longtemps porté l'espoir de promotion sociale des plus modestes. **Force est de constater que la massification n'a pas été accompagnée de la démocratisation nécessaire.**

#### **Assurer l'égalité et enrayer la reproduction des inégalités**

**Le fonctionnement interne du système n'est pas démocratique et ne permet pas l'investissement de tous les acteurs potentiels. Le principe de la carte scolaire est trop souvent contourné. L'absence de mixité sociale est ainsi particulièrement criante.**

**L'évolution du système génère une crise de confiance d'un certain nombre d'acteurs: lorsqu'une génération perd la perspective de voir ses enfants vivre mieux qu'elle, il s'agit de régression sociale. Un repli identitaire ou communautaire peut alors en résulter.**

Pourtant, le rêve de l'égalité et du progrès social ne prendra forme que si chaque élève, quelle que soit sa filière, devient acteur de son destin, indépendamment des conditions de ses parents, dégagé des impératifs financiers. Cela ne sera possible qu'en faisant de l'école le premier outil de l'égalité.

Assurer l'égalité et enrayer la reproduction des inégalités c'est donner plus à ceux qui ont moins quand les inégalités de patrimoines économiques, culturels et sociaux se creusent. **C'est garantir à chacun et à tous le « droit à l'avenir ».** Il ne suffit pas de donner à chacun les mêmes chances. Plus que l'égalité des chances, nous voulons l'égalité. Cette correction des inégalités ne sera pas possible sans la réaffirmation de la gratuité de l'école. Face aux disparités régionales dans l'accès aux livres et aux équipements périscolaires, nous pensons que c'est à l'Etat de donner les moyens aux collectivités pour garantir l'égalité sur l'ensemble du territoire. **La démocratisation de la réussite et de l'accès à la qualification ne pourra se faire sans des moyens à la hauteur de l'enjeu. La gauche doit réaffirmer plus que jamais la priorité budgétaire à l'éducation, pour se donner les moyens d'un service public de qualité. L'école publique, laïque et gratuite est la seule garante de l'égalité. Les financements publics doivent ainsi être l'exclusivité des établissements publics.**

### **L'école de la maternelle à l'université**

Les promesses de réussites ou les risques d'échec se jouent dès le plus jeune âge, les disparités de réussite ne font que se creuser au fur et à mesure du parcours scolaire, accentuées à chaque marche à franchir : le CP, la sixième, la seconde, la première année d'enseignement supérieur. La droite aujourd'hui fragilise encore plus ces transitions pourtant si fondamentales dans un parcours scolaire. **Nous nous prononçons contre le projet Ferry de possibilité de redoublement de la classe du CP et préférons à cela la réaffirmation des cycles pédagogiques qui sont proches des cycles de l'enfant dans l'apprentissage de la lecture.** Nous proposons, pour que les marches soient moins hautes à franchir pour l'élève, d'utili-

ser les leviers de l'égalité : la pédagogie individualisée, une meilleure formation des profs, les ZEP et le décloisonnement des enseignements.

### **Garantir l'égalité pour tous**

L'orientation est une cause majeure de l'inégalité des chances dans le système scolaire. Dès 16 ans, elle se présente en effet comme une « machine à trier » socialement biaisée plutôt que comme une évaluation impartiale des motivations et capacités de chacun. Ce n'est pas seulement une question de notes : à niveau médiocre égal ce sont les enfants des catégories populaires qui se résignent au non choix proposé par le conseil de classe. Il n'est guère surprenant que l'entrée en lycée professionnelle, vécue bien souvent comme une sanction, soit dévalorisée. Au lycée et dans l'enseignement supérieur, l'information offerte par l'éducation nationale reste très souvent indigente, entre tests douteux et renseignements trop vagues. Les échecs en première année de DEUG illustrent la faillite des structures publiques d'information et d'orientation à tel point que le secteur privé (salon de l'Étudiant, etc) saisissant l'aubaine, a investi ce secteur.

La pédagogie doit aussi évoluer pour rompre avec les méthodes trop académiques et associer mieux les familles. Dans le cas d'effectifs souvent trop lourds, qui sont un handicap à la compréhension de chacun, il faut approfondir l'accompagnement scolaire, les aides personnalisées et les soutiens. Ainsi nous ne laisserons pas s'installer d'inégalités entre ceux qui peuvent s'offrir des cours particuliers et ceux qui n'ont que le choix de comprendre ou d'être submergés. La transmission du savoir n'est pas seulement celle d'un savoir professoral descendant vers des élèves invités simplement à apprendre, mais l'échange entre les élèves et les professeurs doit être la base de l'apprentissage des connaissances. L'élève doit être acteur de son parcours scolaire. Le savoir ne se résume pas au simple emmagasinage de connaissances, mais doit participer à la construction d'un esprit « libre et éclairé », à l'émergence d'une conscience citoyenne, d'où la nécessité d'une diversité d'enseignements trop souvent dénigrés tels la musique, le dessin, la technologie ou encore le sport. De plus dans le contexte de la construction d'une Europe citoyenne, l'enseignement des langues doit prendre toute sa place. Nous pensons qu'il est nécessaire de munir le citoyen de clés pour le décryptage de l'information et de la désinformation dans une société de médias et de consommation de masse. L'école doit participer à une vaste politique d'éducation à l'image et refuser l'entrée du sponsoring en ses murs.

Le recrutement et la formation des profs doivent eux aussi changer. La formation des enseignants est faible et ne permet pas d'affronter les difficultés des premières années. Ainsi, l'accès à l'IUFM doit être principalement conditionné par un bagage de connaissances suffisant. La formation et le recrutement des futurs enseignants doivent être prioritairement tournés vers l'acquisition des outils pédagogiques.

L'école n'a pas pris en compte les évolutions des nouvelles populations qu'elle accueillait. Il y a bien eu la mise en place des Zones d'Éducation Prioritaires, qui donnent à certains établissements défavorisés les moyens de corriger les inégalités. Mais cette politique ciblée ne suffit pas à résoudre un problème plus large. Les ZEP doivent s'intégrer pleinement dans la politique de la ville et ne doivent surtout pas rester des zones d'atterrissage forcé pour jeunes profs sans expérience. Il est pour cela nécessaire de poursuivre les politiques de valorisation, pour les enseignants des années passées en ZEP.

Quand la droite serait tentée de le remettre en cause, nous rappelons que le collège unique est une condition de l'école pour tous. Microsociété à lui tout seul, le collège doit être le lieu d'une réelle mixité sociale, aujourd'hui souvent mis à mal par les dérogations et les cartes scolaires. Il est le cadre pertinent pour la formation de base de l'ensemble des élèves jusqu'à la troisième qui ne doivent pas être soumis à une orientation trop précoce. Mais chaque enfant est unique et doit trouver sa place dans un système éducatif adapté, grâce à la mise en place de cours spécifiques optionnels qu'il doit pouvoir choisir afin de s'y épanouir, sans pour autant que soient remis en cause lieux uniques et cours fondamentaux communs.

Affirmer un objectif de 80% d'une classe d'âge au bac, ce n'est pas pour autant faire du lycée général le passage obligé de tout individu. L'enseignement technique n'a de cesse d'être dévalorisé dans notre société. Situation paradoxale quand, d'un côté, la société perçoit ces filières comme des « voies de garage pour mauvais élèves », alors qu'elles débouchent bien souvent sur des emplois qualifiés et stables. Plus que la revalorisation nécessaire, il convient de redonner à cet enseignement une réelle cohérence. C'est pourquoi nous appelons au décloisonnement des enseignements. Un tronc commun doit être mis en place entre l'enseignement technique et général, qui pourrait alors se dérouler dans le même lieu, pour favoriser une réelle mixité.

## L'enseignement supérieur pour tous

L'accès à la fac pour tous les bacheliers a permis une réelle massification de l'enseignement supérieur. Pourtant, aujourd'hui encore, la majorité des étudiants **en deuxième ou troisième cycle vient de milieux plutôt favorisés, du fait d'une sélection par l'échec massive en premier cycle qui touche essentiellement les étudiants des catégories sociales qui ont accédé à l'université depuis 20 ans.** Ce biais est d'autant plus net que le niveau d'étude augmente. Tout cursus universitaire engendre des coûts importants que les familles les moins aisées ne peuvent supporter. Les bourses sont insuffisantes et leurs critères d'attribution ne correspondent plus à la réalité des situations des étudiants. Notre combat pour la suppression du **système de bourses au profit d'une allocation** d'autonomie s'intègre dans cette volonté de démocratiser l'enseignement supérieur, ainsi que celui de l'orientation des étudiants et de leur accompagnement au sein des facs. **De même que l'Etat a vocation à assurer et subventionner la restauration des étudiants, les logements étudiants doivent être plus nombreux et maintenus en bon état.**

La recherche universitaire est menacée par le peu de moyens octroyés par la droite. Toute baisse des crédits met en danger l'avenir et la qualité de notre système universitaire. L'accès à la recherche ne peut être conditionné à la volonté d'un seul professeur, régnant en maître sur l'attribution des allocations de thèse : le mandarinate à l'université doit cesser.

### De la massification à la démocratisation

La droite attaque aujourd'hui les universités. Le MEDEF tente d'imposer la norme de la compétence sur celle de la qualification. Nous restons convaincus, au contraire, que la vocation de l'enseignement ne se limite pas à préparer les travailleurs en formation à leur métier. Face au projet d'autonomie des universités, nous réaffirmons la nécessité de préserver le cadre national du diplôme, l'enseignement supérieur comme service public, pour que le rôle des facs ne devienne pas l'adaptation des étudiants aux besoins de main d'œuvre locale. L'enseignement supérieur public est un service public et doit le rester, c'est aussi un investissement pour l'avenir non seulement des individus mais aussi du pays dans son ensemble. Enfin, l'harmonisation européenne de l'enseignement supérieur ne peut se faire par le bas, remettant en cause des acquis des étudiants. A nous de convaincre sur notre modèle d'enseignement supérieur et de refuser que le modèle libéral prime. Dans ce cadre, la question de la pertinence des grandes écoles **et de leur recrutement**, exception française et outil privilégié de la reproduction des élites, doit être posée. **Il convient ainsi de rééquilibrer les efforts financiers de l'enseignement supérieur au profit des universités.**

Fondement du progrès social, l'enseignement supérieur ne peut se limiter à la formation initiale. C'est tout au long de la vie qu'il doit être possible de se former, pour réorienter sa carrière professionnelle, pour réparer une injustice dans la formation initiale, plus généralement pour satisfaire toute soif d'apprendre. La formation tout au long de la vie doit devenir un droit offert à chaque salarié. Aussi faut-il penser à l'ouverture de l'université à la formation continue qui peut être financée par l'employeur. Les entreprises qui licencient doivent aussi être astreintes à une obligation de financement d'une formation pour faciliter le retour à l'emploi, notamment des travailleurs les plus âgés et les moins qualifiés. Enfin la validation des acquis professionnels **et de l'expérience** doit être garantie par les pouvoirs publics **et simplifiée.**

## L'école de la République, école du vivre ensemble

L'autonomie individuelle et intellectuelle ne peut se réaliser sans l'apprentissage de règles collectives, des droits et des devoirs de chacun. L'enfant, acteur de sa formation et non consommateur, doit participer pleinement à cet apprentissage de la citoyenneté. Etre citoyen c'est comprendre ses droits et ses devoirs, le fonctionnement des institutions, mais c'est surtout partager et faire partager les valeurs de la démocratie et du vivre ensemble. C'est pourquoi nous militons pour que la présence de tous les enfants et adolescents, sans discrimination d'origine, de handicap ou de croyance, soit possible. Dans cet esprit, l'école doit être capable d'accueillir tous les jeunes en âge d'être scolarisés. Les structures traditionnelles doivent s'adapter à l'accueil des personnes handicapées moteur, par l'installation d'infrastructures adaptées, **et le renforcement de l'encadrement adulte et formé -surveillants, aides éducateurs et personnel médical.** Les classes doivent aussi être ouvertes aux enfants atteints de handicaps mentaux, grâce à un accompagnement personnalisé.

L'éducation populaire a un rôle important à jouer dans cet apprentissage du vivre ensemble. Il doit être encouragé, développé, revalorisé. Les intervenants de l'éducation populaire doivent bénéficier de formations adéquates, ainsi que de la validation des acquis de l'expérience, y compris pour les bénévoles. **De même la famille, reste une composante impor-**

**tante dans le système éducatif, car premier espace de vie en société pour l'enfant. Aussi devons-nous être exigeants avec les parents en proposant notamment une assistance aux familles qui en éprouveraient le besoin.**

Les débats sur le port du voile à l'école ont rythmé l'actualité, occultant le débat plus large sur les relations entre l'école et les Eglises. Le camp des jeunes socialistes est celui qui défend la place de tous dans l'école publique, **en interdisant tous signes de pratique religieuse en son sein.**

**L'école de la République,  
lieu d'apprentissage  
du vivre ensemble**

Parce que l'école doit être un lieu d'apprentissage de la diversité, le port de signes discrets d'expression de cette diversité, ne doit pas y être interdit. L'expression visible de l'attachement particulier à une vedette du star system, à une marque de vêtements, à un mouvement d'idée, ne saurait ainsi être exclue de l'école, tant qu'elle n'a pas de dimension ostentatoire ou prosélyte et qu'elle respecte les règles du savoir-vivre. Chacun est libre de ses croyances. Mais personne n'a le droit d'imposer aux autres sa façon de pratiquer sa croyance et de vivre sa foi. Le port d'une kippa, d'un voile ou d'un chapelet sont des expressions visibles d'une pratique religieuse. Ce choix, qu'il soit motivé par la foi ou par des pressions extérieures -familiales ou autres- n'a pas sa place dans l'Ecole de la République.

Le dialogue, ainsi que des sanctions adéquates le cas échéant, doivent permettre le maintien des élèves qui ne respecteraient pas ces règles dans le cadre de l'école publique, laïque, et obligatoire. Dans le cas où ce dialogue serait infructueux, il faut que l'intransigeance soit constatée du côté des usagers de l'école et non pas du côté des équipes pédagogiques. Nous ne voulons en aucun cas inciter à la création d'écoles privées, confessionnelles ou non. Mais, si le choix à faire est entre la tolérance d'entrismes religieux dans l'école, et le cantonnement des extrémismes à l'extérieur de l'école, alors nous sommes résolument du camp de la lutte contre les extrémismes. A ce titre, l'expérience menée par certains établissements, notamment de zones difficiles, d'élaborer leurs règlements intérieurs en commun, **au-delà du simple conseil d'administration**, entre équipe pédagogique et élèves est une initiative à généraliser.

Nous militons pour l'enseignement laïque du fait religieux **et de l'histoire des religions** à l'école pour permettre à chacun d'acquérir les connaissances nécessaires à la distinction entre l'Histoire et la croyance, à la compréhension et **au respect** de la diversité des dogmes et des pratiques de chaque religion. **Cet enseignement sera dispensé par un membre du corps enseignant de l'éducation nationale.**

**Nous militons aussi pour l'introduction dans les disciplines d'enseignement qui le permettent (histoire, lettres, musique, philosophie) d'une approche plus développée des différentes cultures, et notamment de celles qui peuvent toucher directement la mémoire des immigrés. L'accueil des jeunes de toutes origines peut être facilité par quelques mesures simples. Dans les cantines, donner le choix entre deux plats permet de régler de façon discrète le problème des interdits alimentaires.**

La mixité est aussi essentielle dans l'école : dans son accès comme dans l'orientation, mettons fin à une sélection implicite qui ne contribue qu'à reproduire des normes sociales réactionnaires. Le meilleur exemple du contre-modèle du vivre ensemble et de notre objectif de promotion sociale est l'omniprésence du sexisme à l'école. C'est un fait : les filles réussissent mieux que les garçons. Pourtant, au long de leur scolarité, elles disparaissent des filières les mieux considérées. L'école mixte est ainsi prise d'assaut. Certains y voient une mise en danger des garçons auxquels la réussite des filles ferait ombrage. D'autres considèrent que la fin de la mixité mettra de fait fin au sexisme. Nous devons lutter contre la segmentation hommes-femmes à l'école en donnant à chacun les moyens de choisir son orientation, loin des déterminismes sociaux qui envoient les filles dans les filières littéraires sous prétexte d'une prétendue sensibilité et les garçons dans les filières scientifiques au nom d'une prétendue rationalité.

Le sexisme est le quotidien de nombreuses élèves dans le cadre de l'école. Réflexions sur leurs corps, pressions subies uniquement du fait d'être une fille **ou un garçon**, parfois même faits plus graves comme les attouchements sexuels. Ce sexisme « ordinaire » doit cesser. Mais plus encore, l'école doit être le lieu de l'apprentissage du respect mutuel et du dialogue autour de la sexualité. Nous demandons une grande campagne d'information sur les moyens contraceptifs : encore trop de jeunes filles attendent un enfant qu'elles ne veulent pas, par tabous, par manque d'informations et de moyens. Il est parfois plus facile de demander une pilule du lendemain à l'infirmière du lycée que l'on connaît que d'en parler à ses parents ou à un pharmacien. Pour cela, le personnel médical doit être présent en permanence, en nombre suffisant, et

formé à ce type de situation. Il doit ainsi rester sous tutelle de l'état. Son rôle doit être complété par des centres d'information sur la contraception, la sexualité et la prévention ainsi que par la valorisation des Comités d'Education à la Santé et à la Citoyenneté dans les collèges et lycées.

### 3. Vivre ensemble

#### La culture à portée de tous

A une époque où les repères viennent à manquer, il est impératif de placer la culture à la portée de tous, et en dehors de toute logique de marchandisation. Préserver la mémoire et le patrimoine, développer la créativité et l'innovation, favoriser l'émergence de nouvelles formes d'expressions culturelles et en faciliter l'accès au plus grand nombre, voici les pistes que la responsabilité politique nous conduit à emprunter pour libérer les individus, pour en faire des citoyens à part entière. Cela nécessite une action déterminée de la part des autorités publiques, en utilisant les politiques culturelles, comme véritable outil de la transformation sociale, à tous niveaux : local, national et européen. Nous appelons à la défense d'un service public de la culture qui renoue avec l'éducation populaire. Nous considérons que l'égal accès à la culture sur l'ensemble du territoire fait partie des droits que la République doit assurer à chacun. Pour le MJS, les politiques culturelles ont un coût bien en dessous du prix de l'émancipation des citoyens. Si la création artistique a un coût important, elle n'est pas forcément rentable économiquement et n'a certainement pas vocation à l'être. Il nous appartient de ne pas la laisser dépérir en accordant des statuts sociaux pérennes et les moyens d'exercer leurs activités décentement à ceux qui font vivre la culture dans tous ses états, sous toutes ses formes, et donc dans toute sa diversité, notamment dans le cadre de l'intermittence.

Les citoyens doivent être acteurs des débats sur les questions artistiques, scientifiques et de société. La place publique doit être le lieu privilégié de la confrontation d'idées. Le vivre ensemble prend un sens particulier quand les différences d'opinions ou de cultures participent à l'évolution de la conscience collective.

Ces actions culturelles ciblées sur de modestes territoires (quartiers, villages ...) pourront être encadrées par le monde associatif et devront être soutenues par les pouvoirs publics. Ces initiatives citoyennes auront l'avantage d'ouvrir à certains les portes de l'engagement de proximité au service de la Démocratie locale.

#### Tolérance zéro, prévention et justice zéro

Pendant la dernière campagne présidentielle, le débat a tourné autour d'une unique question : celle de l'insécurité. Les médias nous ont abreuvés de faits divers ou d'images de violences urbaines. L'imaginaire populaire s'est rempli de ces peurs, l'insécurité est devenue la première préoccupation des Français. La droite, Jacques Chirac en tête, a su en profiter. Attaquant le bilan du gouvernement Jospin sur ce qu'elle considérait comme sa principale faiblesse, elle a concentré toute sa campagne sur ce thème. Et le 21 avril, c'est l'extrême droite, porte-parole des haines et des peurs, qui en a tiré bénéfice.

#### Le vrai désordre, c'est l'injustice

La gauche s'est ainsi laissée piéger dans un débat auquel elle n'a su apporter de réponse globale. L'insécurité est trop longtemps restée un tabou pour la gauche et les socialistes. Taxée de laxisme par les uns, accusée de mener la même politique que la droite par les autres, la gauche n'a pas su construire et faire entendre son projet. Il existe pourtant une réponse socialiste à la question de la montée des violences. Mais pour apporter cette réponse, nous devons poser un regard lucide sur la réalité de la situation, loin des fantasmes sécuritaires des uns, de l'angélisme des autres.

" Le vrai désordre, c'est l'injustice ". Lionel Jospin l'avait bien compris. La montée des violences n'est pas une donnée sociologique dont nous devrions nous accommoder. Pour réussir à fonder ce nouveau compromis social, pour restaurer un ordre public social dans lequel chacun ait sa place, c'est l'injustice que nous devons combattre, la mauvaise répartition des richesses, le creusement des inégalités.

Les trente glorieuses, années du plein emploi, de l'augmentation de la richesse et du bien-être général, n'ont pas connu un tel phénomène de violence. Il s'est développé avec le chômage de masse, la précarisation, l'exclusion économique et

sociale. La violence ne naît pas de la pauvreté. Elle naît du sentiment d'exclusion, de rejet, de l'impression que la société s'enrichit quand on reste sur le bord de la route. Elle s'installe là où ce sentiment est le plus présent, notamment dans ces cités-ghettos délaissées par la puissance publique, où le chômage et la misère sociale sont bien plus forts qu'ailleurs. **La violence physique répond souvent à la violence économique et sociale d'un système qui exclut plus qu'il n'intègre.**

La stigmatisation des jeunes « sauvages », **orchestrée par les médias et par la droite occulte la perte des repères républicains et sociaux pour de nombreux jeunes soumis à l'insécurité. Certes des violences sont commises mais par quelques-uns seulement qui imposent la loi du plus fort, qui remplacent alors le pacte républicain et les valeurs d'une société où chacun trouve sa place en tant que citoyen. L'intégration dans un groupe où la reconnaissance se mesure au nombre de barrettes de shits ou d'armes vendues passe alors par leur capacité à afficher le rejet de l'autorité de l'Etat, à ne plus respecter les lois, ni autrui.** Cela peut prendre la forme d'insultes envers des policiers. C'est également le cas, de manière plus inquiétante, quand non seulement la perspective de l'incarcération ne fait plus peur, mais qu'au contraire, « passer par la case prison » permet d'acquiescer le respect des autres.

En appliquant la doctrine de la " tolérance zéro " **aux plus défavorisés**, Sarkozy et Perben reprennent à leur compte le modèle ultra répressif américain. La droite voudrait nous faire croire que l'on enrayer la montée des violences en enfermant les violents. Elle voudrait nous persuader que la répression, la punition, l'enfermement jouent un rôle dissuasif efficace, suffisant pour résoudre le problème de l'insécurité. En pratiquant un « nettoyage » systématique des rues, en tentant d'effacer tous les signes extérieurs de misère, ils poursuivent un objectif unique : la recherche de ce qu'ils considèrent être la tranquillité publique. Au nom de cela, ils n'hésitent plus à encourager l'incarcération de mineurs de moins de 16 ans, à criminaliser les formes d'expression de la misère. C'est bien l'application du modèle libéral-sécuritaire américain qui est en marche ici. Un modèle dans lequel l'Etat pénal se développe et l'Etat économique et social s'affaiblit.

La droite consacre ainsi la pénalisation de la misère qui détourne le système judiciaire de ses vraies missions risquant de marginaliser une population déjà en difficulté. **Surenchérir dans la répression c'est à coup sûr renforcer le climat de violences.** Une politique globale de lutte contre les violences appelle plus qu'un réarmement de l'Etat policier et pénal, elle nécessite de réinvestir les missions de l'Etat social. La gauche doit affirmer que le rôle des pouvoirs publics est de réinvestir l'espace public. Elle doit affirmer ce qui la sépare de la droite : lutter contre l'insalubrité des logements dans certains quartiers, favoriser la mixité sociale, promouvoir des services publics de proximité, mettre davantage de moyens dans l'éducation, **la culture**, dénoncer et punir toutes les discriminations, assurer une présence humaine seule à même de recréer du lien social, des solidarités collectives **sont les préalables nécessaires à la lutte contre l'insécurité.**

**Parallèlement, l'Etat doit continuer son effort en terme de recrutement de juges et de personnels judiciaires, mais en refusant la création des juges au rabais mis précédemment en place par la droite. Si la justice doit être plus rapide et surtout plus accessible, elle doit être confiée à des professionnels dont la mission dépasse le seul cadre du Palais de Justice pour mettre aussi à disposition de structures plus petites, des « maisons de la justice », qui renseigneraient tous les citoyens sur les lois et les procédures juridiques, et offriraient aussi des instances de médiation pour désamorcer un certain nombre de conflits majeurs. La gauche doit aussi défendre une autre conception de la police. C'est une police républicaine, irréprochable sur le plan des comportements, que nous voulons, une police intégrée aux quartiers, qui assume sa fonction répressive mais pratique aussi la médiation, le dialogue, l'écoute. La police de proximité mise en place par le gouvernement de Lionel Jospin allait dans ce sens.**

**En tant que socialistes, nous devons réaffirmer qu'en matière de délinquance, notamment celle des mineurs, la priorité doit toujours être donnée aux mesures pédagogiques.** La lutte contre les violences nécessite aussi l'affirmation d'une nouvelle échelle de sanctions. Nous ne remettons pas en cause l'application de sanctions face à des comportements délinquants. Mais pour qu'elles remplissent leur rôle pédagogique, elles doivent retrouver une lisibilité, redevenir proportionnées aux délits. Cette réflexion sur le sens de la peine doit permettre d'articuler plusieurs logiques : la sanction doit être dissuasive, elle doit marquer la transgression des règles de vie collective, elle doit enfin se placer dans une perspective de réinsertion. C'est pourquoi il est essentiel de réfléchir sur les peines alternatives. A travers notamment les Travaux d'Intérêt Général et les peines ouvertes, les peines alternatives sont à la croisée de ces différentes logiques. Il faut donc chercher à les développer tant en nombre que dans la diversité. L'incarcération doit rester l'ultime recours, le dernier échelon de la politique pénale. Mais si l'incarcération est une sanction, elle ne doit pas devenir un châtiment. Les prisons sont aujourd'hui intrinsèquement criminogènes. Rentré en prison pour vol à la tire, on en sort capable de braquer un fourgon. Cette réalité démontre l'échec des politiques pénales menées jusqu'ici.

## Prisons : une humiliation pour la République

L'état des prisons françaises est aujourd'hui plus que jamais alarmant. L'inflation pénale déclenchée par les politiques ultra-répressives de Sarkozy et Perben atteint aujourd'hui des sommets. En 2000, les parlementaires avaient pourtant tiré la sonnette d'alarme. " Prisons françaises, une humiliation pour la République ", proclamaient-ils alors. Le gouvernement Jospin a alors tenté de se saisir du problème. La loi sur la présomption d'innocence a permis de faire baisser le nombre de détentions préventives, si souvent abusives ou injustifiées. Mais les timides avancées de la loi sur la présomption d'innocence ont été supprimées. La grande loi d'orientation pénitentiaire n'a, quant à elle, jamais vu le jour.

### La prison n'est pas une zone de non-droit

La nomination d'un ministre chargé des Programmes Immobiliers de la Justice, en clair de la construction de prisons, illustre bien le choix du gouvernement. Augmenter le nombre de places en prisons n'a jamais résolu le problème de la surpopulation carcérale. A chaque fois que de nouvelles prisons ont été construites, les prisons les plus vétustes n'ont pas été fermées. C'est le parc pénitentiaire qui a été augmenté, bien vite rempli de nouveaux détenus. Les nouvelles prisons, toujours plus sécurisées, où l'on prévoit le retour à peine masqué des quartiers de haute sécurité, s'annoncent comme de véritables poudrières. Incarcérer des personnes selon leur « potentiel de dangerosité » est en effet une aberration. Peut-on sérieusement envisager de mettre l'insertion au cœur du projet pénitentiaire tout en proposant la mise à l'écart des détenus condamnés aux plus lourdes peines ?

Nous devons réaffirmer notre vision du rôle et de la place de l'univers carcéral. Si notre horizon politique reste la fin des prisons, nous en sommes encore loin. C'est pourquoi l'urgence réside dans l'amélioration des conditions de vie en prisons. Fermer les prisons insalubres, mettre fin à la surpopulation doivent être les premiers objectifs d'une loi d'orientation carcérale. Au-delà, un certain nombre de droits fondamentaux doivent être garantis.

Le droit du travail, tout d'abord. Il n'est aujourd'hui pas respecté, puisque des entreprises privées peuvent exploiter à leur guise des détenus en situation de dépendance économique, les faire travailler en atelier ou en cellule, les payer à la pièce. Il n'est pas caricatural de dire que la France traite aujourd'hui ses détenus comme Nike, les enfants malaisiens ! Il faut de toute urgence mettre un terme à cette forme d'esclavage moderne, et imposer l'application du droit du travail en détention, notamment en matière de salaire minimum, de cotisations, de protection contre les accidents du travail.

Droit élémentaire aussi, le droit à l'Education. Sur tout le territoire français, l'Education est obligatoire jusqu'à 16 ans. Sauf dans les prisons, où faute de moyens, les jeunes ne reçoivent souvent que quelques heures de cours par semaine. Enfermer des jeunes de moins de 16 ans est, en soi, une aberration. Les priver de cours leur ôte définitivement toute possibilité de réinsertion. L'Education Nationale doit offrir à tout jeune incarcéré un accès régulier à un enseignement de qualité, pratiqué par un personnel compétent. Plus généralement, la question de l'enseignement et de la formation en prison doit devenir prioritaire pour l'Administration Pénitentiaire. Tous les détenus qui le souhaitent doivent pouvoir avoir accès à des formations qualifiantes pour ensuite trouver un emploi.

La situation spécifique des femmes doit également être prise en compte. Du fait de leur faible nombre (5% de la population carcérale), elles sont généralement incarcérées dans des structures très éloignées de leurs familles et subissent alors encore plus durement l'isolement. Dans ces structures, les possibilités de travail, d'activités sociales, sportives ou scolaires, parfois même de promenades, sont réduites. La gestion de la gynécologie et de la maternité est également problématique. L'accès aux soins, extrêmement difficile pour l'ensemble des détenus, l'est particulièrement en la matière. L'attente pour voir un gynécologue avoisine généralement six mois. L'embauche de personnel médical est aujourd'hui urgente. **Nous demandons, par ailleurs, l'interdiction formelle de l'emploi de personnel religieux dans les prisons, sauf bénévoles à la demande de la personne incarcérée. La présence de ces personnes travaillant dans des services annexes de prisons a trop souvent été l'occasion pour elle de pratiquer un prosélytisme dangereux sur des personnes faibles.**

L'application effective du droit de vote, le droit à une vie familiale digne à travers la généralisation des Unités de Vie Familiales, l'assouplissement et l'élargissement des conditions de visites devraient également être garantis aux prisonniers. Notre République doit leur fournir des possibilités élémentaires comme celles de se laver tous les jours, d'avoir accès à des produits de base au prix normal, de ne pas avoir à payer pour avoir la télévision en cellule. En somme, dans un univers d'exclusion, nous devons militer pour qu'à la peine d'incarcération ne s'ajoute pas le poids de mauvais traitements.

## **Vivre et mourir dans la dignité**

Permettre aux personnes handicapées de vivre pleinement leur citoyenneté, en leur garantissant l'égal accès à l'emploi, aux transports, aux outils et techniques disponibles pouvant améliorer leur degré d'autonomie. Les inégalités sociales ne doivent pas constituer un frein pour l'accès aux soins ou encore pour l'achat de matériel médical. D'autre part, l'Allocation Adulte Handicapée devra être revalorisée et indexée sur l'indice des prix afin de garantir une vie décente à la personne concernée. Le handicap se juge à l'inadaptation de notre environnement direct. Alors que la France voit sa population vieillir et se rend compte des difficultés de déplacements liés à la vétusté de nos infrastructures, il devient essentiel de prendre en considération cet environnement trop souvent rendu inaccessible pour au moins 10% des citoyens. Les normes d'accessibilité existantes, imposées aux bâtiments publics, devront être respectées plus sévèrement et de nouvelles normes d'accessibilité devront être appliquées au mobilier urbain. A ce titre, les commissions départementales de l'accessibilité devront bénéficier d'un réel pouvoir de contrôle, y compris a posteriori, pour faire respecter les règles et les engagements prescrits. De même, la construction de logements sociaux devra respecter un certain seuil de logements totalement accessibles.

Afin de respecter le droit de chaque Homme à vivre dans la dignité, l'Etat doit s'assurer que la lutte contre la douleur soit une priorité, que l'on admette le refus à l'acharnement thérapeutique et que chaque patient reçoive individuellement (dans un livret d'accueil par exemple), la « charte du patient hospitalisé » qui l'informe de ses droits. Le MJS se prononce pour que l'on rende légal le testament de fin de vie dans lequel le patient déclare refuser l'acharnement, demande à ce que l'on calme la douleur même au péril de sa vie et qu'en dernier recours une équipe médicale lui procure l'euthanasie. Le MJS se prononce donc pour la dépénalisation de l'euthanasie et soutient la proposition de loi relative au droit de mourir dans la dignité présentée en 1999 au Sénat.

## **L'homme n'est pas une marchandise !**

Le libéralisme considère l'homme comme une simple variable d'ajustement dans un rapport d'offre et de demande de travail. La combinaison de cette idéologie au conservatisme et à la xénophobie ont marqué de leur empreinte les différentes politiques d'immigration au niveau français comme européen.

Le discours qui se développe aujourd'hui en Europe repose sur une argumentation en deux temps : l'immigration serait une source de maux, sauf si elle est économiquement nécessaire. La banalisation des thèses de l'extrême droite est toujours en marche. Le vieillissement de la population européenne rend l'appel à de la main d'œuvre étrangère indispensable. Mais si demain les riches pays européens encouragent l'immigration, une immigration maîtrisée voire sélective, ils n'assortiront pas cette politique d'une égalité de droits, sociaux et civiques. L'immigration sera alors vécue comme une période d'intérim, pour ces millions de travailleurs étrangers corvéables et exploitables à souhaits, sans qu'aucun espoir d'installation sur le long terme en Europe ne leur soit laissé. Cette situation est d'ores et déjà une réalité pour des milliers de travailleurs qui rejoignent contraints et forcés leur pays d'origine une fois leur contrat terminé, que ce soit dans les exploitations agricoles du Sud de la France et d'Espagne ou sur les chantiers d'Italie.

En France, de la volonté de Chirac de s'attaquer aux filières du travail clandestin à la fermeture de Sangatte, ne reste finalement dans les actes que la répression dont sont victimes les immigrés, considérés comme des délinquants. Ce sont désormais des centaines de « petits Sangatte », sans aucun moyen sanitaire, qui accueillent ces immigrés et les livrent aux mains d'exploitants en tout genre. **Les principaux bénéficiaires ne sont, eux, jamais inquiétés.** Démunis de tous droits puisque hors-la-loi aux yeux de la justice française, ils n'ont aucune protection et aucun autre recours. Le travail clandestin ne s'est jamais aussi bien porté en Europe. Nous devons répondre à cette situation d'urgence, **en consolidant notamment le régime de sanctions à l'égard de ceux qui exploitent ces nouveaux esclaves.**

## **Penser et agir pour une autre politique d'immigration**

La principale cause de l'immigration, clandestine ou non, reste le sous-développement **économique et social**, l'absence de démocratie, l'impossibilité d'envisager un projet de vie dans son pays **autre que dans la misère**. Les risques que prennent ceux qui n'ont pas d'autre choix que celui de la clandestinité montrent à quel point ils ont perdu tout espoir d'être maîtres de leur destin dans leur pays d'origine. L'ouverture des frontières et l'égalité des chances au niveau mondial res-

tent notre horizon politique. Parce que les frontières qui dessinent la carte des Etats dessinent aussi cruellement celle des inégalités.

Nous continuons de militer pour l'abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement **et la remise à plat de l'ordonnance de 1945 régissant les flux migratoires**. Nous militons également pour la régularisation de tous les sans papiers **et pour un accompagnement de ces derniers dans leurs démarches d'intégration**. **Dans l'idéal, cette régularisation doit être effectuée dans l'Espace Schengen.**

La France refuse chaque année 1 million de visas, dans le même temps, nombre de nos concitoyens envisagent la visite d'un proche venu de l'étranger. Quand il s'agit d'obtenir un visa, l'arbitraire est souvent au rendez-vous. Il est temps de mettre en place des critères transparents, effectifs dans toutes les ambassades. De même, les échanges culturels et universitaires, entre autres, ne peuvent plus être limités par une politique de visas absurde, qui conçoit chaque demandeur comme un hors-la-loi potentiel.

### **Assumer l'accueil de nouveaux migrants**

Depuis un an, la droite tente de brouiller les pistes. Faisant mine d'ouvrir le débat sur le droit de vote des étrangers pour le refermer aussitôt, prônant l'ouverture sur la question de l'immigration mais multipliant les charters, ce gouvernement mène une politique résolument anti-étrangers. Sarkozy annonce la couleur dans sa loi sur l'immigration : durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Il propose ainsi un arsenal de mesures : retour au certificat d'hébergement, restriction du regroupement familial, vérification de l'authenticité des unions, création d'un fichier central des empreintes digitales des demandeurs de visas, suppression du renouvellement automatique de la carte de séjour, allongement des délais de rétention pour mieux organiser le rapatriement... Et vide de son sens le droit d'asile en mettant en place des zones de protection avec un traitement régional des demandeurs. Cette délocalisation de l'accueil et du traitement des demandes d'asile permet aux gouvernements européens de se défaire de leurs responsabilités sur les pays limitrophes des dictatures et les conflits, pays qui accueillent déjà plus de réfugiés que les pays riches.

Notre bataille pour l'élaboration d'une autre politique de l'immigration est d'abord une bataille contre la suspicion et la méfiance vis-à-vis des étrangers, elle doit permettre à tous les acteurs d'une telle politique, associatifs notamment, de participer à l'intégration des primo arrivants. Aujourd'hui ces derniers peuvent être incriminés pour assistance humanitaire aux immigrés en situation irrégulière dans le cadre de la loi Sarkozy sur l'immigration. **Cet acte de solidarité élémentaire est tout simplement hors la loi, ce qui rend la désobéissance civile d'autant plus légitime à nos yeux.**

**Nous militerons pour que la gauche abroge la loi relative à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France. En examen au Sénat, ce projet de loi a été durci dans ce qu'il comportait de plus réactionnaire »: subordination de la délivrance de la carte de résident à l'appréciation arbitraire de « l'intégration républicaine de l'étranger dans la société française », alourdissement des peines déjà contenues dans le texte initial pour les personnes venant en aide à ceux en situation irrégulière, renforcement du pouvoir des maires qui deviennent seuls juges en matière de certificats d'accueil. Nous devons au contraire tirer les leçons de notre histoire et préparer dès aujourd'hui les futures vagues d'immigration. Il est inenvisageable de parquer les nouveaux arrivants dans des ghettos insalubres construits à la hâte ou encore de les exclure et de les stigmatiser comme par le passé. L'accueil dans le respect et dans des conditions d'existence décentes est nécessaire à une intégration réussie.**

Considérer les causes économiques et sociales de l'immigration, et agir dans le même temps pour une politique de co-développement qui ne se limite pas au stade du slogan doivent devenir des évidences dans la construction d'une approche de gauche des flux migratoires. Nous n'acceptons pas d'évaluer une politique d'immigration en terme d'avantages ou de coûts. Nous nous opposons à ceux qui en parlent comme d'une menace pour l'équilibre national. En jouant sur les peurs. Cette peur de l'étranger, la droite a toujours su l'instrumentaliser sous prétexte de répondre, aux prétendus « vrais problèmes » qui font depuis toujours le fonds de commerce de l'extrême-droite. Ces thèses ont avancé dans les esprits depuis plus de vingt ans maintenant et sont parvenues à faire oublier à des millions de nos concitoyens que l'immigration est le ciment de toutes les civilisations.

## Pour l'égalité, lutter contre les préjugés

La lutte contre toutes les discriminations est un combat identitaire et prioritaire pour les jeunes socialistes. Le sentiment d'impunité concernant le racisme et la méfiance à l'égard des étrangers est alimenté par la législation sur l'immigration et par la difficulté pour les étrangers qui le souhaitent d'accéder à la nationalité française. Pour ces raisons, le processus de naturalisation doit être facilité.

Parce qu'il légitime d'une certaine façon les discriminations illégales l'Etat doit cesser d'organiser des discriminations légales. Il doit ouvrir la possibilité pour les étrangers d'accéder à des emplois de fonctionnaires comme de certaines professions libérales. De plus, après des dizaines d'années d'hésitation de la gauche et alors que la droite nous fait miroiter aujourd'hui une réforme de la double peine, il nous faut réaffirmer que la seule réforme qui garantisse l'égalité dans ce domaine est son abrogation pure et simple. De même, le sort réservé aux anciens combattants des anciennes colonies françaises est particulièrement injuste et discriminant. Leur statut est différent de celui de leurs compagnons d'armes restés français, ce qui entraîne notamment des inégalités dans le montant de leur pension. La reconnaissance pour services rendus à la Nation n'est toujours pas une évidence.

### En finir avec les discriminations légales

Cependant, tous les étrangers ne souhaitent pas ou ne peuvent pas acquérir la nationalité française. Ils sont pourtant niés dans leur rôle de citoyens puisqu'il est impossible pour eux de pouvoir voter. Depuis de nombreuses années maintenant, nous militons pour ce droit de vote. Accorder ce droit, c'est reconnaître enfin comme citoyens à part entière ces millions de personnes qui restent légitimement attachées à leur pays d'origine (et donc à leur nationalité) et qui ont fait le choix de vivre en France. Cette partie des habitants du pays ne peut plus continuer à être écartée du débat politique et des choix démocratiques. Nous souhaitons que toute personne qui réside régulièrement en France, indépendamment de sa nationalité, puisse bénéficier d'une citoyenneté de résidence et non de nationalité, puisse peser dans le débat public en votant à toutes les élections. **La double nationalité doit par ailleurs devenir plus fréquente, en multipliant les accords avec les Etats d'émigration, afin de permettre aux étrangers vivant en France de concilier leur mémoire / identité et leur avenir.**

Les phénomènes discriminatoires sapent le lien social, renforcent le repli sur soi ou sur sa communauté et alimentent le processus d'exclusion. Avoir la nationalité française ne change pas grand chose dans la probabilité de subir des contrôles au faciès, d'être discriminé à l'embauche ou dans la recherche d'un **logement**.

La création d'une autorité administrative indépendante de lutte contre les discriminations, la formation des personnels de l'inspection du travail et de la police pour réaliser des actions de type « testing », la vigilance accrue des pouvoirs publics à l'égard des bailleurs sociaux et privés sont des mesures primordiales pour faire appliquer la loi. D'autres mesures plus éducatives doivent aussi être mises en œuvre pour lutter contre les racines du mal : apprendre à vivre ensemble, à se connaître et à connaître l'autre ne sont pas des évidences. Dans ce domaine, un exemple est criant : le passé colonial de la France, **trop peu abordé dans les programmes scolaires, et au mieux oublié, au pire idéalisé, dans la conscience collective.** Une meilleure diffusion de notre histoire commune, même si elle fut souvent douloureuse, ne peut que favoriser la connaissance de l'autre et donc le vivre ensemble.

### Mettre fin à la peur de l'autre

Chaque résident de notre pays doit jouir pleinement des mêmes droits conformément aux lois de la République, y compris en matière de liberté de culte. Il nous faut construire une République laïque, garante du respect de toutes les convictions et réaffirmant qu'autrui ne saurait être pointé du doigt pour ses pratiques ou croyances. Il importe aussi de donner les moyens à tous les croyants de vivre leur culte dans des conditions décentes. C'est tout le sens de la laïcité que de ne pas laisser l'exercice de la croyance de millions de musulmans en France dépendre de fonds étrangers. Les collectivités locales et l'Etat doivent pouvoir contribuer à l'édification de lieux de culte. De même la création de carrés musulmans dans les cimetières doit être développée.

Chaque résident doit aussi accomplir les mêmes devoirs et respecter les mêmes lois. Mariage forcés, polygamie, excision sont des pratiques illégales qui doivent faire systématiquement l'objet de sanctions.

Vivre ensemble ? Comment cela serait-il possible quand la construction des logements sociaux est stoppée et que les services publics font l'objet d'attaques en règle touchant d'abord les zones défavorisées ? Comment cela serait-il possible quand on n'a pas les moyens de soigner ses proches, et que dans un marché de l'emploi fragilisé par les licenciements, trouver un travail est une lutte contre l'autre ?

### **Assurer la mixité sociale pour réellement vivre ensemble**

Vivre ensemble c'est d'abord avoir des conditions de vie décentes. Les inégalités d'accès au logement sont criantes et empêchent l'insertion sociale des plus défavorisés. Cette problématique doit faire l'objet d'une politique publique volontariste afin de multiplier les constructions de logements sociaux sur l'ensemble du territoire. La droite a supprimé l'obligation imposée par la loi Solidarité Renouvellement Urbain des 20% de logements sociaux dans communes les plus de 50000 habitants. Les collectivités socialistes doivent continuer de satisfaire à cette obligation en poursuivant leurs efforts de construction. Notre objectif est de permettre à chacun de vivre dignement. La puissance publique doit ainsi aider les plus démunis à trouver puis financer leur logement par la consolidation des programmes d'aides sociales et d'avance de cautions. **Il est urgent en ce sens de mettre en place un grand programme de construction et réhabilitation de logement (notamment populaires et étudiants) en partenariat avec les collectivités locales.**

Mais l'accès à un logement ne suffit pas. La politique de logement social est désastreuse quand elle consiste à faire de ces cités des ghettos sociaux. Au lieu de favoriser le mélange des cultures et la construction d'une vie commune, cette urbanisation cumule les handicaps. Ces quartiers ne sont pas des carrefours d'échanges mais des zones de repli, à l'écart des lieux de vie, où l'on entre et d'où l'on sort, mais que jamais on ne traverse. Comment alors s'étonner que certains jeunes tombent dans le panneau du business facile ou du caïdat ? Chaque fois que la République recule, c'est le libéralisme et ses modèles d'argent facile et de loi du plus fort qui avance. Nous ne pouvons plus accepter cette défaite sociale et culturelle. Le vivre ensemble que nous prônons implique la disparition de cette ségrégation spatiale, la mise en place d'une politique de la ville ambitieuse, cohérente et de long terme.

**Les liens entre les quartiers et le reste de la Ville doivent être développés. La création des Maisons de Services Publics (regroupant les services de la Poste, de la CAF, de la CRAM, des assistantes sociales aux côtés des services municipaux, et parfois comprenant aussi l'ANPE, la mission locale, les transports publics...) et des mairies de quartier initiées par le gouvernement de Lionel Jospin doivent se poursuivre. Il est nécessaire d'assurer dans ces zones urbaines spécifiques un développement économique permanent qui garantisse l'emploi aux habitants de ces quartiers. La démocratie locale doit y prendre tout son sens, pour que ces personnes reprennent confiance en l'action publique.**

### **Quand la République recule, c'est le communautarisme qui avance**

Les efforts de l'Etat pour favoriser la mixité sociale doivent se concentrer sur deux types de territoires : les cités et les zones rurales. Les sentiments d'isolement, d'enclavement dont sont victimes les habitants des quartiers comme des campagnes ou des départements d'Outre Mer sont le terreau du mal vivre ensemble. Chaque fermeture d'école, de Poste, de lignes de transports, d'hôpitaux contribue à couper ces espaces du reste du territoire et à priver leurs habitants de services vitaux. Les zones rurales sont souvent vieillissantes tandis que les cités voient les jeunes se concentrer en leur sein. Pourtant, les uns comme les autres souffrent de l'absence de l'Etat et aspirent au renforcement des solidarités nationales. La proximité dont Raffarin ne cesse d'invoquer les vertus, ne doit pas rester une formule creuse en matière de services publics. Proximité des services de soin par le renforcement des médecins et infirmières de ville, mais aussi le maintien **et le développement** des hôpitaux et maternités. Proximité des services bancaires et de télécommunication. Proximité des équipements culturels et sportifs.

Là où l'Etat se désengage, où l'individu souffre de l'isolement, c'est le groupe qui prend sa place. Le repli communautaire se développe pour répondre à une recherche de solidarité cruellement absente. Mais le fait communautaire évolue malheureusement de plus en plus vers un communautarisme sectaire, terreau du rejet de l'autre.

Féministes, anti-racistes, militants pour l'égalité des droits entre homos et hétéros, les jeunes socialistes sont des combattants contre tous les préjugés et toutes les inégalités.

La question féministe est une question sociale. Les femmes ne représentent pas une catégorie sociale. Elles vivent des situations diverses dans le travail, l'éducation, la famille, l'espace public et l'espace privé. Nous devons pouvoir apporter, en

plus d'un projet féministe global, des réponses spécifiques aux questions posées, comme le travail précaire ou les inégalités de salaire et de responsabilités. Ce combat doit s'inscrire dans notre lutte socialiste globale contre le capitalisme.

**Pour l'égalité des droits**

La marchandisation du corps est un phénomène grave : des hommes et des femmes de tous âges sont assimilés à des objets de plaisir. Certains tentent de justifier la prostitution par de prétendus besoins masculins à satisfaire. Or, l'être humain peut contrôler ses pulsions et le cas contraire relève de pathologies mentales qui se soignent. Aucun « droit à l'orgasme » ne saurait être reconnu comme un droit de l'homme inaliénable. Il est crucial de s'attaquer au proxénétisme et à ces réseaux. La prostitution n'est ni un mal nécessaire ni le plus vieux métier du monde, **c'est une forme d'esclavage**. La solution n'est ni dans le tout-répressif ni dans le laxisme. Nous sommes abolitionnistes mais dans l'attente de réaliser notre objectif, des solutions **sanitaires** et appropriées doivent être trouvées pour inciter les prostituées à se réinsérer et les accompagner dans cette démarche. Il faut effacer la banalisation de l'image des femmes comme objet de plaisir à disposition. **Nous devons également nous interroger sur la responsabilité des « clients ».**

L'enjeu du féminisme pour notre génération est l'application de la loi, et donc de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes. Il n'y a pas de pente naturelle vers l'égalité entre les sexes. Seul un volontarisme politique conscient de l'oppression spécifique des femmes peut emporter cette bataille en faveur de l'égalité et de l'émancipation.

Les violences faites aux femmes, physiques, sexuelles, symboliques morales, sont souvent sous-estimées. Les banlieues n'ont pas l'exclusivité des viols, qu'ils soient collectifs ou non. Ces viols, commis contre les femmes, connaissent une banalisation préoccupante et ces crimes **sexuels et** sexistes ne connaissent pas de réactions politiques particulières. Derrière un sentiment d'impunité généralisé, la conscience de l'interdit disparaît. De plus, les jeunes femmes dans certains quartiers vivent d'autres violences au quotidien. Le silence autour de ces difficultés et de ces violences a été brisé un temps par la médiatisation du mouvement « Ni putes ni soumises » mais il faut continuer à briser ce tabou. **Ce mouvement ne doit pas être le seul à combattre pour cette cause. Toutes les associations féministes et progressistes, dont le MJS, ont leur responsabilité dans ce combat.**

Lionel Jospin a été le premier homme d'État à s'être revendiqué féministe. Comme chef de gouvernement, il a consacré l'égalité dans les droits de la famille et des personnes et porté une loi fondatrice : la parité politique. Mais les fruits de ces révolutions se sont dilués. La parité est devenue une politique de quota. Faute d'avoir inscrit la parité dans un projet féministe global, faute d'avoir pris en compte la diversité des situations des femmes et des inégalités, l'avancée historique de la parité n'a pas concerné toutes les femmes. Il faut continuer ce combat.

La gauche plurielle a contribué à construire l'égalité de droit entre les couples. Avec le PACS, des milliers d'hétérosexuels et d'homosexuels ont trouvé un cadre contractuel adapté à leur choix de vie. Mais un long chemin reste à parcourir : le PACS doit ouvrir aux mêmes droits et dans les mêmes délais que le mariage. A terme, les couples homosexuels doivent avoir aussi accès au mariage. Si nous refusons l'idée même d'un droit à l'enfant, nous défendons en revanche l'universalité de la capacité à être parents. Cette possibilité doit donc être offerte à tous, en mettant tous les moyens, y compris scientifiques et techniques, au service du projet de vie familiale de chaque personne. Tous les candidats à l'adoption, qu'ils soient célibataires ou en couple, hétérosexuels ou non, doivent être pris en compte selon les mêmes critères. De plus, comme le racisme, l'homophobie n'est pas une opinion mais un délit et devrait être sanctionné comme telle.

La politique actuelle de la droite qui, sous prétexte de chercher à organiser la représentation du culte musulman, a choisi de légitimer et, à terme, de renforcer l'implantation d'organisations islamistes, est dangereuse. Sarkozy a fait un choix clair, celui de mettre à mal la laïcité pour pouvoir être le ministre de l'Intérieur qui aura réussi à mettre en place une organisation « représentative » des musulmans en France. Ses prédécesseurs avaient, à juste titre, posé la séparation du religieux et du politique comme préalable à la participation à la construction nécessaire de la représentation de l'Islam en France. Sarkozy a fait le choix dangereux de l'ouverture aux tenants d'un islam politique et aux fondamentalistes, donnant ainsi pignon sur rue à des organisations religieuses opposées aux valeurs de la République. De surcroît, aucune condition et donc aucune vérification concernant la transparence, notamment financière, des organisations membres du Conseil n'a été mise en oeuvre. Les effets s'en font d'ores et déjà sentir à l'intérieur même du Conseil, que les organisations modérées envisagent de quitter. Il nous revient aujourd'hui de militer pour que ce conseil soit fondé sur des bases républicaines et démocratiques, comme de nombreux musulmans le revendiquent aujourd'hui.

Si le Front National est apparu comme le grand vainqueur des élections de 2002, ce n'est pas le fruit du hasard. Il a pris une place d'autant plus grande que les formations politiques traditionnelles peinaient à prendre en compte ces inquiétudes. En cherchant à monter une catégorie de Français contre une autre, en accusant les immigrés et leurs enfants du désordre social, le FN participe de ce renforcement du rejet et de la haine de l'autre. La banalisation de ses idées et son intégration dans le paysage politique traditionnel illustre la rapidité avec laquelle les théories les plus abjectes ont pu progressivement acquérir le statut de propositions politiques crédibles.

## III. UNE GÉNÉRATION MILITANTE

### 1. Sacrifiés ?

#### *Une jeunesse solidaire*

De la mobilisation dans la rue à l'abstention massive et au vote extrême aux élections, le malaise de notre génération en ce début de siècle est évident. Certes, la jeunesse n'est pas un tout uniforme. Mais elle apparaît de plus en plus traversée par la revendication d'un droit à l'avenir, par sa capacité à se révolter et à manifester sa colère contre un monde qu'elle considère injuste.

Élevés dans la crise, nous avons vu nos raisons d'espérer en un monde meilleur s'éloigner et nos mobilisations pour changer la logique de ce monde ignorées. Nous vivons tous le rejet de cette société qui a peur de sa propre ombre.

#### *Touchée par les symptômes d'une société en crise*

Il est faux de penser que les jeunes seraient moins engagés que leurs aînés. Loin d'être mobilisés uniquement pour défendre leurs intérêts propres ou d'être dans la seule contestation, les jeunes sont aussi en capacité d'affirmer des valeurs qui transcendent leur horizon. Nombreux dans la rue pour défendre l'école, contre l'extrême droite dès le soir du 21 avril 2002, ou encore contre la guerre en Irak, ils sont également nombreux à **changer la société dans le cadre** du mouvement associatif, qu'il s'agisse d'associations de quartier ou d'associations pour une autre mondialisation, pour l'annulation de la dette des pays pauvres... Certes, en boudant souvent les cadres institutionnels, **et notamment l'élection de leurs représentants**, en agissant sans pour autant adhérer systématiquement, mais en faisant preuve d'une solidarité qui manque parfois cruellement à nos aînés.

#### *Marquée par l'impuissance du politique*

Le développement de l'individualisme dans les sociétés capitalistes n'a pas épargné la jeunesse. Roller, Playstation et télé réalité sont plus quotidiens à une majorité de jeunes que manif, AG et distributions de tracts. Pour notre génération, la politique c'est, au mieux, les guignols de l'info, au pire les affaires. Toute forme d'engagement est une victoire sur l'individualisme. Mais sans repères politiques, les jeunes sont dans l'incapacité de donner du sens à leur volonté de voir changer les choses.

La jeunesse peut se mobiliser, mais elle est aussi touchée par les symptômes d'une société en crise. Crise de confiance en l'avenir, dans l'autre, en soi. Cette crise est aussi le résultat de notre échec, celui de la gauche dans son ensemble. Parce que nous devons défendre les intérêts des plus faibles, de ceux qui sont démunis **et qui se taisent**, nous devons relayer leurs inquiétudes et leurs interrogations, ainsi que celles de l'ensemble des composantes de la société, du fonctionnaire à l'ouvrier, du jeune Français de la 1<sup>ère</sup> à la 6<sup>ème</sup> génération à l'étranger vivant en France.

Pour ceux que nous avons vocation à défendre, la gauche n'aurait plus aujourd'hui légitimité à changer les choses. Or quand la gauche donne l'impression d'incarner moins qu'hier le progrès, c'est l'espoir qui recule. Quand les clivages entre la gauche et la droite semblent moins lisibles, quand les mesures gouvernementales n'ont des incidences dans la vie

des citoyens **que** des années après leur annonce ou leur vote, la politique ne semble plus avoir de sens. La crise que traverse notre société et la jeunesse avec elle est avant tout celle du sentiment d'impuissance.

**Pour montrer à la jeunesse l'utilité de l'engagement public, un service collectif facultatif doit être instauré. Ce projet de six mois devra se dérouler au sein de la société civile. La collectivité devra alors fournir les moyens nécessaires à ce travail, chaque jeune devant participer ou élaborer lui-même un projet d'intérêt général.**

Les générations précédentes ont vu de grandes utopies se réaliser sous l'impulsion de leur volonté : « génération décolonisation », « génération 68 ». La nôtre n'a plus que le vague espoir de conserver ces acquis. Assommés par les attaques d'une droite décomplexée, premières victimes d'un gouvernement qui précarise les plus fragiles, nombreux sont les jeunes qui considèrent impossible dans un tel contexte de conquérir de nouveaux droits. Comme si nous devions échanger notre retraite contre l'allocation d'autonomie, la sécurité sociale contre le droit au logement pour tous.

## **Stigmatisée et rejetée**

La jeunesse est l'image de cette société, grossie dix fois, traversée par le doute et repliée sur elle-même. Porteuse de nouvelles pratiques culturelles et sociales, elle renvoie la société à son immobilisme et à l'impitoyable travail du temps. La jeunesse est un moment particulier de la vie, celui d'un apprentissage mais aussi d'une construction personnelle. Un fossé générationnel se creuse donc dans la volonté de chaque génération de défendre son identité par rapport aux autres, les plus anciennes rejetant les plus jeunes et inversement. Le fossé se creuse d'autant plus que notre génération est aujourd'hui minoritaire dans notre société. Quel intérêt donc pour une droite-marketing de prendre en compte les aspirations d'un électorat minoritaire ? Aucun.

Autrefois, la jeunesse était **considérée comme** désobéissante. Aujourd'hui elle serait toxicomane, **barbare**, violente et écouterait des radios de sauvages. Ces représentations négatives de la jeunesse apparaissent régulièrement dans les périodes où une génération dérange la précédente dans ses aspirations à la tranquillité. Nous ne sommes pas dupes. Les représentations négatives permettent à ceux qui les énoncent d'accréditer l'idée qu'eux sont bien plus capables que les jeunes générations d'assumer les réalités de la vie.

Cette stigmatisation permanente, orchestrée par une droite qui ne cesse de précariser notre génération dans son insertion, relayée par les médias, renforce la remise en cause du droit à l'avenir de notre génération.

### **Le credo de la droite : flexibilité et précarité**

Alors que la consommation de drogues est loin d'être le monopole d'une génération ou d'une catégorie sociale, force est de constater que dès que l'on parle de drogues, c'est l'image d'un jeune, de préférence en baskets, qui vient à l'esprit. Nous devons réaffirmer que la question des toxicomanies et de ses usages doit être traitée selon une approche sanitaire et sociale, et non comme un vice réservé à une jeunesse dépravée.

La loi sur les toxicomanies n'est plus adaptée à la réalité des consommations de drogues depuis plus de 20 ans. Comment prétendre être crédible en la matière quand Sarkozy fait peser une menace de confiscation de scooter pour un pétard alors qu'aucune pédagogie de la consommation n'est élaborée concernant l'alcool ou le tabac ? L'approche de la question doit être globale. Or, le cadre que nous offre la législation actuelle par le biais de la loi de 1970 est criminalisant, dépassé et hypocrite. Alors que la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et la Toxicomanie avait initié en 1999 une véritable révolution dans l'approche de la puissance publique concernant cette question, ses propositions n'avaient pas été suivies d'effets. Aujourd'hui la droite s'empare de la question des toxicomanies uniquement sous l'angle sécuritaire. Nous militons pour qu'un débat public serein et efficace puisse avoir lieu sur cette question, pour qu'une information claire sur les risques et les dépendances puisse être adressée aux publics concernés, **notamment en ce qui concerne les drogues de synthèse et la polyconsommation**. Pour cela, la loi de 1970 doit être abrogée. **Parce que les usagers de drogue sont des victimes avant d'être des délinquants**, la consommation et l'usage de toutes les drogues doivent être dépénalisés. **La distribution des drogues dures et des produits de substitution dans le cadre médical ne doit plus se faire en cationique**. **Les lieux de prévention, de suivi et de soins doivent être implantés au plus près des besoins**. **La consommation et l'usage du cannabis sous toutes ses formes doit être légalisé, sa production et sa commercialisation doivent être placées sous le contrôle de l'Etat et ce à la fois pour garantir la qualité des produits et lutter contre le trafic.**

## Quand la droite décide de briser une génération

Quel avenir pour notre génération ? Celui de mauvais films de science-fiction qui se plaisent à toujours offrir du futur la vision la plus sombre qu'il soit. Cette vision est malheureusement dominante aujourd'hui. « Le déclin est inéluctable », « profitez en bien », « le pire est à venir ». Carpe diem devant la PS 2. On comprend facilement le pouvoir destructeur de cette logique.

Quel avenir donc ? Chômage, précarité ? Non, nous pensons qu'il est possible d'agir sur le cours des choses. Nous pensons que le chômage de masse peut être dépassé en permettant notamment une meilleure insertion professionnelle des jeunes sur le marché du travail. A l'heure actuelle, pour beaucoup de jeunes, celle-ci rime avec petits boulots, stages reconduits plusieurs mois, puis CDD et enfin, parfois un CDI, dont chacun s'accorde à reconnaître qu'il n'est pas non plus **exempt d'éléments d'exploitation**. D'ailleurs, quand enfin nous pouvons accéder à un emploi, pour 3 jeunes sur 4, c'est la précarité qui les attend.

Un chiffre : les moins de 25 ans sont victimes de plus de 20 % des accidents du travail alors qu'ils ne représentent que 8,5 % des travailleurs. **Ce taux élevé** n'est que la partie émergée de l'iceberg. Un indicateur parmi d'autres de la plus grande dureté de leurs conditions de travail, de la flexibilité et du haut taux de rotation de la main d'œuvre et du manque de formation qu'ils reçoivent sur leur lieu de travail.

Quand 53 % des jeunes pensent que les diplômes ne garantissent plus l'avenir, quand près de la moitié envisage d'entrer dans la fonction publique pour s'assurer une situation professionnelle stable, on ne peut nier l'univers d'insécurité dans lequel la jeunesse évolue et se construit. Un univers d'insécurité savamment organisé car cet état de fait ne doit rien au hasard. Il n'est autre que le fruit de la volonté d'une droite au service du libéralisme économique, avec comme postulat de base que le marché régule tout, que l'action des hommes pour corriger les injustices qu'il engendre grippe le système et nuit à son efficacité. Pire, les plus faibles de ces travailleurs, les jeunes notamment, sont utilisés comme souris d'un laboratoire dont l'objectif est de généraliser ses techniques de management. Les jeunes, comme les plus âgés, sont ainsi les premiers touchés par la dégradation générale des conditions de travail. La mise en place de nouvelles formes d'organisation - production en flux tendu, sous-traitance, intérim - les touche de plein fouet. Contre les garanties collectives arrachées par des travailleurs, les libéraux et la droite font de la flexibilité et de la précarité leur credo pour organiser le monde du travail. Le danger est que certains de nos aînés voient dans cette nouvelle précarité une sorte de rite initiatique à la vie telle qu'ils l'ont connue et donc ne considèrent pas le combat contre la précarité des jeunes comme une priorité. Pourtant, sans cette prise de conscience, notre avenir risque de ressembler beaucoup à notre présent.

### Conclure un pacte de confiance avec la jeunesse

Quand le droit d'avoir et de construire son propre avenir leur est refusé, les jeunes ne peuvent plus choisir qu'entre deux solutions : se résigner ou se radicaliser. Boudier les urnes ou voter Le Pen le 21 avril 2002.

## Espérer grâce à la gauche

Sortir la crise de la tête des jeunes générations nécessite de restaurer confiance et dialogue. Redonner confiance en développant une véritable politique publique d'accès à l'emploi par la création de contrats type « emploi-jeune » mais avec de vrais engagements de l'Etat sur leur pérennité et une formation incluse dans le temps de travail, et non des « contrats jeunes » qui ne sont rien d'autres que des cadeaux faits aux entreprises et **la mise en place d'un apprentissage institutionnalisé de la docilité pour le salariat**. Redonner confiance, c'est aussi mettre en place une charte nationale des stages qui permette aux jeunes de se voir garantis un salaire et un objectif pédagogique à leur immersion dans l'entreprise. C'est enfin continuer de développer un véritable enseignement professionnel qui met l'entreprise au service de l'école et non l'inverse.

Sortir la crise de la tête des jeunes, c'est aussi apaiser les tensions internes à notre génération et permettre le vivre-ensemble. Les difficultés d'insertion économique et sociale font de la compétition, de la course à l'emploi, le seul moyen d'avoir sa place dans la société. L'individualisme, ainsi que le consumérisme, font de la possession de biens et de l'affichage de signes extérieurs de richesses les fondements de l'épanouissement individuel. Pire encore, ils en font les fondements de l'intégration sociale. Rejetés économiquement, les plus pauvres d'entre nous le sont aussi socialement, sans

espoir d'exister autrement que par ce qu'ils possèdent. Affirmer les valeurs de la gauche, c'est refuser que la consommation occupe un rôle central dans nos vies, c'est refuser le productivisme qui gangrène notre société. Produire des richesses n'a pour nous pas de sens si elles ne sont pas redistribuées pour une plus grande égalité des peuples.

Si vivre ensemble est de plus en plus difficile pour notre génération, c'est aussi parce qu'elle est marquée par le développement des communautarismes, contre la seule communauté pertinente : la République. Le conflit israélo-palestinien fait désormais partie de notre quotidien. Nous ne pourrions que nous féliciter de cet intérêt pour l'actualité et les questions internationales, s'il ne se traduisait que trop souvent par une transposition de ce conflit au sein de la République. Ayant du mal à construire leur propre identité, privés des clés de compréhension de cette guerre, les jeunes sont rapidement victimes des amalgames et de l'intolérance prônée par les extrémistes de tous bords. Contre le repli sur soi, le communautarisme et l'intolérance, la gauche doit militer au quotidien, pour que nous puissions vivre ensemble, enrichis de nos différences.

## 2 – Autonomes et émancipés !

### *La jeunesse, force de progrès*

Lorsque son propre avenir lui est volé, quand son droit à transformer les choses lui est refusé, quand, rejetée par ses aînés, elle perd parfois espoir en elle-même, la jeunesse ne se laisse jamais contester très longtemps son rôle de moteur social. Tout le monde a en tête les événements de mai 68, mais d'autres exemples plus récents : mur de Berlin et Tien An Men hier, Iran aujourd'hui... Notre capacité à ne pas voir les choses comme immuables, à ne pas accepter ce qu'ont dû subir nos parents, à contester toutes les chapes de plomb et régimes autocratiques, voilà notre force. C'est cette force qui fait peur aujourd'hui, comme elle faisait peur hier.

Parce que la jeunesse est un temps particulier de la vie, parce que ses horizons sont plus lointains, ses contingences moins pesantes, elle a su, à de nombreuses reprises dans l'histoire de beaucoup de pays, proposer des avancées démocratiques et sociales. Au sortir de la seconde Guerre Mondiale, des étudiants résistants, rompant avec l'apolitisme, rédigèrent la Charte de Grenoble qui définit l'étudiant comme un « jeune travailleur intellectuel en formation » ayant des devoirs et des droits. Les principes inscrits dans cette charte sont aujourd'hui encore d'actualité : transformation sociale, justice, solidarité, émancipation, autonomie des luttes et des revendications.

### *Vers des structures militantes autonomes*

Les jeunes, plus que les autres, contestent l'ordre établi des choses. Leur volonté d'être acteurs de leurs revendications, d'être reconnus comme pouvant apporter des réponses à leurs difficultés quotidiennes ne date pas d'aujourd'hui. Déjà en **1946**, les étudiants rassemblés à Grenoble avaient mis l'accent sur la nécessité pour les jeunes de définir « librement » leurs tâches et revendications. Pour remplir cet objectif, la jeunesse s'est dotée de structures propres : syndicats étudiants, lycéens ou travailleurs, organisations politiques ou associatives.

#### ***L'autonomie permet à chaque génération de s'approprier ses cadres de militantisme et d'action***

Les organisations de jeunesse sont souvent les premiers pas vers l'engagement, des passerelles vers des cadres d'action et de militantisme plus traditionnels. Il n'est pas anodin qu'elles se soient développées au moment même où les jeunes se faisaient plus rares dans les partis politiques, dans les syndicats ou encore dans les associations. Trop souvent, les jeunes hésitent à franchir le cap de l'engagement militant, découragés par leurs difficultés d'insertion dans la société et par le

sentiment que la politique ne peut plus rien. Mais leur manque d'envie et de foi dans le combat collectif s'explique aussi par l'éloignement des structures politiques de leurs préoccupations, de leurs rythmes, de leurs modes de vie. Souvent trop statiques, trop fermées, les organisations politiques, associatives ou syndicales sont peu accueillantes pour des jeunes en quête d'engagement, d'action et de réflexion. Les organisations de jeunesse permettent d'éviter ces écueils.

L'autonomie permet à chaque génération de s'approprier ses cadres de militantisme, ses modes d'action, ses rythmes militants, ses combats et choisir ses dirigeants. Par l'apprentissage du débat, par la confrontation d'idées, dans un cadre où la prise de parole est moins intimidante, nous avons enfin le sentiment d'être utiles. Nous cessons d'être les « jeunes de service » pour être enfin des militants à part entière, responsabilisés et émancipés. Ces organisations ont un rôle essentiel dans la formation de la conscience politique de la jeunesse. Elles bâtissent des générations militantes.

## Prendre en main notre avenir

Cette autonomie des structures permet une autonomie des revendications. Les préoccupations des jeunes sont souvent éloignées de celles que la société leur attribue. Quand les jeunes définissent eux-mêmes leurs revendications, elles sont riches de leurs différences et de leurs espoirs. La liberté dans une structure dont les jeunes ont la responsabilité leur permet de construire et de s'approprier de nombreux combats.

L'autonomie des organisations de jeunesse est la meilleure garantie de leur légitimité à travers la crédibilité des projets qu'elles portent, mais aussi de leurs prises de position. Cette double légitimité traduit la capacité des jeunes à prendre leur destinée en main.

Loin d'être irresponsable, dilettante et inconsciente, la jeunesse, lorsqu'elle choisit de se rassembler et de s'organiser, démontre qu'elle est capable de participer à la construction de son présent et de son avenir. Ainsi, alors que certains nous imaginent comme de simples rouages d'une machine qu'ils peuvent contrôler, nous revendiquons le droit de participer, avec eux, à égalité, à la gestion et la définition de nos cadres de vie. Nous revendiquons le droit pour les lycéens et leurs organisations syndicales de participer à la gestion effective de leur lycée et de la définition de leurs enseignements. Il en est de même pour les étudiants dont l'action est indispensable pour faire que le service public d'éducation réponde aux enjeux de la massification de l'enseignement supérieur par une véritable démocratisation du système. L'implication des étudiants dans l'évolution du système de protection sociale au sortir de la guerre a été essentielle. Sans la capacité collective des jeunes à s'organiser et à mettre en œuvre des actions concrètes, la situation notamment des plus faibles d'entre eux, n'aurait pas évolué aussi rapidement. Sans la participation des étudiants et des lycéens, l'école de la République n'assurera peut-être jamais sa mission émancipatrice et ne restera que ce qu'elle est aujourd'hui : l'école de la reproduction des élites.

Nombreux ont été les combats de notre génération. Le PACS en était un. Reconnu aujourd'hui comme une avancée sociale majeure par tous les hommes et femmes de gauche, il n'aurait probablement pas pu voir le jour sans l'investissement d'associations, de quelques élus et des collectifs « générations PACS ». Quand le courage a pu manquer à bon nombre d'élus de gauche, socialistes compris, pour accomplir cette promesse électorale de Lionel Jospin en 1997, l'action de ces collectifs a été déterminante. L'unité de la jeunesse de gauche syndicale, mutualiste, associative et politique a permis de donner un sens revendicatif fort à la Gay Pride de 1999 et a aidé les quelques politiques à défendre ce projet. La jeunesse peut donc changer les choses, pour peu qu'elle en ait les moyens.

## Des militants éclairés face aux médias

La vie politique, telle qu'elle est représentée dans les médias, se résume trop souvent à un enjeu de personnes, une lutte pour le pouvoir. Les discours et pratiques politiques se sont adaptés à cette nouvelle forme de médiatisation par souci de gagner la bataille de l'opinion publique. Le fait d'être vu à la télévision suffit à légitimer n'importe quel acteur ou n'importe quel discours. Les responsables politiques s'affichent devant les caméras dans l'espoir de donner une image, un son qui permettra de faire sortir le téléspectateur de son salon. Les médias organisent ainsi une parodie de la démocratie, dans laquelle les politiques doivent jouer s'ils veulent apparaître dans le débat public. **La réhabilitation du politique passe forcément par une redéfinition de ses rapports avec les médias. Le service public doit jouer un rôle de précurseur en accordant une place convenable aux débats politiques à des horaires décents et à des cadences beaucoup plus régulières passant outre une logique mercantile.**

Nous pensons qu'il est nécessaire de munir le citoyen de clés **de lecture** contre la manipulation **éventuelle** des médias. Nous sommes quotidiennement matraqués d'images de toute nature, face auxquelles il est nécessaire de pouvoir prendre de la distance. Cette maîtrise des codes ne sera possible que si l'école mène une vaste politique d'éducation à l'image. Il est aussi de notre rôle de donner les clés de lecture en tant que militants politiques et d'éducation populaire.

## **Permettre l'autonomie pour être utile à notre camp**

Beaucoup d'organisations se dotent de structures leur permettant une visibilité plus forte auprès des jeunes. La gauche donne d'ailleurs l'exemple : La Souris verte - Le Forum des Jeunes Verts, Jeunes communistes, Jeunes CGT, RAJ. Si toutes ces structures ne sont pas encore complètement autonomes, l'évolution de leur rapport avec leur organisation mère va très nettement dans la direction d'une plus grande prise en compte des spécificités de la jeunesse.

Il ne surprendra personne que la droite préfère valoriser, dans son guide « Envie d'agir » l'engagement dépolitisé, consensuel, conforme au pragmatisme cher à Raffarin, plutôt que tout ce qui pourrait paraître trop idéologique ! En faisant du Conseil national de la jeunesse une coquille vide, en coupant drastiquement les subventions de nombreuses associations de jeunes, la droite apparaît aujourd'hui tentée par l'instrumentalisation, par la mise en avant de structures qui ne sont en réalité que des outils de communication envers la jeunesse. Contre la jeunesse-alibi, nous défendons le droit des jeunes à s'exprimer librement.

### **L'autonomie des organisations de jeunesse, un principe à affirmer**

La jeunesse a besoin qu'on lui donne les moyens de s'organiser et de se défendre. Dans le cas inverse, elle continuera, comme d'autres catégories tout aussi faibles, à ne pas pouvoir apporter sa pierre à l'édifice. Elections après élections, la France se lamente devant l'abstention constante des 18-24 ans. Peut-on essayer de favoriser la citoyenneté des jeunes sans pour autant reconnaître à leur juste place les

associations dont ils sont les acteurs ? Dans de nombreux pays européens, ces associations, organisations politiques et syndicales sont reconnues, aidées financièrement par l'Etat et donc légitimées. Il est temps qu'en France une réflexion soit ouverte sur le rôle des organisations de jeunesse, et notamment sur le statut des organisations politiques de jeunesse. Acteurs politiques, oeuvrant pour la citoyenneté des jeunes, ne pourraient-elles pas, sous conditions, comme leurs sœurs suédoises, recevoir des subventions de l'Etat ? Ouvrons le débat !

Face à la tentation de la droite de verrouiller toute initiative, la gauche ne doit pas avoir peur de ces cadres d'émancipation et d'engagement des jeunes. Favoriser l'engagement des jeunes, les cadres collectifs contre le repli sur soi, prendre en compte les aspirations de notre génération est une nécessité pour elle. Mais les débats de ces organisations de jeunesse ont aussi vocation à irriguer les réflexions de nos aînés tout comme leur expérience et leur expertise doivent servir de repères à ces dernières. En témoigne la reprise par le candidat Lionel Jospin en 2002 du projet d'allocation d'autonomie, né au sein des organisations de jeunesse syndicales puis politiques. La capacité de la gauche politique d'échanger, débattre et militer avec l'ensemble des organisations de jeunesse ne pourra qu'enrichir ses projets. L'objectif est d'apporter aux autres et non de se replier sur soi-même. Quand les jeunes se dotent de structures propres, ils apprennent plus facilement à débattre, à construire un projet. Ils prennent goût au militantisme, à l'action collective. Passé le temps de la jeunesse, l'enjeu est qu'ils poursuivent leur engagement, sous une forme ou sous une autre, pour qu'il soit plus qu'un moment : une étape. A condition de savoir dessiner les passerelles.

**Parce que la démocratie repose sur la représentation mais aussi sur la participation des citoyens, ouvrir de nouveaux espaces démocratiques est indispensable. La démocratie participative ne doit pas être un cri de ralliement démagogique mais une véritable chance : la chance de rendre les citoyens acteurs de leur vie politique. Concrétiser cette chance, c'est prouver qu'elle sait s'inscrire dans l'action locale. Au MJS d'impulser la création de conseils qui impliqueront concrètement et durablement les jeunes à chaque échelon politique (municipal, départemental, régional...) afin de responsabiliser des jeunes qui porteront la voix de toutes les jeunesses et de créer des forces de propositions et d'actions dont les collectivités relaieront les revendications. Pour cela, le MJS doit se battre pour que chaque conseil soit autonome et agisse dans plusieurs champs : avoir une double mission de consultation et d'interpellation, être une force de proposition, impulser des projets, offrir un espace de formation citoyenne. Loin d'être confinés dans des thèmes stéréotypés, ces conseils doivent avoir des compétences transversales pour défendre une approche globale de la politique. Nous devons être vigilants quant à leur éventuelles instrumentalisation. Dotés de véritables pouvoirs et d'un budget, ils porteront la vie politique vers les jeunes citoyens dans toute leur diversité (géographique, associative, politique, syndicale, mutualiste...). Si les jeunes s'approprient ces conseils, les font vivre et en sont responsables, le pari sera gagné et une nouvelle étape sera franchie dans l'enracinement de la démocratie.**

### 3 – Une organisation en mouvement

Etre de gauche **et s'engager** n'est pas inné. **Se mobiliser** pour des idéaux socialistes au sein d'un cadre collectif dans une société qui valorise la réussite individuelle, la concurrence et la méritocratie, n'est pas chercher la facilité. Notre organisation doit jouer pleinement son rôle de laboratoire d'idées, d'action et d'intervention propre aux jeunes qui souhaitent œuvrer dans la jeunesse avec les socialistes. Nos objectifs sont donc bien de convaincre que le socialisme est le seul projet à pouvoir répondre aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle, de **faire prendre conscience** de l'importance du vote, de l'engagement collectif, et donc de faire que de plus en plus de jeunes s'engagent au MJS, y trouvent leur place.

#### **Une organisation autonome**

Le Mouvement des Jeunes Socialistes a 10 ans. **Combat permanent de tous les militants**, cette autonomie conquise nous permet aujourd'hui d'écrire ces lignes, c'est-à-dire de définir seuls notre orientation politique nos modes d'actions militantes, et d'élire nos dirigeants. Faire vivre cette autonomie est de notre responsabilité car nous pensons qu'elle est à la fois nécessaire à la jeunesse et au socialisme. Utile à la jeunesse, car elle fait de nous l'incarnation de notre génération dans la famille socialiste. Utiles à la famille socialiste car libres de nos réflexions, nous pouvons l'en enrichir.

Le MJS est aujourd'hui une organisation légitime et respectée par notre famille politique mais aussi par les organisations qui s'inscrivent dans le camp de la transformation sociale. Personne ne doute de notre utilité pendant les campagnes électorales quand les militants du MJS sont présents en nombre aux côtés des socialistes ou des candidats de la gauche dans les meetings, les distributions de tracts ou les collages. Peu doutent de notre utilité quand, en dehors des périodes de campagnes électorales, nous assurons la visibilité de la famille socialiste dans des lieux où elle milite peu ou dans des manifestations où elle n'est pas forcément la bienvenue. La qualité de notre militantisme et de nos réflexions politiques est intimement liée à notre autonomie, qui la conditionne. Le MJS est souvent considéré comme un poil à gratter de la famille socialiste. Sa liberté de ton, de débat et de militantisme est un atout pour la construction du projet de transformation sociale des socialistes.

#### **Un mouvement ouvert sur les autres**

Depuis longtemps, nous faisons l'analyse au MJS que les jeunes ne vivent pas les mêmes situations, pas la même réalité. Les jeunes socialistes ne doivent pas seulement s'adresser à une partie de la jeunesse. Notre mouvement a pour vocation d'être l'outil de tous les jeunes de 15 à 29 ans, quel que soit leur parcours et leur identité. Nous ne nions pas les difficultés de toujours élargir et diversifier notre base militante. C'est pour cela que nous choisissons résolument de revaloriser l'engagement militant, que nous avons toujours défendu une grande autonomie des fédérations avec des cadres qui permettent à chacun d'y trouver sa place, selon le principe du militantisme à la carte. L'intégration de nos sympathisants à nos actions militantes doit être plus systématique. Nous devons continuer à nous ouvrir sur l'extérieur en organisant des café-débats et en généralisant des rencontres régulières avec nos partenaires des autres organisations politiques de gauche, par exemple dans le cadre de Forums Permanents de la Jeune Gauche. De plus, afin d'assumer des relations fortes et de confiance avec nos partenaires du mouvement social, syndicats et associations de jeunes, le MJS doit être à l'initiative, comme il l'a été dans l'organisation du contre événement **en marge** du congrès du FN à Nice le 21 avril 2003, de collectifs jeunes locaux et nationaux.

#### **Un mouvement d'éducation populaire**

Le MJS doit renouer aussi avec sa vocation de mouvement d'éducation populaire. Notre partenariat avec la « structure jeune » de la fédération Léo Lagrange, RAJ, doit être maintenu et renforcé **et des initiatives nouvelles doivent être développées avec l'ensemble des acteurs de l'éducation populaire**. Ces nouvelles formes de militantisme déjà expérimentées dans certaines fédérations ont fait leurs preuves notamment dans la reconquête des quartiers populaires. Nous refusons que la société du temps libéré, avec la démocratisation des loisirs et de la culture qu'elle engendre, renforce les inégalités. Nous voulons qu'elle permette de mieux vivre ensemble. Le MJS doit aussi assumer sa part de responsabilité. A l'heure où la jeunesse est incriminée par la société comme une des causes premières de la délinquance et du désordre public, à l'heure où les discours et les actes sécuritaires éludent les obligations éducatives et préventives de l'Etat, c'est à nous, militants jeunes socialistes, de se réinvestir dans des actions d'éducation populaire. Nous devons donc être à l'origine d'initiatives militantes dans les quartiers mais aussi les campagnes, pour permettre aux jeunes de se responsabiliser en

tant que citoyens et acteurs de la vie de la Cité. Nous devons donc à la fois proposer des actions militantes concrètes et participer à la formation de chacun en construisant avec lui sa conscience politique : dépolluer une plage souillée par du pétrole brut en expliquant les causes de cette catastrophe par exemple, mais aussi organiser une projection de film en offrant une lecture politique de l'œuvre au travers de débats. **Si les mouvements de jeunesse politiques ne sont ni des partis ni des associations comme les autres, ils participent de part leur mission d'éducation populaire à la réalisation d'une citoyenneté accomplie. Nos organisations doivent donc acquérir un statut qui leur permette d'obtenir des subventions.**

## **Au cœur du mouvement social**

Etre au cœur du mouvement social n'est pas une incantation. Il ne s'agit d'ailleurs pas de prétendre devenir autre chose que ce que nous sommes, des militants politiques. C'est une démarche pratique, un moyen d'élaborer les revendications que nous porterons demain, un moyen aussi de pouvoir les faire entendre. Le fossé entre citoyens et politiques que nous avons ressenti plus fort que jamais lors des dernières élections, c'est aussi le fossé entre les mots des militants politiques et les mots des citoyens. Ce fossé, nous ne le réduisons pas en faisant appel à de meilleurs communicants, mais en rendant au militantisme socialiste sa vocation première, celle de traduire en réponses politiques les aspirations à un monde plus juste. Car il ne suffit pas seulement d'être aux côtés du mouvement social. Il s'agit pour nous d'être au cœur des luttes face à un libéralisme toujours plus destructeur, pour défendre ceux qui souffrent, qui galèrent dans des logements insalubres, qui ne vivent que dans la précarité, qui sont victimes de discriminations. Notre objectif est clair : nous devons émanciper ceux qui souffrent de leur condition sociale en traduisant leurs revendications dans un projet politique.

Nos liens avec les organisations du mouvement social, avec tous ceux qui ont fait le pari de transformer la société, doivent être généralisés et approfondis, pour aller vers toujours plus d'égalité et de progrès. C'est dans cette volonté que réside pour nous l'avenir du socialisme. Parce que nous pensons qu'il existe des camps politiques, et que ces camps transcendent les frontières des organisations existantes, nous pensons nécessaire que la gauche syndicale, politique ou associative travaille de concert à l'élaboration d'un projet cohérent de transformation sociale, **dans le respect de l'autonomie des acteurs**. Militants politiques, nous ne croyons pas en cette primauté du politique sur un mouvement social incarné par les syndicats et les associations. Nous ne croyons pas plus en une soi-disant fusion militante qui voudrait que militants politiques actifs nous ayons la possibilité, ou même l'envie, d'être responsables à la fois dans un syndicat, une mutuelle ou une association. Syndicalisme, mutualisme, associatif et politique sont les différents outils de mobilisation de notre camp social. Sans interaction permanente entre les militants de ces différentes sphères, la gauche ne pourra élaborer un projet global et émancipateur.

### **Construire ensemble notre projet de transformation sociale**

Les engagements syndicaux, politiques, mutualistes et associatifs sont différents et c'est pour ces différences que des militants en choisissent certains plutôt que d'autres. Il ne s'agit pas de les nier, au contraire. C'est parce que nous sommes des militants politiques qui savons que nous ne détenons pas la vérité seuls, parce que nous croyons en la spécificité du syndicalisme et de l'engagement associatif, que nous pensons pouvoir être enrichis par des expériences militantes différentes des nôtres. Les militants du MJS doivent également **adhérer et militer** dans les syndicats et les associations, non seule-

ment pour participer au rapport de force mis en place par ces organisations, mais aussi pour apprendre au quotidien les spécificités de ces engagements, de leurs revendications. C'est par ce travail d'ouverture, que nous pourrions élaborer collectivement un projet de transformation sociale porté par l'ensemble de notre camp politique mais aussi le plus en résonance avec notre camp social. Un projet de transformation sociale cohérent, réellement porteur d'espoir et en capacité de changer profondément l'ordre des choses. Aujourd'hui, des organisations syndicales organisent des actions communes avec nous, voire en prennent l'initiative. Fruit d'un long travail de dialogue et d'écoute, ces relations avec ceux qui construisent notre camp social, en réaction au libéralisme mais aussi aux extrémismes, sont précieuses. Et doivent constituer une priorité pour notre organisation.

La gauche politique est parfois responsable de la division du camp auquel elle appartient. Mais quand des centrales syndicales choisissent de couper les liens avec la gauche politique, quand pour certaines, discuter avec la gauche et la droite c'est du pareil au même, nous ne pouvons que nous en inquiéter pour l'avenir de la transformation sociale dans notre pays. Cette attitude nuit aux plus faibles. Le politique n'a pas toujours raison, les organisations du mouvement social non plus. Nos adversaires politiques, le libéralisme et la droite, n'ont que trop bénéficié de nos divisions. Unis, conscients qu'il

existe des camps et que c'est son camp qu'il faut d'abord défendre, nous serons en capacité de les faire reculer.

**Notre présence au sein du mouvement social est à affirmer. Afficher notre appartenance à une famille politique n'est pas une violation de l'autonomie du mouvement social. Montrer ainsi notre appartenance au MJS est important pour notre propre identité mais aussi pour marquer la présence des socialistes aux yeux de tous.**

Notre participation au mouvement social ne peut être une posture d'opposition. Elle est aussi nécessaire lorsque la gauche est au pouvoir. Entre 1997 et 2002, le MJS a ainsi participé à de nombreuses mobilisations en phase avec nos combats identitaires : lutte contre la mondialisation libérale, lutte pour le droit de vote des étrangers, le PACS, mobilisation contre l'arrivée au pouvoir d'Haider en Autriche... Nous devons toujours être un aiguillon pour un gouvernement de gauche et ne jamais oublier que le dialogue avec les syndicats comme les mouvements sociaux sont des éléments fondamentaux de progrès social. Bien sûr, le dialogue social ne doit pas dédouaner le politique de sa responsabilité de proposer un débouché politique. Mendès disait « Gouverner, c'est choisir ». Socialistes, nous acceptons de faire des choix, qui sont parfois contraires aux attentes immédiates des syndicats ou des associations. Parce que notre action ne s'inscrit pas dans le court terme et que tout n'est pas possible en même temps, nous devons hiérarchiser nos priorités mais déterminer avec nos partenaires des objectifs communs.

### **L'unité de la jeune gauche**

Nous pensions, lorsque la gauche était au pouvoir, que l'unité de notre camp politique était une nécessité pour engager une action réformatrice en profondeur. Nous pensons aujourd'hui, alors que la gauche est dans l'opposition et que le rouleau compresseur de la droite est mis en marche, que les projets de société que nous proposerons seront moins pertinents divisés qu'un projet global et alternatif de la gauche. La Gauche Plurielle n'existe plus, la Gauche Unie n'est encore qu'un slogan. A nous aussi, à notre niveau, de permettre à nos aînés que l'union de la gauche ne se fasse pas que dans la douleur des négociations électorales. Malgré les différences, nous devons travailler à un rapprochement idéologique et politique de la gauche réformatrice qui accepte les contraintes de l'exercice du pouvoir. Cela doit se faire en deux temps : d'abord multiplier les actions militantes en commun sur les sujets qui nous rassemblent ; ensuite créer des cadres de discussions réguliers pour échanger et confronter nos points de vue. Les Etats généraux des jeunes pour la transformation sociale doivent devenir des rendez-vous annuels. De plus, des rencontres très régulières **et des actions unitaires** doivent se tenir entre les organisations de la jeune gauche, tant au niveau national que fédéral.

### **Une organisation en ébullition permanente**

Il est parfois difficile de s'engager. Il y a en France plus de jeunes socialistes que d'adhérents au Mouvement des Jeunes Socialistes. Ce triste constat ne doit pas être pris à la légère. A une période où la droite détruit tout ce que la gauche a fait, nous devons nous donner les moyens de devenir un mouvement avec une plus grande audience pour mobiliser la jeunesse, fédérer les revendications et construire une alternative crédible. Pour cela, nous devons être au plus près des lieux de vie de jeunes : lycées, universités, centres-villes, quartiers, entreprises, ANPE, zones rurales. Le MJS s'est développé depuis plusieurs années dans les quartiers populaires. Beaucoup reste à faire. Cela doit être plus encore qu'hier une priorité. Nous ne pourrions pas nous poser la question de notre représentativité sans militer pour être présents sur l'ensemble du territoire. Parce que nous n'avons besoin ni d'alibi ni d'affichage, nous militons pour que le MJS soit représentatif de la diversité de la jeunesse, qu'il s'agisse de ses adhérents ou ses responsables.

Ceci implique d'innover dans notre militantisme. C'est ainsi que nous pourrions rendre notre mouvement plus attrayant et montrer aux jeunes que la gauche a besoin d'eux. Nous devons permettre un engagement dans la durée pour une jeunesse habituée à vivre dans l'instantané et dans le résultat immédiat. Il faut donc permettre de généraliser des initiatives militantes originales en envoyant tous les mois aux animateurs fédéraux une lettre récapitulant les actions menées dans les fédérations, et en créant autour du secrétaire national chargé des fédérations un pôle « développement du MJS ».

La participation des militants à l'élaboration de notre orientation ne doit pas se réduire aux périodes de congrès. Outre une convention nationale, des consultations militantes devront être organisées sur des questions de fonds.

## **Mobilisés contre la Droite...**

C'est donc ici que commence notre travail : s'opposer à la droite. A dire vrai, si les questions posées par les mouvements récents sont celles de l'école, des services publics ou des retraites, ce n'est pas un hasard. Toutes se concentrent sur des valeurs qui ont des implications concrètes dans le quotidien : l'égalité et la solidarité. Ces mobilisations résultent directement de la politique du gouvernement de droite. Les menaces de régression sociale qui planent sont lourdes.

Face à ces menaces, nous devons attaquer et pas seulement défendre : attaquer une conception du service public réduit au strict minimum. Attaquer la mise en concurrence de tout et de tous vue comme le moyen d'une plus grande efficacité, évidence tout simplement contredite par les faits : la déroute du rail anglais, les prix de la poste suédoise, les coupures d'électricité en Californie. Attaquer enfin l'attitude méprisante voire violente de la droite face aux mobilisations, alors qu'elle se fait pourtant le chantre du « dialogue social ».

La responsabilité des jeunes socialistes consiste donc à mener une bataille culturelle exigeante pour convaincre sur nos valeurs : justice sociale, égalité, redistribution des richesses, développement durable et progrès. Résolument opposés à la politique du gouvernement, nous n'oublions pas que son action engendre des inégalités, détruit le lien social, provoque la stigmatisation de l'autre et la haine. Défendre, attaquer, proposer doivent guider notre militantisme pendant les quatre prochaines années.

## **...Contre l'extrême-droite**

Notre opposition à la droite ne nous fait pas oublier que, dans son ombre une force politique prospère : l'extrême droite. Le Pen en rêvait, Sarkozy l'a fait, peut-on entendre ici ou là. Le ministre de l'Intérieur et la majorité de son parti pensent que le meilleur moyen de lutter électoralement contre l'extrême droite est de lui prendre son espace politique. Pour nous le problème n'est pas qu'électoral. La lepénisation des esprits est une réalité. Quand l'UMP vote des lois qui stigmatisent les prostitués, les gens du voyage ou les étrangers, Le Pen apparaît comme le premier conseiller de la droite républicaine. Nous devons rester sans concession face à l'extrême droite. La lutte contre l'extrême droite est un combat identitaire du MJS, mais aussi de notre génération. Combien d'entre nous ont commencé à s'engager en réaction contre Jean-Marie Le Pen ? Beaucoup dans la nuit du 21 avril 2002, beaucoup avant cette nuit-là aussi. Ces dernières années, en France mais aussi en Europe, nous avons tous été marqués par la montée des droites extrêmes, qu'elles soient populistes, fondées sur l'intégrisme religieux, sur les principes du fascisme ou du racisme. Malgré les manifestations, les multiples alertes face aux dangers que pouvaient constituer ces extrêmes, nous ne pouvons que constater notre échec. Le combat contre l'extrême droite s'inscrit dans un combat politique global sur les valeurs, sur les formes d'organisation collective d'une société, il ne doit donc pas être cantonné à une lutte spécifique et fragmentée. La délégation de ce combat à d'autres, l'instrumentalisation et la non-explication du programme du FN pendant les campagnes électorales, sont des causes de notre impuissance à le faire reculer dans les urnes et dans les têtes. Nos moyens d'action sont donc à revoir.

### **Inventer de nouvelles formes de militantisme pour mieux combattre l'extrême-droite**

Crier « F comme Fasciste, N comme Nazi » peut faire du bien à un militant de gauche, mais il ne convaincra pas les jeunes pour qui voter ou adhérer au FN semble le meilleur outil de contestation de l'ordre établi, cet ordre qui les rejette ou les humilie souvent. Pour tout dire, il ne nous convainc pas nous-mêmes. Il s'agit donc pour nous de multiplier les explications, ne laisser aucun terrain idéologique et militant aux frontistes, leur opposer un discours cohérent et accessible à tous. Pédagogie, arguments contre arguments, informations et débats, voilà quelle doit être notre méthode.

Il s'agit donc de ne pas simplifier le discours politique jusqu'à diaboliser le FN, mais d'offrir des perspectives claires, incarnant l'espoir pour les électeurs séduits par les discours enjôleurs des représentants du FN. Ce travail n'a aucune efficacité quand il n'intervient qu'en période électorale. Qui connaît le programme social du FN ? **Qui sait que le projet économique de Le Pen n'est rien d'autre qu'un projet ultra-libéral ?** Peu, en tout cas pas les premiers concernés, les électeurs de milieux populaires qui votent pour ce parti. Comme nous pensons pouvoir transformer la société en dehors du strict exercice du pouvoir en menant une bataille idéologique et culturelle, nous devons combattre l'extrême droite au quotidien lorsque ses idées sont véhiculées comme des vérités.

## **Militants féministes**

**Geneviève Fraisse** écrit : « Le féminisme apparaît comme un désordre, une passion, une hystérie, rarement comme un engagement raisonné dans l'espace politique ». Le mot féminisme doit être réhabilité. Pour notre génération, il a été galvaudé, vidé de son sens. Le débat féministe n'est plus audible aujourd'hui dans la société. **Pourtant, parce que les inégalités sexistes et que les violences faites aux femmes touchent en premier lieu les jeunes filles, le combat féministe est aussi un combat de notre génération, que nous soyons jeunes militants ou jeunes militantes.** L'enjeu pour notre génération n'est pas une nouvelle guerre des sexes, mais bien la mixité. La cause des femmes ne doit pas être défendue que par des femmes. Comme s'il fallait être victime de discriminations pour se battre contre elles ! Nous devons mettre en œuvre un nouveau féminisme, c'est-à-dire le combat des hommes et des femmes, ensemble, pour l'égalité. De plus en plus d'hommes l'ont compris et sont féministes. Le féminisme est un combat de tous les instants.

Notre mouvement doit donner l'exemple. Le mandat qui vient de s'écouler a permis d'instaurer la parité dans ses instances. Nous devons poursuivre cette évolution et permettre aux militantes d'accéder à tous les niveaux de responsabilité, nationaux **et surtout** fédéraux.

## **Militants contre toutes les discriminations**

La lutte contre les discriminations ne se résume pas seulement à la lutte contre le racisme et le sexisme. Toute attitude de rejet, qu'elle soit fondée sur le handicap, l'orientation sexuelle, l'origine sociale, doit être combattue par les jeunes socialistes. Notre objectif d'égalité ne pourra être atteint sans changer les mentalités. Pour cela, nous devons effectuer un travail quotidien de pédagogie. Vigilants au quotidien, nous devons combattre toutes les discriminations où qu'elles soient, décrypter les logiques qui les sous-tendent, ne jamais laisser la banalisation s'emparer des esprits. Ces actions peuvent prendre des formes variées, du lobbying auprès des municipalités pour qu'elles facilitent l'accès à tous les services publics, aux testings dans les entreprises, les services publics, les agences immobilières... Lutter contre les discriminations, ce n'est pas seulement dénoncer, mais aussi expliquer, argumenter pour mieux convaincre.

## **Militants internationalistes et altermondialistes**

**Le socialisme est par définition altermondialisme. Lutter pour un autre monde est notre devoir.** Cet internationalisme se construit chaque jour. Echelle pertinente pour répondre aux enjeux du **XXI<sup>e</sup>** siècle, il n'est pas pour nous cet objet de musée que l'on vient visiter de temps en temps pour se rappeler, une fois dépoussiéré, qu'il constitue notre identité de socialistes.

Notre objectif est que chaque militant s'approprie ce combat fondateur, combat qui voit chaque jour l'élaboration d'une conscience mondiale s'affirmer. ECOSY et la IUSY, les organisations des jeunes socialistes européens et du monde entier, sont pour cela nos outils et nos cadres privilégiés de débats, d'échanges et d'actions. Elles contribuent fortement à la création d'habitudes de travail en commun des jeunes socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes du monde entier. Mais pour beaucoup de jeunes Français, la langue reste un obstacle dans leur militantisme international : il est impératif que ces deux organisations prennent compte des nécessités de traduction, notamment lors des congrès. Les échanges bilatéraux entre organisations partenaires, les jumelages doivent aussi être mis au service d'une meilleure connaissance de nos voisins et de l'enrichissement de nos modes de militantisme. Parce que notre engagement européen et international est une priorité, nous voulons créer un nouveau secrétariat national à l'Europe, qui travaille conjointement avec le secrétariat national aux questions et relations internationales.

### **Unis pour un autre monde**

Notre ambition à terme est que ces organisations supranationales deviennent des organisations militantes à part entière : les organisations membres doivent être de véritables relais des orientations et campagnes de leur organisation internationale tout en laissant une large autonomie d'initiative et d'action au niveau continental, régional, national et local. Une meilleure coordination de ces relations est un facteur de renforcement du poids de jeunes militants au sein de notre famille politique et contribuera fortement à la cohésion et à la visibilité de la famille socialiste. Les organisations des jeunes du Parti Socialiste Européen et de l'Internationale Socialiste doivent être des aiguillons de leurs partis. ECOSY doit aussi inciter le PSE, dont il est l'organisation de jeunesse, à mettre fin au consensus permanent pour en faire un parti efficace. Les jeunes socialistes du monde entier doivent être des forces de proposition au sein de leur famille politique et au-delà.

La participation de nos organisations aux forums sociaux mondiaux, continentaux et régionaux, tout en renforçant l'immersion de la famille socialiste dans les mouvements sociaux, contribue à accroître la visibilité et la portée de nos propositions.

2004 sera une année importante pour l'Europe. Pour porter la voix des jeunes socialistes européens lors des prochaines échéances électorales européennes, nous diffuserons nos propositions communes dans un manifeste avec un visuel unique dans les vingt-cinq états-membres de l'U.E. Cette dimension européenne sera renforcée par la multiplication des échanges militants, sur le modèle de ceux pratiqués pendant les campagnes électorales belges ou espagnoles. Cette campagne pourra contribuer à renforcer la visibilité du clivage gauche/droite et la visibilité de notre organisation européenne, en particulier auprès des jeunes. Notre génération militante, qui a grandi avec la construction de l'Europe et avec l'objectif de construire une Europe fédérale, citoyenne, politique et sociale, doit être pleinement mobilisée lors de cette échéance majeure.

Alors que Lionel Jospin avait rendu l'espoir aux militants de gauche, l'actuel gouvernement est en train de désespérer la France. La droite impose son projet économique libéral, sa vision conservatrice et égoïste de la société. Les retraites, la couverture médicale, les services publics, le droit du travail, l'éducation... Tout ce qui constitue le lien social dans notre pays est l'objet de ses attaques. Non seulement cette politique fait progresser l'injustice sociale, mais en plus elle fait mourir à petit feu l'espoir d'un autre avenir. Comment agir, comment construire, dans un tel contexte, qui alimente l'extrême droite et le rejet de la politique ? C'est la question à laquelle nous devons répondre ensemble.

Depuis dix ans, notre organisation est mobilisée contre la droite et l'extrême droite. Depuis dix ans, elle vit au rythme des victoires et des défaites de la gauche. Nous ne pouvons ignorer le contexte dans lequel nous militons, mais tout fatalisme nous est interdit. Nous serons de toutes les batailles contre le libéralisme, la montée des populismes, la perte des repères collectifs. Ces batailles, nous les mènerons dans les têtes et dans la rue. Quand le désespoir s'installe, la perspective de la transformation sociale s'éloigne. Le plus difficile aujourd'hui est de convaincre que le progrès social et la construction d'une société fraternelle sont possibles. C'est cette bataille de l'espoir que nous voulons gagner, avec toute la gauche. Unir nos forces, refuser les reculs sociaux, proposer des alternatives, faire triompher l'idée que notre projet politique a plus que jamais un sens, c'est cela notre agenda militant. Partout dans le monde, en Europe et en France, l'idée d'une alternative démocratique au libéralisme peut s'imposer. Mais pour cela, les forces de gauche doivent accepter de regarder en face les défis qui se posent à elle.

Notre génération baigne dans les valeurs libérales, sans pour autant les faire siennes. Les militants que nous sommes ont donc la responsabilité de convaincre que là où on ne veut voir que le cours naturel des choses, la volonté politique, l'action collective, la confrontation démocratique peuvent faire naître d'autres possibles. Nous assumerons pleinement notre rôle, aussi modeste soit-il, dans ce travail de conviction. Parmi les socialistes, et avec toute la gauche.